ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES - PARIS -

UNE TENTATIVE D'INTEGRATION NUCLEAIRE EUROPEENNE:

EURATOM

A L'EPOQUE DU PROGRAMME INITIAL DE RECHERCHES ET D'ENSEIGNEMENT

(1958-1962)



Mémoire présenté en vue de l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies d'Histoire et Civilisations

par Jean-Marc WOLFF en septembre 1989

Directeur de Recherches: Patrick FRIDENSON

TABLE DES MATIERES

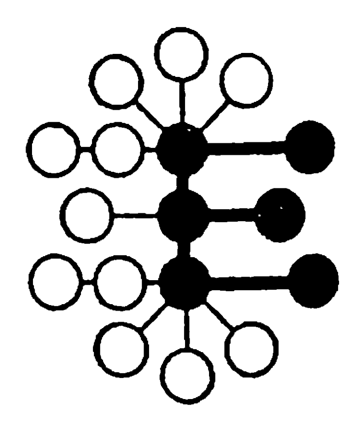
ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
- PARIS -

UNE TENTATIVE D'INTEGRATION NUCLEAIRE EUROPEENNE:

EURATOM

A L'EPOQUE DU PREMIER PLAN DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT

(1958-1962)



Mémoire présenté en vue de l'obtention du D.E.A. d'Histoire et Civilisations
par Jean-Marc WOLFF en septembre 1989

Directeur de Recherches : Patrick FRIDENSON

Introduction

A. Origine du projet

Le projet d'une étude sur les débuts d'Euratom résulte de préoccupations diverses et les rassemble autour d'un même objet.

Il s'explique tout d'abord par un intérêt porté à l'histoire économique contemporaine et à la place essentielle que celle-ci tient dans le monde actuel: le passage de la découverte scientifique ou technique à l'application industrielle et à la diffusion des produits nés de l'innovation joue en effet un rôle de plus en plus important dans les stratégies économiques des pays développés[1].

Une seconde raison provient de la position de la Science et de la Technique "au coeur de l'Histoire contemporaine"[2]. Les objets manufacturés sont omniprésents et modifient les rapports de nos contemporains aux contraintes fondamentales du temps, de l'espace et de l'énergie. Mais aussi la Science et la Technique fonctionnent "comme idéologie"[3], comme source de justification de l'organisation sociale.

---

1 Cela se traduit par la multiplication des ouvrages consacrés aux stratégies de l'innovation suivies aussi bien par les entreprises que par les organismes étatiques. Voir par exemple Luc Rouban: L'Etat et la Science : la politique publique de la Science et de la technologie, Paris, 1988, pour une approche comparative franco-américaine.

2 C'est sous ce titre qu'a été publié en 1986 un numéro de la Documentation Photographique, rédigé par F.Balibar et D. Pestre.

3 Pour reprendre partiellement et superficiellement le titre de l'ouvrage de J.Habermas: La Science et la technique comme "idéologie", 1971

Ce projet d'études sur les débuts d'Euratom s'explique enfin par une des caractéristiques du monde contemporain: la complexité des organisations qu'il secrète. La diversité des intérêts, la multiplication des acteurs impliqués dans . . . l'élargissement géographique de leur champ d'action suscitent en particulier la multiplication d'organismes nouveaux, au niveau national comme international.

Il paraît donc intéressant de mieux connaître ces organismes, d'étudier le processus qui rend possible leur naissance et d'examiner les conditions concrètes de leur fonctionnement. Une particulière attention doit être portée à l'identification précise des acteurs, à l'analyse de leurs motivations et à la dynamique de leur jeu. Or la plupart des études sur ces organismes émanent de chercheurs en sciences politiques ou juridiques et sont sous-tendues par un désir de théorisation générale qui évacue souvent la dimension historique[1].

Le projet initial était d'étudier le jeu des acteurs face à l'émergence d'une technique nouvelle dans un cadre national. Mon attention s'était portée sur la RFA et le secteur envisagé était l'informatique. Du fait de l'inexistence de sources et de la fragilité des problématiques[2], il fallut rechercher un autre domaine de l'innovation.

---

[1]L'ouvrage de Heinz Kramer, Nuklearpolitik in Westeuropa und die Forschungspolitik der Euratom, montre les limites des constructions théoriques élaborées jusqu'en 1976 à propos de l'intégration européenne, en tentant de les appliquer au cas d'Euratom. Sa conclusion est un plaidoyer pour une "théorie à moyen terme", appuyée sur l'étude empirique et historique d'Euratom ("eine Theorie mittlerer Reichweite mit empirischem Bezug", p 214) . Voir la discussion sur l'ouvrage en III.

[2]L'histoire de l'informatique est cependant en train de se constituer: voir le Colloque de Grenoble de 1987, les recherches de P.E.Mounier Kuhn au centre STS du CNAM, l'ouvrage de P.Breton: "Histoire de l'informatique",les projets d'Hubert Bonin etc. Il

Patrick Fridenson me chargea, dans le cadre de son séminaire de DEA, du compte-rendu d'une thèse allemande sur l'attitude du patronat sidérurgique allemand face au processus d'intégration européenne à l'oeuvre dans la CECA[1]. Cela dirigea mon intérêt vers la Communauté européenne. Dans ce cadre, le nucléaire s'imposait puisqu'il s'agit d'une industrie de pointe dont les développements industriels s'amorcent en Europe dans les années cinquante et que l'on a tenté d'intègrer dans le processus communautaire au sein d'une Organisation internationale spécialisée, la CEEA, appelée également Euratom [2]. Elle a "pour mission de contribuer, par l'établissement des conditions nécessaires à la formation et à la croissance rapide des industries nucléaires, à l'élévation du niveau de vie dans les Etats membres et au développement des échanges avec les autres pays"[3].

---

se trouve de plus que la CEEA a joué un rôle pionnier dans la mise en place de réseaux informatiques et dans l'expérimentation de systèmes automatisés de documentation et de traduction.

1 Werner Bührer: "Die Deutsche Stahlindustrie und die Montanunion. Die WVSI 1948-1952, Munich 1986. Compte-rendu à paraître dans "Le Mouvement Social" en 1989.

2 Le terme Euratom est antérieur au début des négociations. La paternité en est attribuée à Louis Armand.

3 Traité CEEA Art.1

B. Présentation de la CEEA.

1. Les objectifs de la CEEA

La CEEA est créée par le Traité de Rome du 25 mars 1957 et commence son existence légale le 1er janvier 1958.

Le Traité prévoit que l'action de la CEEA s'exerce dans quatre domaines de l'activité nucléaire: la recherche, l'industrie, le commerce des matières fissiles et les normes de sécurité[1].

En ce qui concerne la recherche nucléaire, le but assigné à Euratom n'est pas de diriger les plans nationaux. Il est de contribuer à les coordonner pour éviter les double-emplois et pour orienter les recherches vers des secteurs inexplorés. La CEEA peut stimuler celles-ci sous réserve qu'elles fassent partie d'une liste limitative annexée au Traité.

Elle définit ses plans quinquennaux de recherche et les met en oeuvre dans son Centre Commun de Recherche (CCR[2]) ou dans des laboratoires extérieurs, sur une base contractuelle. Un programme initial[3] doté d'une

---

[1]La description qui suit s'appuie principalement sur le texte du traité de Rome et sur la présentation que fait de la CEEA J.G. Polach: "Euratom, its background, issues and economic implications, New York,1964 ,p. 72 sq.

[2]Le Centre Commun de Recherche ou CCR a une unité administrative prévu par le Traité mais la réalisation du Traité le conduit à être éclaté géographiquement entre quatre centres principaux: Ispra, en Italie, près du Lac Majeur, Mol en Belgique, sur le terrain du Centre d'Etudes Nucléaires Belges, Karlsruhe, sur le terrain du Kernforschungszentrum, et Petten aux Pays-Bas.

[3]Voir document ci-joint.

5

ANNEXE V

PROGRAMME INITIAL DE RECHERCHES ET D'ENSEIGNEMENT

visé à l'article 215 du traité

I. Programme du Centre commun

1. *Laboratoires, équipement et infrastructure*

Le Centre commun comprendra:

a) des laboratoires généraux de chimie, physique, électronique et métallurgie:

b) des laboratoires spéciaux pour les matières suivantes:

- fusion nucléaire,
- séparation isotopique d'éléments autres que l'uranium 235 (ce laboratoire sera équipé d'un séparateur électromagnétique à pouvoir de résolution élevé),
- prototypes d'appareillages de prospection,
- minéralogie,
- radiobiologie;

c) un bureau de standards spécialisé en mesures nucléaires, pour les dosages d'isotopes ainsi que les mesures absolues de rayonnement et d'absorptions neutroniques, doté d'un réacteur expérimental propre.

2. *Documentation, information et enseignement*

Le Centre commun assurera un vaste échange d'information, notamment dans les domaines suivants:

- matières premières: méthodes de prospection, exploitation concentration, transformation, façonnage, etc.;
- physique appliquée à l'énergie nucléaire;
- physico-chimie des réacteurs;
- traitement des matières radioactives;
- applications des radioéléments.

Il organisera des cycles d'enseignement spécialisé qui porteront notamment sur la formation de prospecteurs et les applications des radioéléments.

La section de documentation et d'étude des questions de protection sanitaire visée à l'article 39 rassemblera la documentation et les renseignements nécessaires.

3. *Réacteurs prototypes*

Un groupe d'experts sera constitué dès la mise en vigueur du traité. Après confrontation des programmes nationaux, il adressera dans les délais les plus brefs, à la Commission, les recommandations appropriées quant aux choix à faire en ce domaine et aux modalités de réalisation.

Sont envisagées la création de trois ou quatre prototypes de faible puissance et la participation, par exemple sous forme de fourniture de combustible et de modérateurs, à plusieurs réacteurs de puissance (*).

(*) Deuxième alinéa tel qu'il est modifié par l'article 1 de la décision du Conseil de la Communauté européenne de l'énergie atomique du 3 juillet 1961 (*Journal officiel des Communautés européennes*, n° 55 du 16 août 1961).

4. *Réacteurs à haut flux*

Le Centre devra disposer dans les plus brefs délais d'un réacteur à haut flux de neutrons rapides, pour l'essai des matériaux sous rayonnement.

Des études préparatoires seront entreprises à cet effet dès l'entrée en vigueur du traité.

Le réacteur à haut flux sera pourvu d'importants espaces expérimentaux et de laboratoires d'exploitation appropriés.

II. Recherches effectuées par contrats en dehors du Centre

Une partie importante des recherches seront effectuées par contrats en dehors du Centre commun conformément à l'article 10. Ces contrats de recherches pourront revêtir les formes suivantes:

1. Des recherches complémentaires à celles du Centre commun seront effectuées en matière de fusion nucléaire, séparation isotopique d'éléments autres que l'uranium 235, chimie, physique, électronique, métallurgie et radiobiologie.

2. Le Centre pourra s'assurer la disposition d'emplacements expérimentaux dans les réacteurs à haut flux nationaux (*).

3. Le Centre pourra recourir aux installations spécialisées des Entreprises communes à créer au titre du chapitre V, en leur confiant par contrat certaines recherches d'ordre scientifique général.

(*) Paragraphe 2 tel qu'il est modifié par l'article 1 de la décision du Conseil de la Communauté européenne de l'énergie atomique du 19 juillet 1960 (*Journal officiel des Communautés européennes*, n° 75 du 25 novembre 1960).

DÉCOMPOSITION PAR GRANDS POSTES

des dépenses nécessaires à l'exécution du programme de recherches et d'enseignement

(en millions d'unités de compte UEP

	Équipement	Fonctionnement (1)	Équipement et/ou fonctionnement	Total
I. CENTRE COMMUN				
1. *Laboratoires, équipements et infrastructure:*				
a) Laboratoires généraux de chimie, physique, électronique et métallurgie	12			
b) Laboratoires spéciaux:				
fusion nucléaire	3,5	1re année 1,3		
séparation isotopique (sauf U 235)	2	2e année 4,3		
prospection et minéralogie	1	3e année 6,5		
c) Bureau central de mesures nucléaires	3	4e année 7,4		
d) Autres équipements du Centre et de ses succursales	8	5e année 8,5		
e) Infrastructure	8,5	28		
	38			66
2. *Documentation, information et enseignement*	1	1re année 0,6 2e année 1,6 3e année 1,6 4e année 1,6 5e année 1,6 7		8
3. *Réacteurs prototypes:*				
Groupe d'experts pour le choix des prototypes		1re année 0,7		
Programme			59,3 (2)	60
4. *Réacteurs à haut flux:*				
Réacteur	15			
Laboratoire	6	4e année 5,2		
Rajeunissement de l'équipement	3	5e année 5,2		
	24	10,4		34,4
II. RECHERCHES EFFECTUÉES PAR CONTRATS EN DEHORS DU CENTRE				
1. *Compléments aux travaux du Centre:*				
a) Chimie, physique, électronique, métallurgie			25	
b) Fusion nucléaire			7,5	
c) Séparation isotopique (sauf U 235)			1	
d) Radiobiologie			3,1	
2. *Location d'emplacements dans des réacteurs à haut flux nationaux*			6	
3. *Recherches dans des entreprises communes*			4	
			46,6	46,6
TOTAL				215

(1) Évaluation basée sur un effectif d'environ 1 000 personnes.

(2) Une partie de cette somme pourra être affectée à des travaux effectués par contrats en dehors du Centre

In: Traités instituant les Communautés européennes op. cit.

enveloppe budgétaire de 215 M $ couvrant les années 1958-1962 est annexé au traité.

La vocation principale de la CEEA est de stimuler le développement d'une industrie nucléaire dans les différents pays de la Communauté. La CEEA y contribue par la collecte et la diffusion de l'information technique et par une politique spécifique de brevets industriels. Elle assure par l'intermédiaire d'une entreprise spécialisée, l'Agence, l'approvisionnement sur une base égalitaire des industries civiles en matières fissiles de tous les pays de la Communauté. Pour cela, elle a la propriété des matières fissiles et à ce titre elle en vérifie l'usage (il s'agit en fait d'un contrôle de la conformité de l'usage à la déclaration d'usage obligatoire).

Son action est limitée en matière d'investissement industriel nucléaire: elle collecte et analyse l'information sur les investissements (il y a obligation pour les entreprises de l'informer si l'investissement dépasse un certain seuil). Elle peut émettre des avis sur leur opportunité. Elle ne peut participer qu'à des entreprises de prospection ou aux "entreprises communes" (Joint Enterprises) qui bénéficient de divers privilèges.

La CEEA a pour but de créer les conditions d'un marché commun nucléaire, aussi bien en ce qui concerne les matières fissiles, les investissements industriels que la circulation des hommes.

Enfin la CEEA est chargée de définir et de faire appliquer des normes de sécurité communautaires, afin d'assurer la protection des populations et une homogénéité des coûts dans les industries communautaires.

2 Le fonctionnement de la CEEA[1]

La CEEA se compose d'un certain nombre d'organes dont certains sont communs avec la CECA ou la CEE[2].

Le Conseil des Ministres est l'organe de décision. Composé des ministres responsables des industries nucléaires, il est assisté d'un Conseil des représentants Permanents (COREPER[3]). Les décisions du Conseil des Ministres sont préparées par la Commission. La structure des votes est complexe (quotas de vote et des quotas financiers[4]). Le Conseil ne peut agir que sur des propositions de la Commission et ne peut les transformer que par un vote unanime.

La Commission détient l'autorité exécutive de la CEEA. Elle est composée de 5 Commissaires nommés chacun pour 4 ans par un des Etats membres (sauf le Luxembourg). Les 6 Etats membres désignent d'un commun accord pour 2 ans le Président et le Vice Président de la Commission. La Commission est un organe collégial qui est responsable collectivement de son action devant l'Assemblée Parlementaire Européenne. Son autorité est générale et susceptible de s'appuyer sur des

---

1Voir les trois documents complémentaires ci-joints.

2L'Assemblée Parlementaire Européenne et la Cour de Justice sont communs aux trois Communautés dès 1958 sous l'effet d'une convention additionnelle au Traité de Rome de 1957. Le Conseil Economique et Social est commun à la CEE et à la CEEA.

3Le Coreper permet la coordination permanente entre les acteurs gouvernementaux et la Commission. Il a pour tâche d'aider à définir la position du Conseil, et de concrétiser ses décisions. Il est composé de hauts fonctionnaires nationaux: ce n'est qu'à partir de 1962 qu'un groupe des questions atomiques fonctionne en permanence au sein du Coreper.

4Voir le tableau joint: "Distribution of votes and financial quotas in Euratom".

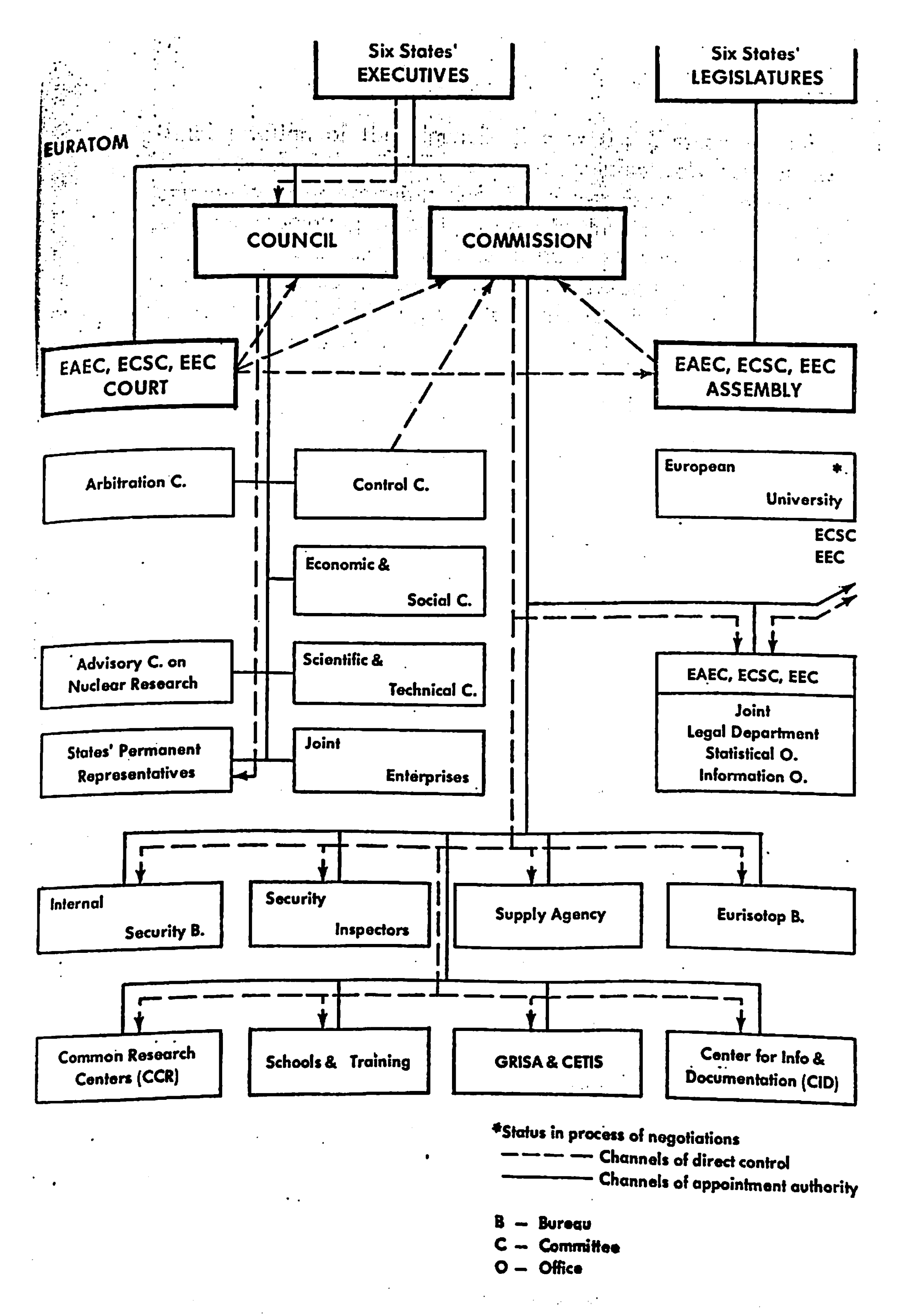
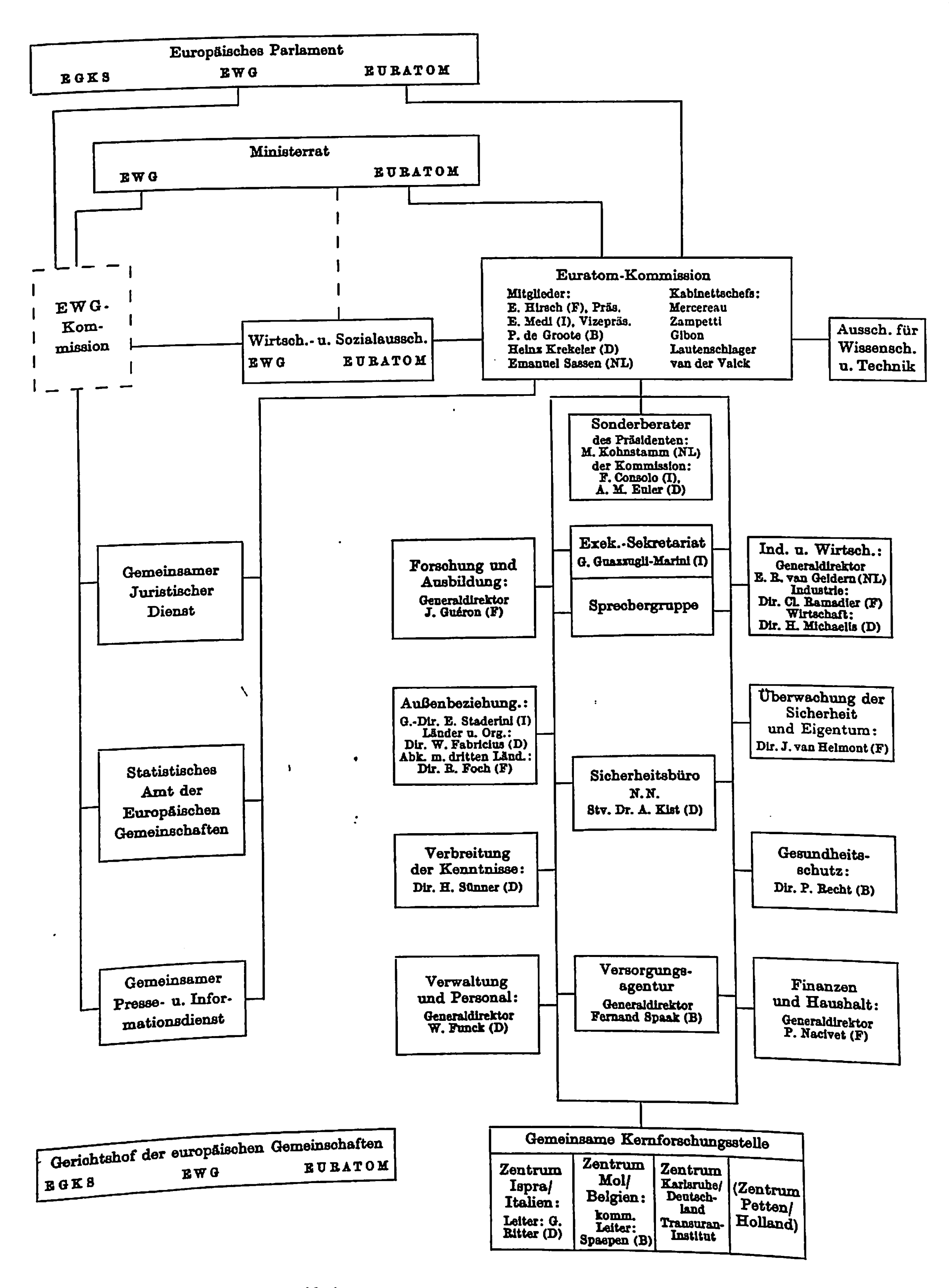


Figure 1. Euratom channels of direct control and appointment authority



DIE ATOMWIRTSCHAFT, März 1961 p. 131

EURATOM-Gliederung

(Stand Frühjahr 1961)

PRINCIPAL EURATOM INSTITUTIONS, BY TYPE OF FUNCTION

Legislative and regulatory	Executive	Judiciary	Political and/or financial control	Advisory
Council	Commission	Single Court	Assembly over the Commission	Commission to the Council
Commission in specified cases	Second level executive	Arbitration Committee	Member States over the Council	Assembly to the Council and Commission
			Control Committee over the Commission	Economic and Social C. to the Council and Commission
			Council over the Commission (in budgetary matters)	Scientific & Technical C. to the Commission
				Advisory C. on Nuclear Research to the Council and Commission

Second level executive:

- Under the Council
  - States' Permanent Representatives
- Under the Commission
  - Common Research Centers (C.C.R.)
  - C.E.T.I.S.
  - G.R.I.S.A.
  - Schools and Training
  - Information and Documentation Center (C.I.D.)
  - Security Inspectors
  - Internal Security Bureau
  - Eurisotop Bureau

Joint Enterprises
Supply Agency
Autonomous Bodies

Source: *Traité instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique (Euratom)*, arts. 7, 8, 9, 18, 39, 45-51, 53-55, 107-170, 180; and Euratom, The Commission, *Fourth General Report on the Activities of the Community* (May 1961), secs. 103, 167, 171, 187-190, 205; and *Fifth Report*, secs. 1, 130. Polach op. cit. p 100.

10

DISTRIBUTION OF VOTES AND FINANCIAL QUOTAS IN EURATOM

Country	Council			Commission	Assembly	Economic & Social C.	Financial quotas, %	
	a/	b/	c/	a/	a/	a/	d/	e/
Belgium	1	2	9	1	14	12	7.9	9.9
Germany	1	4	30	1	36	24	28.0	30.0
France	1	4	30	1	36	24	28.0	30.0
Italy	1	4	23	1	36	24	28.0	23.0
Luxembourg	1	1	1	f/	6	5	0.2	0.2
Netherlands	1	2	7	1	14	12	7.9	6.9
Total							100.0	100.0
Votes	6	17	100	5	142	101		
Majority	4	12	67	3	72	51		

a/ Each member has one vote.
b/ Weighted votes when qualified majority is required.
c/ Weighted votes for research and investment budgets.
d/ To operational budget.
e/ To research and investment budget.
f/ Luxembourg has only an accredited permanent representative.

Source: *Traité instituant la Communauté Européene de l'Energie Atomique (Euratom)*, arts. 108(2), 118 (1)(2), 126(1), 166, 172(1)(2), 177(5). Ploch op. cit. p 104.

principes comme celui de "pouvoirs implicites" en cas d'absence de mandat explicite.

Pour assister la Commission dans les affaires scientifiques et techniques est établi un Comité scientifique et technique (CST) de 20 membres nommés par le Conseil après consultation de la Commission.

La Cour de Justice exerce un contrôle de légalité : elle est composéede 7 juges et de 2 avocats généraux nommés pour 6 ans et renouvelables.

L'Assemblée Parlementaire Européenne comprend 142 délegués. C'est un organe de délibération et de conseil auquel la Commission est tenu de présenter un rapport annuel. Le rejet de ce dernier entraîne la démission de la Commission.

Le Conseil Economique et Social comprend 101 membres. Une commission d'experts pour l'énergie nucléaire y fonctionne. Cette institution purement consultative doit servir de lien avec les organisations socioprofessionnelles des pays membres.

L'Agence d'approvisionnement est une entreprise parallèle à Euratom,au capital de 2,4 M$. Elle est dotée de la personnalité légale et de l'autonomie financière. Sa mise en place date de décembre 1958. Elle a à sa tête un directeur général appointé par la Commission. L'Agence est assistée par un comité consultatif de 24 membres. Son action débute le 1er mai 1960.

PREMIERE PARTIE : POURQUOI ETUDIER LA CEEA ?

A. Une institution méconnue

Le trentième anniversaire de la signature du traité de Rome et la "perspective du grand marché de 1993" ont beaucoup focalisé l'attention des acteurs de l'économie sur la Communauté Economique Européenne, assimilée dans le langage courant à la Communauté Européenne. C'est à la fois oublier la CECA, qui a ouvert dès 1951 la voie de l'intégration, et la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (CEEA).

Il est vrai que, des trois communautés qui ont fusionné dans la Communauté Européenne (CE) en 1967, c'est la CEE qui a le plus transformé la vie quotidienne des Européens. Cela est à l'évidence dû au caractère horizontal de l'intégration à l'oeuvre dans la CEE, qui s'oppose à la spécialisation sectorielle des deux autres Communautés.

La CEEA est d'autant moins étudiée - cela se traduit au niveau universitaire par l'intérêt relativement faible que lui ont porté les chercheurs- que son domaine d'action semble très étroit, très spécialisé et très technique.

De surcroît, face au développement spectaculaire des domaines d'action de la CEE, la CEEA a connu dès sa naissance un certain nombre de difficultés, sans pour autant disparaître. Dès 1959, sa réforme est à l'ordre du jour [1]. Avant de se fondre dans la Communauté Européenne à la

1 Michel Debré envisage une renégociation du Traité dès cette date, et en fait part à Etienne Hirsch. Mais il n'y aura aucune action à ce niveau. cf. Ainsi va la vie, chap IX, Lausanne, 1988

suite du traité de fusion de 1965, appliqué en 1967, Euratom avait acquis l'image de "canard boîteux de l'intégration", d'organisation "vouée à végéter"[1]

Enfin l'existence en France d'une structure atomique très centralisée autour du couple CEA-EdF et très précocement développée explique en partie[2] la sous-estimation des potentialités d'une organisation européenne.

Tous ces éléments ont contribué à peu éveiller l'intérêt des historiens français pour cette institution[3].

B. L'étude de la CEEA apparaît pourtant, à plusieurs titres, extrêmement intéressante.

1) Un "échec" relatif mais riche d'enseignements

---

1 M.Couve de Murville: Une politique étrangère, Paris, 1971, p.329 pour la seconde citation. On pourrait multiplier les exemples du faible intérêt de certains Français pour l'Euratom: un "Européen" convaincu, Robert Marjolin, évacue ainsi Euratom dans ses mémoires "Le travail d'une vie, Mémoires 1911-1986", Paris 1986, p.281: "Je... ne dirai rien de l'Euratom. La raison en est que dès le début de la négociation, je considérais que le marché commun était la chose sérieuse".

2Les conceptions étroitement nationales de Charles de Gaulle et du gouvernement Debré dont l'instauration suit de quelques mois le démarrage de la CEEA ont encore restreint la marge d'action de l'organisation

3Ce manque d'intérêt est partiellement justifié par l'absence d'accès aux archives nationales: le CEA n'a pas encore défini une politique d'archives claire et n'a que peu classé pour l'instant (Correspondance avec Catherine de Mazancourt, historienne chargée des Archives au CEA), l'EdF suit la règle des trente ans sauf pour les affaires avec l'étranger, où les délais sont rallongés à soixante ans(Correspondance avec la Direction Générale). Seul le Quai d'Orsay a bien voulu ouvrir ses dossiers jusqu' à la signature du Traité de Rome, suivant ainsi les Archives belges. Ce fait tranche avec l'accessibilité des Archives du Ministère de l'Atome de la RFA, et surtout avec la politique d'Archives communautaires, Cf. infra, sur les sources.

L'étude de la CEEA peut à cet egard servir de contrepoint à celle du CERN[1], dans des domaines qui se recoupent partiellement[2]. Un travail sur le fonctionnement de la R&D au sein d'Euratom peut contribuer à éclairer, dans une certaine mesure a contrario, les conditions et la combinaison des facteurs qui font le succès d'une organisation internationale dont l'objet est en rapport avec la science et la technologie nucléaires. Le récent ouvrage de l'historien canadien R. Bothwell sur l'AECL (Energie Atomique du Canada Limitée)[3] peut également fournir des pistes intéressantes et amorcer une réflexion sur les spécificités des organismes spécialisés en matière nucléaire.

Deux professeurs de gestion dans des écoles de commerce françaises ont amorcé une démarche comparative dans le domaine des organisations

---

[1] D.Pestre: "L'organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN): un succès politique et scientifique" ,in XXième siècle, 4/octobre 1984, pp.65-76. L'histoire du CERN est étudiée par une équipe internationale d'historiens des sciences. Le premier volume est paru en 1986, sous la direction de l'historien allemand A. Hermann (History of CERN, Vol. 1, Pays-Bas . 1986). Dominique Pestre y représente la France.

[2] A ce titre, le champ d'action de la Communauté est plus vaste que celui du CERN. Sa vocation, telle qu'elle est définie par le Traité de Rome, est plus orientéé vers les applications industrielles que le CERN. Cependant la recherche en physique fondamentale constitue une des compétences de la CEEA. C'est pourquoi des formes de collaboration entre Euratom et l'organisation genevoise ont été mises en place . A bien des égards l'étude d'Euratom se nourrit des travaux de l'équipe des historiens du CERN.
Si la multiplicité des attributions d'Euratom, en particulier en matière industrielle, complique singulièrement le jeu des acteurs, on y retrouve cependant, comme au CERN, la confrontation dynamique de scientifiques, de fonctionnaires nationaux et internationaux, d'hommes politiques. La hiérarchie qui s'établit entre eux y est pourtant d'emblée différente: La naissance d'Euratom a des origines surtout politiques et la dimension scientifique est secondaire dans le processus d'apparition. Celle du CERN a pour origine des préoccupations scientifiques, relayées efficacement par un petit groupe de hauts fonctionnaires, solidaires des scientifiques dans leur défense de l'organisation, "le lobby du CERN".
Cette différence fondamentale semble un facteur explicatif des difficultés de l'organisation.

[3] R. Bothwell: Nucléus. L'Histoire de l'Energie Atomique du Canada limitée, Québec, 1988

spatiales[1] et ont proposé une première grille d'analyse, dont il faudrait examiner la validité pour d'autres organismes.

De plus l'échec d'Euratom est relatif, et s'il existe, c'est par rapport aux espoirs qui avaient été mis en elle au départ. L'institution a survécu, s'est transformée suivant un processus dynamique de "reconversion".

Elle a en effet été conçue à la faveur de la convergence exceptionnelle de facteurs très largement conjoncturels: nécessité de trouver un objet technique pour assurer la relance européenne, erreur de prospective en matière énergétique, lien organique établi avec la CEE sous la pression allemande durant les négociations du traité de Rome. Or, dès la naissance de l'institution, plus aucun de ces facteurs n'existe. Euratom doit s'adapter pour survivre et se définir de nouvelles raisons d'exister[2].

2) L'étude de la CEEA se situe d'autre part à la confluence de trois domaines fondamentaux de l'histoire contemporaine:

---

1 Koenig (C.) ; Thiétard (R.A.): "Managers, engineers and government. The emergence of the mutual organization in the European Aerospace industry", in Technology and Society, 1988, Vol 10, pp. 45-69.
Les historiens de l'industrie aéronautique et spatiale pourront bientôt enrichir l'analyse grâce à l'ouverture des Archives de l'European Space Agency (ESA), suivant une règle exceptionnellement libérale des 15 ans. L'historien britannique de l'équipe internationale du Cern, John Krige, envisage d'ailleurs de s'y consacrer.
2C'est le sens du rapport dit des "Trois Sages"Armand, Etzel et Giordani, intitulé "Un objectif pour Euratom", publié après la signature de Traité. Sur l'adaptation d'organisations à des facteurs nouveaux, la problématique est parallèle à celle développée pour les partis politiques par S.Berstein: "Les Partis" dans le recueil publié sous la direction de René Rémond: "Pour une Histoire politique", Paris, 1988, pp49-86.

- celui de l'histoire des relations internationales, dans leurs dimensions institutionnelle et diplomatique (a)

- celui de l'histoire des sciences et des techniques atomiques, du fait du caractère spécialisé de l'institution (b)

- enfin celui de l'histoire économique en raison des objectifs industriels assignés à l'origine à l'institution (c).

(a). La CEEA est un objet d'histoire des institutions internationales, sous un triple aspect: en tant qu'organisation, en tant qu'élément du processus d'intégration européenne, en tant que partie du "complexe atomique"[1]

Comme organisation, elle peut être étudiée dans une perspective classique de droit public international, de sciences politiques, économiques ou sociales. Le terrain a été dès la phase d'élaboration largement défriché par les juristes. Un certain nombre de travaux universitaires ont suivi. La récente synthèse rédigée sous la direction d'Olivier Pirotte par une équipe de juristes de Lille constitue l'aboutissement actuel de cette approche[2].

---

[1] Cet aspect est développé dans le premier "essai" de la quatrième partie du mémoire. L'expression est tirée du titre de l'ouvrage de B.Goldschmidt: Le complexe atomique, histoire politique de l'énergie nucléaire, Paris, 1980

[2] Olivier Pirotte (dir.): Pascal Girerd, Pierre Marsal, Silviane Morson: Trente ans d'expérience Euratom. La naissance d'une Europe nucléaire, Bruxelles 1988, 427p. Contrairement à ce que semblent indiquer le titre et le sous-titre, il ne s'agit pas d'un ouvrage historique, mais d'un ouvrage de sciences politiques et juridiques, centré sur les années postérieures à 1970. Ainsi les auteurs n'ont-ils pas dépouillé exhaustivement les publications officielles antérieures, alors qu'ils l'ont fait par la suite. Leur souci de juriste français les amène à passer sous silence les ouvrages ou articles rédigés par les historiens, notamment en ce qui concerne la phase des négociations, et ceux rédigés par les politologues étrangers. Mais dans ces limites il s'agit d'une synthèse précieuse sur la CEEA, qui permet de distinguer les lignes de force à long terme.

La CEEA est un élément du processus d'intégration européenne.

Son étude a principalement[2] été faite d'un point de vue politique. Elle s'est développée surtout depuis 1980 en raison de l'ouverture d'un certain nombre d'archives[1]. Des historiens allemands, autour notamment de Hans Peter Schwarz, ont ainsi pu réaliser entre 1979 et 1982, avec l'appui de hauts fonctionnaires européens de la CEE comme Hans von der Groeben, d'importants travaux sur la naissance des communautés[2]. La genèse de la CEEA a ainsi fait l'objet d'une étude de Peter Weilemann qui s'appuie sur des documents communautaires et allemands[3]. Pour la France, Pierre Guillen a fait par la suite, dans deux articles, le tour de la question[4].

En 1982 s'est constitué un groupe de liaison des Historiens auprès des communautés: il regroupe des universitaires de sept pays. Son action s'est traduite par l'organisation et la publication de colloques sur l'histoire de la Communauté[5]. Dans le discours de clôture du colloque de

---

[1]Voir infra

[2]Ces études, historiques mais aussi juridiques ou politiques, sont éditées par le Nomos-Verlag de Baden-Baden, spécialisé dans les ouvrages sur la Communauté Européenne.

[3]Peter Weilemann: "Die Anfänge der Europaischen Atomgemeinschaft. Zur Gründungsgeschichte von Euratom 1955-1957" , Baden-Baden, 1982. Voir aussi sa communication: "Die Deutsche Haltung während der Euratom-Verhandlungen" au Colloque de Rome des 25-28 mars 1987 "Il rilancio dell'Europa e i trattati di Roma", publiée par E. Serra, Bruxelles. 1989, pp. 531-546

[4]P. Guillen: La France et la négociation du traité d'Euratom, in Relations Internationales, 44, Hiver 1985, pp.391-412. Voir aussi sa communication au Colloque de Rome, pp. 513-524.

[5]Trois colloques ont été publiés jusqu'à présent: celui de Strasbourg. du 28 au 30 novembre 1984 "Histoire des débuts de la Communauté européenne, mars 1948-mai 1950, sous la direction de R. Poidevin, Baden-Baden 1986. Celui d'Aix-la-Chapelle, du 28 au 30 mai 1986, Die Anfänge des Schuman-Plans 1950-1951, sous la direction de K. Schwabe, Baden-Baden. 1988. Enfin le Colloque de Rome. du 25 au28 mars 1987 "Il rilancio dell'Europa e i trattati di Roma, sous la direction de E. Serra, Bruxelles, 1989

Strasbourg[1], Hans Peter Schwarz souligne que les approches historiques ont été jusque-là surtout politiques, au sens institutionnel ou diplomatique du terme. Il lui semble donc nécessaire d'approfondir les facteurs économiques [2].

Euratom tient dans ces colloques[3] une place très réduite par rapport aux travaux portant sur la CECA et sur la CEE. Envisager les facteurs techniques dans le cadre de la CEEA est peut-être un moyen d'élargir encore la perspective d'approche du phénomène d'intégration.

Les travaux menés jusqu'à présent permettent cependant de repérer les problèmes relatifs au processus d'intégration et de fonctionnement des institutions et facilitent grandement une démarche comparative. C'est en particulier le cas des travaux menés sur la CECA: celle-ci peut fournir, en tant qu'institution d'intégration sectorielle dans un domaine qui de plus est partiellement énergétique, des modèles utiles. L'étude de la CECA est déjà bien avancée pour des raisons qui tiennent à la chronologie et à la politique d'archives[4].

Dans le processus d'intégration, la CEEA peut enfin apparaître comme une organisation pionnière. Le développement depuis le début des années

---

1 pp. 447 à 457

2 "Une histoire de l'intégration européenne qui ne mettrait pas l'accent principal sur l'économie serait comme une "femme tronc" (en français dans le texte). p452

3 Cf. les deux articles de Weilemann et de Guillen cités ci-dessus.

4 Au niveau communautaire les fonds CECA sont accessibles depuis 1983 suivant la règle trentenaire. Pour la France, les Archives de la CSSF (Chambre syndicale de la sidérurgie française) ont été récemment versées aux Archives nationales (cf. l'article de Ph. Mioche dans XX.siècle, N°20, octobre-décembre 1988).

quatre-vingt d'une "Europe de la recherche et de la technologie"[1] amène à porter un nouveau regard sur Euratom. Compte tenu de l'enjeu que constitue aujourd'hui pour l'économie des pays développés la maîtrise de la création et de la diffusion des activités intellectuelles et compte-tenu du consensus actuel sur la nécessité de répartir les charges de R&D entre plusieurs acteurs nationaux ou internationaux (que traduisent les regroupements d'entreprises aussi bien que le succès des programmes de recherche communautaires comme Euréka et ses successeurs), la CEEA peut apparaître, rétrospectivement, comme une institution pionnière de coopération régionale[2] en matière de recherche et de technologie. Loin de disparaître dans la fusion de 1967, elle a été un catalyseur de ce nouveau champ d'activité communautaire, aujourd'hui reconnu comme une politique à part entière [3].

Elle a aussi été un lieu, parmi d'autres, où s'est réalisée la mutation des relations scientifiques européennes[4], transcendant peu à peu les nationalismes antérieurs [5].

---

1 Yann de Kerorgen (ed.): Objectif 1992, le marathon technologique, une enquête internationale sur l'Europe de la haute technologie. Paris. 1987.

2A ce niveau un autre problème se pose, soulevé par Christian Deubner à propos d'Euréka, celui de la pertinence du cadre communautaire pour de tels regroupements (C. Deubner: Eureka entre les politiques nationales et l'Europe, in Cahiers du CIRAC, mai 1987).

3 L'Acte Unique Européen . dans son article 24, ajoute en effet à la troisième partie du traité CEE un Titre VI: La recherche et le développement technologique (p. 1035-1039 de l'édition officielle des Traités, Luxembourg, 1987)

4 D.Pestre: Années 1960: un changement qualitatif dans les relations scientifiques franco-allemandes, in Revue d'Allemagne, 1988.En ce qui concerne Euratom voir l'étude de Teich: International politics and international science, a study of scientist's attitude, Cambridge (Mass.) 1969. Cette enquête de sciences politiques concerne les conditions de collaboration internationale entre physiciens des grands laboratoires de physique européenne, dont celui d'Ispra, dépendant d'Euratom

5Nationalismes poitiques, mais aussi nationalisme des méthodes et de l'organisation du travail. Sur ce point, voir la thèse de D.Pestre: Physique et physiciens en France dans les années de l'Entre Deux Guerres, Paris 1982 . La collaboration internationale au sein du CERN a contribué à effacer les cloisonnements, et à homogénéiser les comportements. Le rôle de "l'avance américaine" a été décisif. Il n'est pas inutile de

(b.) Un objet d'histoire des sciences et des techniques.

La nature sectorielle de l'activité d'Euratom, c'est à dire l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, rend nécessaire deux autres approches, qui constituent l'histoire atomique[1] .

Les ouvrages de Bertrand Golschmidt mettent bien en évidence le lien organique[2] qui existe au sein des activités atomiques, au moins depuis 1940, entre la dimension scientifique et la dimension militaire, donc diplomatique et politique. Un des paradoxes d'Euratom est qu'il s'agit d'une institution dont la légitimité est fondée, pour des raisons de conjoncture historique, sur l'affirmation de l'existence d'une sphère autonome de l'atome pacifique par rapport à l'atome militaire. L'indissociabilité[3] des deux domaines explique les difficultés rencontrées par l'organisation et peut permettre d'examiner empiriquement le fonctionnement du "link".

(c) Un objet d'histoire économique

---

signaler ici que la CEEA a très tôt envisagé une action dans les domaines de l'enseignement et de la culture.

1 Bertrand Goldschmidt joue à cet égard un rôle important. Chimiste, collaborateur de Frédéric Joliot Curie avant la guerre, il participa aux travaux atomiques anglo-canadiens, avant de devenir une des personnalités dirigeantes du CEA. Directeur des relations internationales du CEA à partir du début des années cinquante, il publie depuis le début des années soixante des ouvrages sur l'histoire atomique qui constituent une source remarquable sur l'histoire technique et politique de l'atome et sur les positions du CEA: "l'Aventure atomique" (1962), "Rivalités atomiques" (1967), le "Complexe atomique" (1980) et enfin "Pionniers de l'atome" (1987). Bertrand Goldschmidt n'a malheureusement pas suivi les négociations d'Euratom, qui l'ont été par son adjoint, décédé depuis, Jean Renou.

2 Ce que les anglo-saxons appellent le "link", et les Allemands "das Junktim"

3 Indissociabilité de fait ou subjective de la part de certains des acteurs , la question reste pour le moment ouverte.

En ce qui concerne la dimension technique et economique, l'intérêt de l'étude de la CEEA est qu'elle constitue statutairement un observatoire du développement de l'industrie nucléaire européenne.

Or la naissance de cette industrie est, dans les pays membres de la CEEA sauf la France, contemporaine de l'institution. De plus, au niveau technique, la CEEA constitue à la fois un lieu de centralisation de l'information et un lieu d'expérimentation de différentes "filières" par le biais de sa politique de recherche. L'histoire d'Euratom peut éclairer sous un nouveau jour le problème tant discuté du "choix de la filière américaine"[1] au cours des années soixante.

L'étude de la CEEA met donc en jeu une branche particulière de l'histoire des relations internationales, largement conditionnée par la dimension scientifique et technique qu'implique l'atome, et une branche de l'histoire des sciences et des techniques, où le poids stratégique de l'activité nucléaire est particulièrement important.

Les modalités d'interaction entre les domaines politiques, économiques, scientifiques et techniques, telles qu'elles se manifestent dans l'histoire atomique et dans celle de la CEEA sont assurément dignes d'approfondissement.

---

[1] L'argumentation de ses partisans est technique, celle de ses opposants est politique. La querelle des "pro" et des "anti" a cependant eu le mérite dans les années soixante dix, de faire considérablement avancer les connaissances. Sur la problématique du choix des filières en RFA, voir l'article de H.J.Radkau: "Kernenergieentwicklung in der Bundesrepublik: ein Lernprozeß. Die ungeplante Durchsetzung des Leichtwassersreaktors, in Geschichte und Gesellschaft, 1978, pp 195-222.

Celui-ci est à l'heure actuelle possible pour un historien, en raison de l'existence de sources nouvelles et abondantes
La nature des sources et l'état actuel de la problématique commandent un projet centré sur les premières années de l'institution et focalisé sur la mise en oeuvre d'une politique communautaire de R&D communautaire

DEUXIEME PARTIE : ETAT DES SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE D'EURATOM

A. Les lieux de la Recherche

1.Les Archives Historiques des Communautés Européennes[1]

Par un règlement[2] du 1er février 1983, le Conseil Européen a fixé l'ouverture au public des archives historiques de la CEE et de la CEEA[3], à l'expiration d'un délai de trente ans. Les documents couverts jusque-là par le secret peuvent faire l'objet d'une procédure de déclassification[4], à l'exclusion toutefois des contrats soumis à l'Agence d'approvisionnement[5]. La classification est revue tous les cinq ans[6].

Le 17 décembre 1984, un contrat a été signé entre la Commission et l'Institut Universitaire Européen de Florence, crée en 1972 et fonctionnant depuis 1976, faisant de Florence le lieu de dépôt des archives communautaires, stockées, sélectionnées et déclassifiées dans un premier temps à Bruxelles. Le fonds CECA a fait l'objet du premier transfert. Les documents CEE et CEEA commencent à parvenir à Florence.

---

[1]Cette partie se fonde sur la brochure publiée par les Archives historiques de la Communauté. "Ouverture au public des Archives, sur le "Guide des Archives des Communautés (1988) et sur les discussions menées entre le 7 et le 11 août 1989 à Flornece avec l'Archiviste, le Docteur Klaus Jaitner.

[2] Les règlements communautaires sont les textes juridiques les plus contraignants émanant de la Communauté. Leur application est obligatoire et immédiatement applicable dans tous les Etats membres

[3] Règlement N°354/83,publié au J.O.C.E. N°L43, 15-2-1983,p. 1-3, reproduit in OUV.p73-75; parallèlement , le 5 février 1983 la décision N°359/83 de la Commission des Communautés a fixé les modalités de l'ouverture au public des archives de la CECA. Le régime d'ouverture des archives de la CEEA est toutefois plus restrictif que celui des autres communautés en raison de clauses de secret existant dans le traité de 1957 (art. 24 à27).

[4]Art.3.1a

[5] Art.3. 1b

[6]art.5

En application du réglement du 1 er février 1983, les Archives de la CECA ont été les premières à s'ouvrir à partir de janvier 1983. Depuis le 1er janvier 1989 les Archives de la CEE et de la CEEA peuvent être légalement consultées. Un travail sur Euratom, fondé sur des Archives Communautaires, est donc possible. Il est toutefois limité par la régle des trente ans: en 1989, seule l'année 1958 est accessible.

Klaus Jaitner, Archiviste à l'Institut Européen de Florence, a procédé à une première sélection de documents dont la liste a été élaborée par les services des Archives de Bruxelles. La masse de documentation totale conservée est énorme. Klaus Jaitner n'a encore pu examiner, pour les années 1958-1960, que 13,8% de la masse totale disponible: il a toutefois consulté les inventaires de l'essentiel des archives émanant des organes de décision communautaires, le Conseil et la Commission. Les Compte-Rendus de la Commission CEEA pour l'année 1958 sont d'ores et déjà disponibles[1]. M. Jaitner a bien voulu me confier la liste des documents émanant de l'administration de la CEEA dont l'arrivée à Florence est d'ores et déjà programmée pour la période 1989-1991 (années 1958 à 1960)[2]. Cette liste est intégrée à la bibliographie.

Les Archives Historiques "visent également l'obtention de legs de "*papiers privés*" d'hommes politiques et de fonctionnaires européens"[3]. Trois collections de papiers privés sont actuellement déposés à Florence:

---

1 Voir le troisième "essai".
2 Du fait de l'obligation légale d'accès, ces documents pourraient être consultés à Bruxelles si leur transfert à Florence n'avait pas eu lieu dans les délais normaux.
3 Guide des Archives de Florence. p.5

le fonds Altiero Spinelli, le fonds Robert Triffin et le fonds Jules Guéron[1]. Le premier concerne surtout l'histoire politique, le second l'histoire monétaire (en particulier la genèse du Système Monétaire européen). C'est le dernier qui est essentiel pour Euratom.

Les règles d'accès aux fonds sont fixées par une convention signée entre le donataire et l'institution. Le legs Guéron a été fait sans aucune barrière chronologique. Ce fonds, qui vient d'arriver à Florence, est en cours d'inventaire.

2. Bibliothèques et centres de documentations

Comme toutes les organisations internationales, les Communautés européennes produisent beaucoup de documents. Elles sont tenues par les traités de présenter régulièrement des rapports. Elles éditent aussi massivement revues et brochures, organisent des colloques, suscitent des enquêtes.

Euratom ne fait pas exception à la règle. Le dépouillement systématique des fichiers des principales bibliothèques parisiennes, de celle du CEN de Saclay et de la BNU de Strasbourg[2], a permis de dresser la liste de la plupart des publications de la CEEA[3].

---

[1] Jules Guéron m'avait fait part de ce legs lorque je me suis entretenu avec lui le 20 juin 1989.

[2] Ont en outre été dépouillés les fichiers des bibliothèques suivantes: Bibliothèque Nationale (Paris) ; Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC, Nanterre); Bibliothèque de l'Ecole des Mines de Paris (Fichier Sciences, Techniques et Société); Bibliothèque de l'Institut d'Histoire du Temps Présent ; Bibliothèque du Centre STS du CNAM; Bibliothèque du Centre de Recherche Européennes et Communautaires (CREC) à Paris I ; Bibliothèque de l'Institut Historique Allemand; Bibliothèque de la Villette . Ces dernières ont surtout fourni des titres d'ouvrages. Les doubles emplois permettent de plus de se faire une première idée de la diffusion de telle ou telle revue . ou de l'importance accordée dans les centres de recherche à tel ou tel ouvrage.Il sera nécessaire de consulter la

En cas de besoin, le dépôt légal des publications de la Communauté européenne en langue française se trouve à la Bibliothèque Royale de Bruxelles[1]. Les Archives Communautaires possèdent également un fonds de publications. Un dépôt allemand sert de noyau à un Institut spécialisé de Kiel, qui s'efforce d'établir un catalogue raisonné des publications[2].

B.Sources et bibliographie

1. Le Fonds Guéron, conservé à Florence

a. Notice biographique[3] sur Jules Guéron:

Jules Guéron est né à Tunis en 1907. Docteur en chimie physique dès1933, il est nommé Chef de travaux à la Faculté des Sciences de Strasbourg en 1938. En compagnie de son beau-frère Etienne Hirsch[4], il rejoint dès juin 1940 la France libre à Londres. Il travaille d'abord en

---

Bibliothèque de l'OCDE et de s'informer sur les possibilités d'accès aux archives de l'AEEN.

3Elles ont également permis dans une première phase de recherche d'un sujet de réaliser une bibliographie sur les thèmes environnant Euratom, présentée en annexe.

1Il n'est malheureusement pas possible pour l'instant du moins d'accéder au fonds du Centre de Documentation de la Communauté Européenne de la Rue des Belles Feuilles à Paris. Submergé de demandes émanant d'entreprises, il a décidé de se fermer aux chercheurs...

2 Institut für Weltwirtschaft: "Bibliographie der EG-Zeitschriften. Ein Bestandsverzeichnis. Kiel, 1981. Les rapports publiés par les Communautés ont été classés et analysés par M. Hopkins: "Policy formation in the European Communities: a bibliographical guide to community documentation. Ecosse. 1981.

3Notice préalable à une série d'entretiens, élaborée principalement à partir des ouvrages suivants: S.Weart: "La grande aventure des savants atomistes français", Paris 1980, B. Goldschmidt: "Pionniers de l'atome", Paris 1987, E. Hirsch: "Ainsi va la vie", Lausanne, 1988.

4Leurs épouses sont soeurs.

Grande-Bretagne à l'organisation d'un petit laboratoire pour la mise au point de procédés de sabotage facilement utilisables. Il participe rapidement aux travaux menés à Cambridge par le groupe constitué autour de Hans von Halban, avec Lew Kowarski et Bertrand Goldschmidt, tous collaborateurs de Frédéric Joliot-Curie. Il les suit en 1941 au Canada, où il participe aux recherches nucléaires anglo-canadiennes comme Directeur de la Division Chimie du laboratoire de Montréal.

De retour en France en 1946, il est un des "Canadiens" du CEA[1]. Il est membre de son Comité Scientifique à partir de février 1946. Chef de Service chargé de la chimie, avec B.Goldschmidt, il devient, toujours avec ce dernier, Directeur des Services de Chimie générale du CEA en 1949. Il est nommé Directeur du Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay en mai 1951. Comme premier Directeur des Programmes généraux du CEA, il coordonne la recherche tout en poursuivant des fonctions d'enseignement au CNAM. Il quitte le CEA en 1957 pour devenir Directeur Général Scientifique (Directeur Général des Recherches et de l'Enseignement) à Euratom, où de 1959 à 1961, il collabore avec le président de la Commission, Etienne Hirsch[2] . En 1967, à la suite de la fusion des exécutifs des Communautés Européennes, il devient Conseiller Général pour la Recherche Scientifique auprès de la Commission des Communautés Européennes. N'ayant pu obtenir les pouvoirs qu'il estimait nécessaires pour effectuer une coordination réelle des activités de recherche, il quitte le poste en octobre 1968. Il devient alors Professeur à la Faculté des Sciences d'Orsay jusqu'à sa retraite en 1976.

---

[1]Ce groupe joua un rôle fondamental dans les débuts du CEA, au moins jusqu'à la mort de Raoul Dautry en 1951 (cf. B. Goldschmidt: Pionniers de l'Atome", Paris, 1987, III ème partie, p 349 sq.)

[2]"Je ne sais pas comment je me serais tiré d'affaire sans ses connaissances, sa droiture et son franc-parler"(Hirsch op. cit. p. 151)

b. Description du fonds Guéron

Le fonds Guéron déposé à Florence comprend environ 100 cartons, classés sous la cote DEP.3. et actuellement en cours d'inventaire. Cinquante ont pu être examinés.

Les pièces sont très diverses et concernent toutes les étapes de la carrière de J. Guéron depuis 1946: activités au CEA et dans différents organismes interministériels ou interentreprises, représentation internationale (missions à l'ONU ou en Allemagne par exemple).

Outre les brouillons et les copies de notes, memoranda, et courriers rédigés par Jules Guéron, on trouve des copies de lettres, des rapports, émanant d'autres administrations d'Euratom ou d'institutions atomiques étrangères. Certains dossiers sont organisés autour de thèmes; les pièces sont alors, en règle générale, classées chronologiquement. La présente liste résulte d'un dépouillement rapide et partiel, à partir des fiches d'inventaire établies par Jean-Marie Palayret, complétée par une incursion dans les dossiers.

Structure de la liste:

N° du dossier. Titre éventuel du dossier

Période couverte

Nom des sous-dossiers (Liste de quelques pièces jugées intéressantes à première vue)

1. Ispra[1]:

1961-1966

2. Essor[2]

1961-1968

3.Orgel

1961-1965

4.

1958-1964

Euratom et la Conférence de l'ONU 1958

Coopération entre Euratom et la RFA(Correspondance Hirsch-Balke[3]; 1961.Coopération avec l'industrie allemande 1963)

Coopération avec le CEA 1959-1963

5.Ispra

1958-1961

Contrats (Etat des contrats 1961, contrats types 1958, procédure de conclusion des contrats)

(Lettre Mercereau (Comité technique interministériel) du 8 août 1958 et suites données).

6. Ispra.

1961

1Centre de recherche principal d'Euratom, situé en Italie
2Réacteur d'essai à refroidisseur organique, préfigurant le réacteur ORGEL (Organique-Eau Lourde)
3Ministre de l'Atome de RFA

CETIS[1]

7.

KFZ Karlsruhe[2]: 1958-1959

Comité Central des programmes,

Comité consultatif de la recherche nucléaire[3],

Comité Scientifique et Technique.

9.

Début du programme de recherche

Enquête sur la recherche nucléaire dans la Communauté (1958, complément 1959)

Voyage en Allemagne décembre 1961

Voyage des présidents aux Etats-Unis (Note de Mercereau juin 1959)

14. Politique commune de recherche scientifique et technique 1965-1969

15. DRAGON[4]

1959-1961 ?

Note 2/2/1959: pourquoi J.Guéron est favorable à une participation Euratom.

16. Premier Plan Quinquennal 1958-1962

---

[1]Projet de traitement de l'information, mené à Ispra.

[2]Hôte d'un des établissements du Centre Commun de Recherches, l'Institut des Transuraniens.

[3]Organisme dont l'existence n'était pas prévu par le Traité, mais qui est mis en place en 1961 pour améliorer la communication entre la Commission et les Etats membres. Il comprend des hauts-fonctionnaires nationaux engagés dans la politique de R&D.

[4]Prototype de réacteur à haute température. Opération menée sur le sol britannique dans le cadre de la collaboration OECE

Mémoranda à l'attention de M. Armand sur l'organisation et les méthodes de travail et sur l'activité initiale d'Euratom

Compte rendu de la réunion de Val Duchesse du 15/12/1959: échange de vues entre la Commission et les responsables nationaux.

Note d'information Karlsruhe

21. Relations avec le Canada

(Memorandum de l'AECL: "on considerations of a possible Joint Program with Euratom "28/10/1958

Creation d'un Steering Committee 22/05/1959

CR de la première réunion du 8 juin

Projet d'accord du 9 juillet 1959

Réunion avec les sociétés industrielles pour l'accord, 23/7/1959

Préparation d'une mission d'information au Canada pour les industriels 19/23/10/1959

Mission Guéron au Canada 3/5-6/6/1960)

22. Relations avec les Etats-Unis

24. Coupures de presse

France

Energie nucléaire divers pays

Euratom

Humour

28. Second rapport général sur l'activité de la CEEA

30.

Voyage d'études aux Etats-Unis des experts industriels de l'Euratom 5/7-2/8/1957 (rapport de mission de la délégation italienne 27/3/1958; conclusions Guéron)

32. Organisation

Organisation des services de recherche 30/11/1960 (note et memorandum)

Centre Commun de Recherche (double) (Premières idées 16/4/1958, note pour la Commission 28/10/1958, Memorandum relatif au transfert d'Italie à la Communauté du centre d'Ispra 29/5/1959. Commission: établissement du centre commun 2 /3/1960.

Ispra: Note à la Commission 5/10/1959

Divers Ispra (1960-1965) (Compte-rendu de visite à Ispra 13/10/1960)

33. Ispra

Accord CEEA-Italie sur Ispra

Premier schéma d'organisation 14/10/1959

Plan d'organisation provisoire mai 1960

34. Ispra 1958-1973

Proposition de Medi[1] pour l'installation du CCR à Ispra 22/10/1958

Propositions relatives au CCR 22 07 1958

36.

Rapsodie[2] correspondance Hirsch- Couture 1961); contrats Euratom CEA

---

[1]Enrico Medi est le vice-président italien de la Commission

[2]Prototype de réacteur rapide. Opération menée par le CEA.

49.
Projet d'usine de séparation isotopique (proposition néerlandaise aux Français 1957, réponse française).

2. Sources imprimées et bibliographie thématique

La présentation des documents suit une logique thématique: sont donc présentées par thèmes de recherches les sources imprimées, puis la littérature secondaire. L'ordre de présentation est précisé pour chaque thème. Il ne s'agit que d'un chemin possible à travers une base de données[1].

La bibliographie ne concerne que les ouvrages en rapport direct avec Euratom. Mais la thèse suppose de travailler également sur des thèmes complémentaires: Histoire contemporaine générale, histoires nationales, principalement de la France et de l'Allemagne, histoire de l'intégration européenne, histoire atomique et enfin histoire des sciences et techniques nucléaires. La bibliographie thématique qui forme la cinquième partie du mémoire prend en compte cette complémentarité.

Plan de la bibliographie:

---

[1] Voir l'annexe technique à la fin de la bibliographie complémentaire.

c. Rapports, colloques organisés par Euratom, budget

d. Journaux officiels et Périodiques

e.Généralités sur Euratom: ouvrages et articles

f. COREPER

g.Commission: interventions des membres et des Présidents

h. Assemblée parlementaire européenne

i. Conseil Economique et Social, Comité Scientifique et Technique

j. Recherche et développement

k. Economie et industrie

l. Relations extérieures

m. Politique énergétique

n. Sécurité

o. Approvisionnement, marché commun

1. Articles de Jules Guéron portant sur la recherche.

1956 GUERON (J.)	Les raisons techniques et économiques d'une collaboration européenne dans le domaine atomique: conférence faite devant le CEPES le 21/11/1956	Paris	
1957 sq GUERON (J.) et alii	Fonds d'archives en cours de classement. 100 cartons, dont 50 dépouillés		
1962 GUERON (J.)	Euratom et le développement de l'énergie atomique dans la Communauté européenne	Paris	Energie nucléaire Vol4N 4 juil-août 260-265 1962
1962 GUERON (J.)	Euratom and nuclear research. From the first to the second five year programme		Euratom. Bulletin of the EAEC (CEEA) 1962 N° 3, 2-10
1964 GUERON (J.)	Fast reactors in the European Community	Bruxelles	Euratom Bulletin June 1964 3-7
1966 GUERON (J.)	Conditions du développement des réacteurs de type avancé dans la Communauté européenne. Conférence au 2ième Congrès Foratom 29/9-1/10/1965 à Francfort	Paris	Energie nucléaire Vol.8 N°4 juin 1966 246
1966 GUERON (J.)	The US-Euratom Joint Research and development programme	Munich	Berichte der Studienges. der nukl. Verwertung in Schiffbau
1967 GUERON (J.)	Une expérience de collaboration scientifique internationale, les leçons d'Euratom	Paris	
1967 GUERON (J.)	The lessons to be learned from Euratom		Bulletin of the atomic scientists XXIII, 3 (mar 1967)
1967 GUERON (J.)	Advanced reactors development in the European Community	Etats Unis	Proceedings of the American Power Vol. XXIXe 1967 53-57
1968 GUERON (J.)	Une géographie cordiale de l'Europe atomique (trad all. Herzensgeographie des atomaren Europa)		Problèmes de l'Europe N.42, 1968 28-34
1969 GUERON (J.)	Euratom, un échec pour l'Europe. entretien avec François de Closets	Paris	Sciences et Avenir Mars 1969 214-217
1969 GUERON (J.)	L'absence de planification scientifique européenne	Paris	Energie nucléaire Vol 11 N 2 79-83 mars-avr. 1969
1970 GUERON (J.)	Atomic Energy in Continental Western Europe	Chicago	Bulletin of the Atomic Scientists Jun 1970 62-68,116
1979 GUERON Jules	Les débuts de la Communauté européenne de l'énergie atomique	France	Revue Générale Nucléaire 1979/5
1989 GUERON (J.)	Euratom.	Washington	

2. Euratom 1955-1957: sources et bibliographie

EURATOM 1955-1957 SOURCES IMPRIMÉES.

1957	Conférence Intergouvernementale pour le Marché Commun et l'Euratom: Acte Final	s.l.		
1957 -	Projet de Traité Euratom	Paris	NED Doc.Fr. 2980 6/4/1957	
1957 Commission des Affaires étrangères	Rapport sur le projet de loi N° 4676 (relatif à Euratom)	France		

EURATOM 1955-1957: OUVRAGES ET ARTICLES [ALPHABÉTIQUE]

1978 DEUBNER (C.)	Die Expansion der Westdeutschen Industrie und die Gründung von Euratom (résumé de thèse)		Leviathan 6 (2), Juli 6 (2), Juli 1978	
1979 DEUBNER (C.)	The expansion of West German capital and the founding of Euratom (trad de 1129)		International Organization 33 (2), spring 1979	
1977 DEUBNER Christian	Die Atompolitik der Westdeutschen Industrie und die Gründung von Euratom	Frankfurt R.F.A.		
1989 GUILLEN (P.)	La France et la négociation des traités de Rome: l'Euratom, in "La relance européenne et les traités de Rome", Actes du Colloque de Rome 25-28/03/1987	Bruxelles		513-530
1985 GUILLEN Pierre	La France et la négociation du traité d'Euratom	France	Relations internationales 44/hiver 1985	
1989 WEILEMANN (P.)	Die Deutsche Haltung während der Euratom-Verhandlungen,in "La relance européenne et les traités de Rome", Actes du Colloque de Rome	Bruxelles		531-550
1982 WEILEMANN Peter	Die Anfänge der Europäischen Atomgemeinschaft.Zur Gründungsgeschichte von Euratom 1955-1957	Baden-Baden R.F.A.		

3.Euratom après 1957:

a. Textes officiels, traités et accord

EURATOM DEPUIS 1957 : TEXTES OFFICIELS, TRAITES ET ACCORDS [CHRONOLOGIQUE, ALPHABETIQUE]

1957	CEEA Traité	France	
1957 CECA ; CEE ;CEEA	Convention relating to certain institutions common to the European Communities	Bruxelles	
1957 FISCHERHOF (H.)	Euratom. Der Vertrag-und Fragen seiner Verwirklichung (une carte p150)		Die Atomwirtschaft mai 1957
1957 GUERIN Paul	La France et l'Euratom: étude analytique du Traité	France	
1957 RIEBER (H.)	Die Europäische Atomgemeinschaft. Wortlaut des Vertrages mit den Erläuterungen der Bundesregierung und einer Einführung	Baden-Baden	
1958 CEE CEEA	J.O. Brochure 1107 (décret du 28.1. 1958), éditions 1958 et 1980		
1958 CEEA	Accord bilatéral Italie Brésil	Bruxelles	
1958 CEEA	Traité et documents annexes	Luxembourg	
1958 CEEA La Commission	Accord de coopération Euratom - gouvernement des Etats Unis et documents annexes	Luxembourg	
1958 Congress. Joint Committee on Atomic Energy	Proposed Euratom agreements; 2 vol.	Washington	
1958 ERRERA (J.) et al.	Euratom: analyse et commentaire du traité (préface de P. Guillaumat) (Bibl. de l'Inst. belge de Sc. Pol.)	Bruxelles	
1958 VEDEL (G.)	Euratom		Revue économique 1958
1959 CEEA	Accords bilatéraux des Etats membres avec les Etas-Unis d'Amérique repris dans l'accord général Euratom - Etats-Unis 1955-1959	Bruxelles	
1959 CEEA	Accord bilatéral Belgique - Etats-Unis 1956-1959	Bruxelles	
1959 CEEA	Accord bilatéral Italie - Etats-Unis 1955-1959	Bruxelles	
1977 CE	Recueil des accords conclus par les CE: T5: Accords bilatéraux CEEA, CECA, multilatéraux, 1952-1975 (948 p.). T1à3 CEE-Europe 1958-1977; T4;	Luxembourg	

1982

KAPTEYN (P.J.G.)	International Organisation and integration. Annotated basic documents and descriptive directory of IO's and arrangements, vol 2 A Euratom	La Haye Boston

b. Bibliographie, dictionnaires

EURATOM : BIBLIOGRAPHIE.
DICTIONNAIRES

1958 Assemblée Parlementaire européenne	EURATOM Bibliographie: T1:avril 1958:parutions de la Conférence de Messine à la signature des Traités.T 2: de la signature des traités à	Luxembourg
1961 CEEA	Répertoire des installations nucléaires de la CEEA	
1965 EURATOM	Répertoire des installations nucléaires de la CEEA (3ième édition)	Bruxelles

c. Rapports, colloques organisés par Euratom, budget

			SOURCES.
1958 CEEA	Situation des industries nucléaires dans la Communauté (vol.2 et 3)	Bruxelles	
1958 CEEA	Energie nucléaire en Irlande	Bruxelles	
1958 CEEA	Rapport sur la situation des industries nucléaires dans la communauté	Bruxelles	
1958 EURATOM	Rapport général sur l'activité de la Communauté (annuel de 1958 à 1967); 1: 1 58/7 58; 2 > 3 59....	Bruxelles	
1958 ? CEEA	Contrôle de comptabilité de gestion. Contrôle interne 1958-1966 vol 2	Bruxelles	
1959 CEEA	Energie nucléaire en Allemagne (Vol.3) 1956-1959	Bruxelles	
1959 CEEA	Enquête sur les programmes nationaux de recherches (Article 5) (Vol. 2) 1959	Bruxelles	
1960 CEEA	2ième Conférence Internationale sur la métallurgie du plutonium (Grenoble 12-22/04/1960)	Bruxelles	
1961 CEEA	Problèmes juridiques et administratifs de la protection dans l'emploi pacifique de l'énergie nucléaire. Actes officiels de la conférence Internationale de Bruxelles	Bruxelles	
1961 CEEA.C . MICHAELIS (H.)	Les perspectives de l'énergie nucléaire (Rapport à la direction générale Industrie et économie)	Bruxelles	EUR/C/4191/4/60
1962 CEEA	Rapport sur la situation énergétique de la communauté et les perspectives d'approvisionnement et de consommation d'énergie dans la communauté en 1962	Luxembourg	
1962 CEEA	Conférence européenne. Progrès technique et marché commun. Perspectives économiques et sociales de l'application des nouvelles techniques. Bruxelles	Bruxelles	
1963 CECA	Rapport relatif aux comptes de l'exercice 1963 à 1975 (annuel, concerne toutes les communautés)	Belgique	
1963 CEEA CE	Comptes de gestion et bilans financiers afférents aux opérations du budget de l'exercice 1963	sl Belgique	
1964 CEEA	Documentation jointe au 7ième rapport général sur l'activité de la CEEA (mars 1963-février 1964)	Luxembourg	
1964 CEEA CEE	Rapport relatif aux comptes de l'exercice 1963 à 1975	Bruxelles Belgique	

1967 Euratom CE	Rapport général sur l'activité des communautés	Belgique		
1968 CE.COMMISSION	Rapport d'ensemble sur la politique nucléaire de la Communauté (9 octobre 1968)	Bruxelles	COM (68)800	
1975 DRUCHER (I.E.)	Financing the EC (sur Euratom pp. 216-221)	Leyden		ARTICLE

d. Journaux officiels et Périodiques

EURATOM - GENERALITES - PERIODIQUES
[CHRONOLOGIQUE]

CONSEIL

1958 CE	Communauté européenne (bulletin mensuel d'information), Paris 1958-1969, puis 30 jours d'Europe 1969-1970	Paris France
1959 CEEA. Commission	Bulletin d'information interne. N 1 22/04/1959	
1960 CE	Les cahiers de la Communauté européenne (supplément de Communauté européenne, bulletin mensuel d'information), Paris 1960-1964. 1960.2: Euratom	Paris France
1962 Euratom	Bulletin trimestriel d'information (jusqu'en 1968) puis CEEA Euratom Revue, puis Eurospectra	Belgique
1963 -	Euratom and EEC research (Euroabstracts): à Cujas depuis 1963	
1963 CEEA	Euratom Information (trimestriel); en 1970 CE Euroabstract	Belgique

N.B. LE Journal Officiel des Communautés Européennes contient les décisions et directives émises par toutes les communautés [cf Bibliographie CEE] par le CONSEIL

e.Généralités sur Euratom: ouvrages et articles

1972 ALBONETTI (.)	L'Europe et l'énergie nucléaire (préf. de Etienne HIRSCH) (Institut atlantique des Affaires Internationales)	Paris
1958 ALBONETTI (A.)	Euratom e sviluppo nucleare.	Milan
1959 CATALANO (N.)	La Communita Economica Europea e l'EURATOM	Milan
1968 CE Commission	Activités futures d'Euratom	
1969 CE Euratom	Activités futures d'Euratom	Bruxelles
1959 DOLLFUS (D.E.) ; RIVOIRE (J.)	A propos de .. Euratom (préf. de L. ARMAND)	Paris
1973 DROUTMAN (L.J.)	Nuclear integration: the failure of Euratom (NY Columbia Uni, Fac of pol. sc., diss Ph.D. 1973)	New York
1967 Institut fur Energierecht an der Uni zu Köln	Zusammenarbeit in der EAG	Dusseldorf
1958 IPPOLITO (F.)	L'Euratom e la politica nucleare italiana	Roma
1958 MOORE (B.T.)	Euratom , the american interest in the EAEC (AIEA)	New York
1988 PIROTTE (O.) Dir.	Trente ans d'expérience EURATOM	Bruxelles
1964 POLACH J.G.	EURATOM, its background,Issues and Economic implications	New York Etats-Unis
1972 REHBERG (U.)	Charakter, Möglichkeiten und Grenzen der imperialistischen Integration: dargestellt am Beispiel der EAG (Euratom) (Diss A 1972, Greifswald Uni)	Greifswald
1979 ROCA (M.)	La CEEA et la politique nucléaire européenne (thèse de Droit public, Montpellier)	Montpellier
1968 ROUSSEAU G.	EURATOM. Pourquoi faire ?	Paris France

GENERALITES - ARTICLES
[ALPHABETIQUE]

1961 ANTRES Jean-Jacques	Pleins feux sur les activités d'Euratom	France	Atomes 1961	
1959 Atomwirtschaft	Euratom nach einem Jahr. Eine kritische Untersuchung (en annexe pp 145-149: Forschungs. und Versuchsreaktoren in den Euratom und OEEC Landern)		Die Atomwirtschaft apr 1959	
1960 Atomwirtschaft	Euratom an der Arbeit		Die Atomwirtschaft már 1960	
1962 Atomwirtschaft	Euratom und die Atomindustrie -Bilanz und Kritik		Die Atomwirtschaft aug-sept 1962	
1958 BALKE (S.)	Euratom- wirtschaftspolitisch gesehen		Die Atomwirtschaft Feb. 1958	
1961 CE	Europe 235	Paris		
1960 CEEA	Euratom prépare l'Europe à la révolution nucléaire	Paris France		
1963 CEEA	Euratom	Bruxelles		
1979 DEUBNER (C.)	EG-Die verhinderte Atommacht; die nationalstaatlichen Grenzen einer atomaren Supermacht , in MEZ (L.) op.cit			
1983 DEUBNER (C.)	Atomgemeinschaft		Das Parlament 32-33/1983	
1984 DEUBNER (C.)	Europaische Atomgemeinschaft (EAG); Nukleare Politik in WOYKE (R.) ed. Pipers Worterbuch zue Politik Bd 3	Munich		
1969 FOCH (R.) ; CE	Euratom: présentation générale	Paris		
1962 GUERON (J.)	Euratom et le développement de l'énergie atomique dans la Communauté européenne	Paris	Energie nucléaire Vol4N 4 juil-ao 1962	260-265
1967 GUERON (J.)	The lessons to be learned from Euratom		Bulletin of the atomic scientists XXIII, 3 (mar 1967)	
1969 GUERON (J.)	Euratom, un échec pour l'Europe. entretien avec François de Closets	Paris	Sciences et Avenir Mars 1969	214-217

1970 GUERON (J.)	Atomic Energy in Continental Western Europe	Chicago	Bulletin of the Atomic Scientists Jun 1970 62-68,116
1989 GUERON (J.)	Euratom.	Washington	
1979 GUERON Jules	Les débuts de la Communauté européenne de l'énergie atomique	France	Revue Générale Nucléaire 1979/5
1959 HIRSCH Etienne	A guide to EURATOM		Bulletin of Atomic Scientists 15 (1959)
1967 INGLEHART (R.)	An end to European integration ?		American political Science review LXI, 1 (mar 1967)
1963 KREKELER Heinz	Euratom's role in the Atantic partnership	Sussex Royaume -Uni	
1958 MUTHESIUS (P.)	Euratom und die soziale Marktwirtschaft		ORDO 10/1958
1959 MÜLLER (W.D.)	Europaïsche Zusammenarbeit -Organisation und Realität		Die Atomwirtschaft apr 1959
1963 NIEBURG (H.L.)	Euratom, a study in coalition politics		World politics July 1963 ou 15(1962)
1967 SCHEINMAN Lawrence	Euratom; nuclear integration in Europe		International Conciliation 563/may 1967
1959 VEDEL (G.)	L'Euratom, in Colloque des facultés de droit de Lille juin 1959: problèmes juridiques et économiques du marché commun	Lille	
1960 VOGELAAR (T.)	Euratom, its relation to the other European Communities and its regulatoryu responsabilities. in Proceedings of the 1960 Institute on legal aspects of the European	Washington	
1967 WALSH (J.)	Euratom, a cut for cooperation		Science CLVIII (29/12/1967)
1967 WALSH (J.)	Euratom: after 10 years, still seeking the way		Science CLVIII, 6/10/1967

f. COREPER

EURATOM - COREPER. SOURCES IMPRIMEES

1958 CEEA	Réunion des chefs de cabinet	Bruxelles	
1960 CEEA	Représentants permanents des Etats membres auprès de l'Euratom. France 1959-1960	Bruxelles	
1963 BÄHR (P.)	Le rôle des représentants permanents des Etats membres dans le fonctionnement des communautés européennes et notamment de l'Euratom (Th. Bruxelles, Uni libre)	Bruxelles	OUVRAGE.

g.Commission: interventions des membres et des Présidents

1958	Procès-verbaux des Réunions de la Commission pour l'année 1958		
1958 MEDI	Déclaration du vice président Medi au nom de la commission d'Euratom	Strasbourg France	
1958 sq. CEEA	Discours devant l'Assemblée parlementaire européenne		Discours devant l'Assemblée parlementaire européenne
1961 CEEA. COMMISSION	Règlement de la Commission du 20 novembre 1961		JOCE 19/12/1961 1603/61
1962 SASSEN CEEA Commission	Discours devant l'Assemblée parlementaire européenne	Luxembourg	
1963 .REKELER Heinz	Euratom's role in the Atantic partnership	Sussex Royaume -Uni	
1963 SASSEN (E.M.J.A.) CEEA Commission	Discours devant l'assemblée parlementaire européenne	Luxembourg	
1965 SASSEN (E.M.J.A.)	Euratom and the question of dependence, independence and interdependence		International Spectator 19(7),avril 1965
1969 CE.COMMISSION	Activités futures d'Euratom (23 avril 1969)		COM (69) 350

DISCOURS, ARTICLES ET ECRITS DE LOUIS ARMAND EN RAPPORT AVEC EURATOM.

1956 PERRIN Francis ; ARMAND Louis	L'Euratom: exposés faits à la tribune de l'Assemblée Nationale le 5 7 1956 par ...., commissaires du gouvernement	France	
1956 ARMAND (L.)	Les données essentielles d'Euratom. Article daté du 29 juin 1956 pour l'Express		29/06/1956
1956 ARMAND (L.)	Euratom,l'Europe et l'Afrique (article daté du 30/10/1956, sans destination)		30/10/1956
1957 ARMAND (L.) ETZEL (F.) GIORDANI (F.)	Un objectif pour Euratom	Bruxelles Belgique	
1957 ARMAND (L.)	Electricité atomique et atome: article pour le Populaire Dimanche avril 1957		avril 1957
1957 ARMAND (L.)	Conférence de presse faite le 7 mai 1957 par M. Louis Armand à l'occasion de la parution du rapport: "un objectif pour Euratom"		
1957 ARMAND (L.)	La chance de l'Europe: Euratom. Article pour Atombrief d'octobre 1957		
1958 ARMAND (L.)	Euratom et les problèmes énergétiques de l'Europe	La Haye	Annuaire Européen 1958
1958 CEEA. COMMISSION. ARMAND (L.)	Discours de M. Louis Armand devant l'Assemblée parlementaire européenne le 23 juin 1958		
1958 ARMAND (L.)	L'Euratom a sept mois: Projet d'article pour la Gazette de Lausanne (juillet 1958)		
1958 ARMAND (L.)	EURATOM. Projet d'article pour "La Suisse horlogère" 12 07 1958		12/07/1958
1959 DOLLFUS Daniel A. ; RIVOIRE Jean (préface de Louis Armand)	A propos de Euratom	France	

DISCOURS, ARTICLES ET ECRITS DE ETIENNE HIRSCH EN RAPPORT AVEC EURATOM

1958 HIRSCH (E.)	Ainsi va la vie	Lausanne	
1959 HIRSCH (E.)	L'Europe et l'atome		Economie contemporaine 26 mai 1959 N 128
1959 HIRSCH (E.)	Les réalisations et les perspectives d'Euratom		Revue française de l'énergie 115 janvier 1960 131-138
1959 HIRSCH Etienne	A guide to EURATOM		Bulletin of Atomic Scientists 15 (1959)
1960 HIRSCH (E.)	L'énergie nucléaire et l'Europe		Revue Economique N. 6 novembre 866-881 1960
1961 HIRSCH (E.); CEEA Commission	Discours devant le Parlement de Strasbourg (décembre)	Luxembourg	

DISCOURS ET INTERVENTIONS DE PIERRE CHATENET EN RAPPORT AVEC EURATOM.

1962 CHATENET (P.) CEEA Commission	Discours de Pierre Chatenet devant le Parlement européen de Strasbourg (1962)	Luxembourg
1963 CHATENET (P.) CEEA Commission	Discours de Pierre Chatenet devant le Parlement européen de Strasbourg (1963)	Luxembourg
1964 CHATENET (P.) CEEA Commission	Discours de Pierre Chatenet devant le Parlement européen de Strasbourg (juin 1964)	Luxembourg
1964 CHATENET Pierre	Aspects nucléaires de la politique européenne, conférence donnée le 22 01 1964 à Bruxelles	Bruxelles Belgique
1964 CHATENET Pierre	L'énergie nucléaire et la politique européenne	France
1967 CHATENET (P.) CEEA Commission	Discours de Pierre Chatenet devant le Parlement européen de Strasbourg (juin 1967)	Luxembourg

h. Assemblée parlementaire européenne

ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE .

1958 CEEA	Assemblée parlementaire européenne, documents de séance, rapports faits au nom des diverses commissions
1958 CEEA Assemblée	Assemblée. Compte rendu analytique des débats . Séance constitutive, séances des 19,20,21 mars 1958. Devenu Assemblée parlementaire européenne .

i. Conseil Economique et Social, Comité Scientifique et Technique

CES, CST.

1958 CEEA	Organes consultatifs	Bruxelles	
1960 CEEA	Groupe de travail 1958-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Comité Scientifique et Technique (CST): 7ième réunion 26/02/1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Comité Scientifique et Technique (CST): 8ième réunion 12/04/1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Comité Scientifique et Technique (CST): 9ième réunion 28/06/1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Comité Scientifique et Technique (CST): 10ième réunion 04/10/1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Comité Scientifique et Technique (CST): 11ième réunion 1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Comité Scientifique et Technique (CST): compte-rendus des réunions 1958-1960	Bruxelles	
1960 MOUTIN (C.)	Ouvriers et patrons face au CES de la CEE et de la CEEA (diplôme du centre universitaire des Hautes Etudes Européennes de Strasbourg); dactyl.	Strasbourg	OUVRAGE

j. Recherche et développement

1958 -	Accord de coopération Euratom-Etats-Unis du 9/11/1958	Paris	Doc.Fr.
1958 CEEA	Rapports avec l'Italie	Bruxelles	
1958 CEEA	Réacteur à eau bouillante de Halden. Réunions (vol. 1)	Bruxelles	
1958 CEEA	Contrats de recherches dans le cadre de l'accord Euratom - Etats-Unis (programme commun de développement) (vol. 2)	Bruxelles	
1958 CEEA	Réacteurs modérés à l'eau	Bruxelles	
1958 CEEA	Accord général Euratom - Etats-Unis (9 vol.)	Bruxelles	
1959 -	Accord de coopération Euratom-Canada du 6/10/1959	Paris	Doc.Fr.
1959 -	Agreement U.K. -Euratom 4/2/1959	Londres	
1959 -	Agreement for cooperation with Euratom. Hearings of the Joint Committee (Congrès Etats-Unis), 21-22/1/1959	Washington	
1959 CEEA	Diplôme Euratom Contrôle 1958-1959	Bruxelles	
1959 CEEA	Diplôme Euratom complément 1959	Bruxelles	
1959 CEEA	Diplôme Euratom Karlsruhe 1959	Bruxelles	
1959 CEEA	Accord Euratom - Canada 1958-1959 (Vol.1) ; 1959 (vol.2)	Bruxelles	
1959 CEEA	Projet DRAGON . Accord avec la Grande-Bretagne. Règlement administratif (vol.1)	Bruxelles	
1959 CEEA	Centre Commun de Recherche Ispra Organisation (CCR)	Bruxelles	
1959 CEEA	Logements Ispra (vol.2)	Bruxelles	
1959 CEEA	Service de Documentation et d'information de la Direction Générale Recherches et Enseignement 1959	Bruxelles	

1959 CEEA	Accord Euratom-Canada 1958-1959 (2 vol.)	Bruxelles
1959 CEEA	Accord Euratom - Etats-Unis 1958-1959 (vol.10)	Bruxelles
1959 CEEA	Réacteur à eau bouillante de Halden (vol.1) 1958-1959	Bruxelles
1959 CEEA	Contrats de recherche dans le cadre de l'accord Euratom - Etats-Unis (programme commun de recherche-développement) (vol.1,3,4) 1958-1959	Bruxelles
1959 CEEA	Groupe de travail. Réacteurs thermiques modérés à l'eau lourde 1958-1959	Bruxelles
1959 CEEA	Navires propulsés par l'énergie nucléaire . Propulsion navale au sein d'autres institutions et coopération avec ces institutions 1959	Bruxelles
1959 CEEA	Construction aéronautique. Propulsion aérienne nucléaire 1959	Bruxelles
1959 CEEA	Reacteur DRAGON vol. 1 1958-1959	
1960 CEEA	Conseil d'administration du service d'information (ex groupe technique interexécutif pour les questions d'information (vol. 1 1958-1960) (vol.2 1959-1960)	Bruxelles
1960 CEEA	Programme commun de Recherche (contrat de recherche) dans le cadre de l'Accord Euratom-Etat-Unis (Comité Commun de Recherche (Comité Mixte)	Bruxelles
1960 CEEA	Programme Commun de Recherches dans le cadre de l'accord Euratom - Etats-Unis: Comité Commun de Recherche(Comité Mixte) .	Bruxelles
1960 CEEA	Statut du personnel affecté à DRAGON 1959-1960	Bruxelles
1960 CEEA	Centre de Recherches à Karlsruhe 1958-1960	Bruxelles
1960 CEEA	Centre Commun de recherches à Ispra (CCR) . L'accord et annexes A à F 1959-1960	Bruxelles
1960 CEEA	Centre Commun de Recherche: liaison Centre siège (Vol.2) 1960	Bruxelles
1960 CEEA	Centres communs de recherche 1959-1960	Bruxelles

CEEA 1960	Dispositions spéciales (statut) relatives au personnel scientifique et technique (Vol. 2;3;4) 1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Accord Euratom - Canada (Vol.3) 1959-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Exécution de l'accord Euratom - Etats-Unis: négociations y relatives (vol. 2 1959-1960) (vol.3 1960)	Bruxelles	
1960 CEEA	Politique de brevets en général et relative aux contrats de recherche, Vol.1 1959-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Harmonisation des programmes des enseignements nucléaires (diplômes Euratom) vol. 1 1958-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Centre de recherches de Karlsruhe (Vol. 1 1958-1960 ; vol. 2 et 3 1960)	Bruxelles	
1960 CEEA	Centre Commun de Recherches à Ispra. L'accord et annexes ABCDE 1959-1960 ; Annexe F: exécution de l'article 8 de l'Accord, Vol. 1 et 2 1959-1960 (CCR)	Bruxelles	
1960 CEEA	Centre Commun de recherches Petten Vol. 1 1958-1960	Bruxelles	
1960-19 62EA. Commission	Contrats de recherche ou d'association passés par la Commission pour l'exécution de son programme de recherche: 27/10/1960; 25/1/1961;01/07/1961		JOCE 27/10/1960 sq
1961 CEEA. Commission. Porte-parole	Background note.Euratom research advisory committee sets up three specialist sub committees (stencil)		EUR/C/3215/61e
1961 CEEA.COMMISSION. Porte-parole	Memorandum d'information. Seventy contracts signed under the Euratom research programme (stencil)		EUR/337/61
1961 IPPOLITO (F.)	The Euratom research program and the italian contribution (adress given on nov 7 1961)		
1962 CEEA.C .Le porte-parole	Liste des 250 contrats signés par l'Euratom au 21/05/1962 (stencil)	Bruxelles	EUR/C/1941/62/f

1967 GOJAT (J.)	Le financement de la recherche et des investissements dans le cadre de la CEEA (Colloque d'Aix)	Paris
1976 KRAMER Heinz	Nuklearpolitik in Westeuropa und die Forschungspolitik der Euratom	Köln R.F.A.
1977 MARKA (P.)	La coopération dans la recherche dans la CEEA (Paris II, thèse Droit)	Paris
1969 TEICH (A.)	International politics and international science: a study of scientist's attitude (thèse de doctorat MIT, stencil)	Cambridge (Mass)
1974 WEIDENHAUSEN (G.)	Die Euratom als Instrument einer "gemeinsamen" Technologiepolitik westeuropäischer imperialistischer Mächte (Halle, Rechts und wirtsch. wiss., Diss A 1974)	Halle RDA

1958 HUET (P.)	L'AEEN et la société EUROCHEMIC. Contribution à l'étude des sociétés internationales	Paris	
1959 HAEDRICH (H.)	Das Euratom-USA Forschungsprogramm- eine Chance fur die Deutsche Industrie		Die Atomwirtschaft feb 1959
1960 GUZZI (G.)	Ispra - das erste Euratom Kernforschungszentrum		mar 1960
1960 HAEDRICH (H.)	Die Abkommen zwischen Euratom und Kanada		Die Atomwirtschaft mar 1960
1961 Atomwirtschaft	Euratom intensiviert jetzt die Forschung. Bilanz und Kritik (organigramme p.131)		Die Atomwirtschaft mar 1961
1961 M LLER (W.D.)	Mehr Geld fur Europa ? (à propos du 2ième plan d'Euratom, édito du Jahresrückblick 1961)		Die Atomwirtschaft dez 1961
1961 HAUNSCHILD (H.H.)	Das Euratom-Transuraninstitut in Karlsruhe		Die Atomwirtschaft mar 1961
1962 -	Die Verteilung der Euratom-Forschungsausgaben (1958-1961) (tableaux statistiques)		Die Atomwirtschaft apr 1962
1962 CEEA	Euratom, deuxième programme de recherche quinquennal, 1963-1967	Paris France	
1962 EHRHARDT (C.A.)	Der Entwurf des zweiten Fünfjahresprogramms der Euratom		Die Atomwirtschaft mar 1962
1962 GUERON (J.)	Euratom and nuclear research. From the first to the second five year programme		Euratom. Bulletin of the EAEC (CEEA) 1962 N 3, 2-10
1962 HAUNSCHILD (H.H.) ; LOOSCH (R.)	Die Bedingungen der Euratom-Forschungsverträge; eine Übersicht		Die Atomwirtschaft apr 1962
1962 FRANCO (G.)	The Dragon project		Euratom. Bulletin of the EAEC (CEEA) 1962 N 2 19-24
1962 HEMPTINNE (Comte M. de) ; DE HEEM (L.)	Das Atomforschungszentrum C.E.N. Mol (8 p dont 4 de photos)		Die Atomwirtschaft Jun. 1962
1963 CONSOLO (F.)	The US/Euratom agreement for cooperation		Euratom. Bulletin of the EAEC (CEEA) 1963 N 1, pp 2-7
1963 KRUYS (P.)	The Joint US/Euratom Research and development programme		Euratom. Bulletin of the EAEC (CEEA) 1963 N 1 8-13

CEEA	Euratom centre commun de recherche		
1964 GUERON (J.)	Fast reactors in the European Community	Bruxelles	Euratom Bulletin June 1964 3-7
1965 CEEA	Euratom, établissement de recherches	Paris	Document de la CE N 35 N 35 1965
1966 GUERON (J.)	Conditions du développement des réacteurs de type avancé dans la Communauté européenne. Conférence au 2ième Congrès Foratom 29/9-1/10/1965 à Francfort	Paris	Energie nucléaire Vol8 N 4 juin 1966 246
1966 DEPLANCHE (C.)	Ispra		Euratom, Bulletin d'information interne 1966 N 8
1966 GUERON (J.)	The US-Euratom Joint Research and development programme	Munich	Berichte des Studienges.der Verwertung in S fbau
1967 -	Euratom et les échanges de connaissances	Paris	
1967 GUERON (J.)	Une expérience de collaboration scientifique internationale, les leçons d'Euratom	Paris	
1967 GUERON (J.)	Advanced reactors development in the European Community	Etats Unis	Proceedings of the American Power Vol. XXIXe 1967 53-57
1968 GUERON (J.)	Une géographie cordiale de l'Europe atomique (trad all. Herzensgeographie des atomaren Europa)		Problèmes de l'Europe N 42 1968 28-34
1969 GUERON (J.)	L'absence de planification scientifique européenne	Paris	Energie nucléaire Vol 11 N 2 79-83 mars-avr. 1969
1985 MAILLET (P.)	La recherche devient un domaine communautaire à part entière		Revue du Marché Commun juin 1985 306 sq

1958 CEEA	Université européenne 1958 (3 vol.)	Bruxelles
1959 CEEA	Université européenne (vol. 7 à 11)	Bruxelles
1959 CEEA	Ecole européenne, Bruxelles , Finances	Bruxelles
1960 CEEA	Université Européenne 1958-1960	Bruxelles
1960 CEEA	Université européenne: Statuts 1960	Bruxelles
1960 CEEA	Université européenne (T. 1 à 4)	Bruxelles
1960 CEEA	Université européenne (vol. 10-22) 1960	Bruxelles

k. Economie et industrie

ECONOMIE ET INDUSTRIE
[CHRONOLOGIQUE]

1961 CEEA	Répertoire des installations nucléaires de la CEEA		
1965 EURATOM	Répertoire des installations nucléaires de la CEEA (3ième édition)	Bruxelles Belgique	
1958 CEEA	Situation des industries nucléaires dans la Communauté (vol.2 et 3)	Bruxelles	
1959 CEEA	Direction Générale Economie et industrie. Bureau des isotopes (vol. 3) 1959	Bruxelles	
1959 CEEA ?	Entreprise Société Générale de Hoboken (Belgique) 1958-1959	Bruxelles	
1959 SENN	Construction et exploitation d'une centrale nucléaire par le SENN (vol.1 1958-1959) (vol. 6 1959)	Italie	
1959 CEEA	Centrales nucléaires dans le cadre de l'accord Euratom - Etats-Unis (Vol. 12) 1959	Bruxelles	
1960 CEEA	Direction Générale économie et industrie (Vol.2) 1958-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Participation de l'Euratom aux centrales nucléaires (réacteurs de puissance) Vol. 1 1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Rapports annuels sur le développement de la prospection et de la production(art. 70/3 v. 1 1959-1960)	Bruxelles	
1958 CEEA La Commission	Rapport sur la situation des industries nucléaires dans la communauté	Bruxelles Belgique	
1964 CEEA. COMMISSION. MICHAELIS (H.)	Situation et perspective de l'énergie nucléaire dans la CEEA		EUR 1887

ARTICLES

1959 HAEDRICH (H.)	Das Euratom-USA Forschungsprogramm- eine Chance fur die Deutsche Industrie		Die Atomwirtschaft feb 1959
1962 Atomwirtschaft	Euratom und die Atomindustrie -Bilanz und Kritik		Die Atomwirtschaft aug-sept 1962
1962 GOSSELIN (P.)	Das Ardennenkraftwerk der SENA (Asm. délégué de la Soc. Centre et Sud; Vice PDG adjoint de la SENA)		Die Atomwirtschaft jun 1962
1966 CEEA	Euratom au service de l'industrie		

70

1966
CE

En bref (supplément de Communaute européenne, bulletin mensuel d'information) Paris depuis 1960; 18. Euratom au service de l'industrie

1. Relations extérieures

1960 CEEA	Division des relations extérieures. Protocole V 1960	Bruxelles	
1977 CE	Recueil des accords conclus par les CE: T5: Accords bilatéraux CEEA, CECA, , multilatéraux, 1952-1975 (948 p.). T1à3 CEE-Europe 1958-1977; T4;	Luxembourg	
1958 CEEA	Accord Euratom- Royaume-Uni (2 vol.)	Bruxelles	GRANDE-BRETAGNE
1959 CEEA	Projet DRAGON . Accord avec la Grande-Bretagne. Règlement administratif (vol.1)	Bruxelles	
1959 CEEA	Accords bilatéraux avec la Grande-Bretagne 1958-1959	Bruxelles	
1959 CEEA ?	Reacteur DRAGON vol. 1 1958-1959		
1959 -	Agreement U.K. -Euratom 4/2/1959	Londres	
1962 HMSO	The U.K. and the EAEC	Londres	
1960 CEEA	Mission des Communautés Européennes à Londres et Washington 1959-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Association de la Grèce 1960	Bruxelles	AUTRE EUROPE GRECE
1959 CEEA	Réacteur à eau bouillante de Halden (vol.1) 1958-1959	Bruxelles	NORVEGE
1958 CEEA	Accord général Euratom - Etats-Unis (9 vol.)	Bruxelles	ETATS-UNIS
1958 CEEA	Contrats de recherches dans le cadre de l'accord Euratom - Etats-Unis (programme commun de développement) (vol. 2)	Bruxelles	
1958 -	Accord de coopération Euratom-Etats-Unis du 9/11/1958	Paris	Doc.Fr.
1958 FISCHER (G.)	L'accord de coopération entre les Etats-Unis et l'Euratom		Annuaire français de droit international 1958 540 sq
1959 CEEA	Accord Euratom - Etats-Unis 1958-1959 (vol.10)	Bruxelles	

1959 CEEA	Contrats de recherche dans le cadre de l'accord Euratom - Etats-Unis (programme commun de recherche-développement) (vol.1,3,4) 1958-1959	Bruxelles	
1959 CEEA	Centrales nucléaires dans le cadre de l'accord Euratom - Etats-Unis (Vol. 12) 1959	Bruxelles	
1959 -	Agreement for cooperation with Euratom. Hearings of the Joint Committee (Congrès Etats-Unis), 21-22/1/19859	Washington	
1960 CEEA	Programme commun de Recherche (contrat de recherche) dans le cadre de l'Accord Euratom-Etat-Unis (Comité Commun de Recherche (Comité Mixte) Joint Research and	Bruxelles	
1960 CEEA	Programme Commun de Recherches dans le cadre de l'accord Euratom - Etats-Unis: Comité Commun de Recherche(Comité Mixte .	Bruxelles	
1960 CEEA	Exécution de l'accord Euratom - Etats-Unis: négociations y relatives (vol. 2 1959-1960) (vol.3 1960)	Bruxelles	
1963 KRUYS (P.)	The Joint US/Euratom Research and development programme		Euratom. Bulletin of the EAEC (CEEA) 1963 N 1 8-13
1972 -	Agreement USA-Euratom amending the additionnal agreement 11/6/1960, Washington 20/7/1972		

CANADA

1959 CEEA	Accord Euratom - Canada 1958-1959 (Vol.1) ; 1959 (vol.2)	Bruxelles	
1959 CEEA	Accord Euratom-Canada 1958-1959 (2 vol.)	Bruxelles	
1959 -	Accord de coopération Euratom-Canada du 6/10/1959	Paris	Doc.Fr.
1960 CEEA	Accord Euratom - Canada (Vol.3) 1959-1960	Bruxelles	
1960 HAEDRICH (H.)	Die Abkommen zwischen Euratom und Kanada		Die Atomwirtschaft mar 1960

m. Politique énergétique

POLITIQUE ENERGETIQUE.

1962 CECA CEE CEEA	Memorandum sur la politique énergétique du 25 . 6. 1962	Luxembourg	
1959 CEEA	Coordination de la politique énergétique 1957-1959 (vol.1) ; 1958-1959 (vol.2)	Bruxelles	
1959 CEEA ?	La question charbonnière	Bruxelles	
1960 CEEA	Groupe technique Politique énergétique, Vol. 1 et 2 1958-1960 et 1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Coordination de la politique énergétique vol. 3-7 1960	Bruxelles	
1962 CECA CEE CEEA	Rapport sur la situation énergétique de la communauté en 1962	Luxembourg	
1962 CECA.Haute Autorité ; Commission CEE ;	Memorandum sur la politique énergétique (25 juin 1962)		Bulletin de la CECA 2ième N° spécial 1962
1962 CEEA	La conjoncture énergétique dans la communauté. Situation à la fin de ... , perspectives	Belgique	
1962 CEEA	Etude sur les perspectives énergétiques à long terme de la Communauté européenne (Bulletin de la CECA, N spécial de décembre 1962)	Luxembourg	
1964 CEEA CE CECA	Etude sur les perspectives énergétiques à long terme de la Communauté européenne	Luxembourg	

OUVRAGES ET ARTICLES

1959 WILSON (K.)	Euratom parmi les géants: la production d'électricité électro-nucléaire par les grandes puissances 1955-1975 (Diplme du CUHEE de Strasbourg)	Strasbourg	
1963 BRINTON (G.M.)	Nuclear power and the energy balance in the Euratom countries (1960-1975) (diss Ph D. Claremont, Fac. of economics 1963)	Claremont (Cal.)	
1984 BLUMANN (C.)	Energie et communautés européennes; chap. II: Euratom (Tours, Sc. jur. et éco.)		Revue trimestrielle de Droit européen 1984

n. Sécurité

1958 CEEA	Mesures de sécurité relatives aux informations (2 vol.)	Bruxelles	
1958 CEEA	Normes de base de l'Euratom relatives à la protection contre les radiations ionisantes (5 vol.)	Bruxelles	
1959 CEEA	Contrle de sécurité au sein de l'Euratom (vol. 3 et 4), 1958-1959	Bruxelles	
1959 CEEA	Directive fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population	Bruxelles	
1960 CEEA	Secret professionnel du personnel 1958-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Contrôle de sécurité au sein de l'Euratom (vol.2 1959-1960)	Bruxelles	
1960 CEEA	Règlement définissant les taux de concentration (Art. 197 /4) Vol. 1 1958-1960 ; Vol. 2 1960	Bruxelles	
1959 CEEA. Conseil	Le statut de la Commission de contrle		JOCE 17/08/1959 861/59
1964 -	Convention of third party liability Paris 29/7/1960 amendé Paris 28/1/1964	Londres	

OUVRAGES ET ARTICLES

1981 FIQUET (A.)	Les problèmes de sécurité posés à l'Europe communautaire par sa politique nucléaire, thèse de 3ième cycle Lille II	Lille	
1983-1984 ESMEIN (C.)	La protection sanitaire dans le cadre d'Euratom, mémoire de DEA Lille II	Lille	
1986 HELMONT (J.van); CE Commission	Options européennes 1945-1985	Luxembourg	
1961 Atomwirtschaft	OEEC-Haftungskonvention und Euratom Zusatzkonvention		Die Atomwirtschaft mar 1961
1963 HELMONT (J. von)	Das System der Überwachung der Sicherheit nach dem Euratomvertrag		Europa-Archiv 18/1963

o. Approvisionnement, marché commun

1958 CEEA	Production et approvisionnement d'hélium	Bruxelles	
1958 CEEA	Approvisionnement. Offres et demandes de minerais et combustibles, estimations, rapports 1956-1958	Bruxelles	
1959 CEEA	Approvisionnement en Thorium 1958-1959	Bruxelles	
1959 CEEA	Approvisionnement. Exportations vers le Japon 1958-1959	Bruxelles	
1960 CEEA	Agence d'approvisionnement: mise en place de l'Agence 1959-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Agence d'approvisionnement: statut 1958-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Tarifs douaniers. Le Marché Commun nucléaire Chap.IX (négociations au titre de l'article 94 a,b,c). (Vol2 1958-1960); (Vol3 1959-1960); (vol.5 1958-1960)	Bruxelles	
1960 CEEA	Agence d'approvisionnement. Généralités, mise en place de l'Agence (vol1 et 2 1959-1960)	Bruxelles	
1960 CEEA	Redevance par l'Agence d'approvisionnement 1958-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Approvisionnement. Généralités (vol.2) 1959-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Approvisionnement. Offres et demandes de minerais et combustibles; confrontation Vol.1 1959-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Approvisionnement. Fournitures de produits (art. 222): France 1958-1960; Italie 1960; Pays Bas 1959-1960; Belgique 1959-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Approvisionnement: contôle à l'exportation 1959-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Plutonium 1958-1960	Bruxelles	
1960 CEEA	Approvisionnement/ Exportations vers l'Inde 1959-1960	Bruxelles	
1961 Office statistique des communautés européennes	Commerce extérieur des produits de l'industrie nucléaire (stencil)		EUR/C/2331/61f

OUVRAGES ET ARTICLES

1964	DELAHOUSSE (J.P.)	Le régime juridique des matières nucléaires dans le traité instituant Euratom	Paris	
1964	KNAPPMANN (U.)	Das Eigentum im Euratomvertrag und der Besitz im Atomgesetz im Vergleich zu den gleichlautenden Begriffen im DGB	Munster	
1964	MENGOZZI	L'agenzia di approvigionamento del Euratom	Milan	
1965	ADAM (H.T.)	Les organisations internationales spécialisées contribution à la théorie générale des établissements publics internationaux , Vol. 2 Statuts	Paris	
1979	GIRERD (P.)	Aspects communautaires de l'approvisionnement en energie nucléaire dans l'Europe des 9, thèse de 3ième cycle, Lille II	Lille	
1959	FINKE (W.)	Der gemeinsame Markt fur die Atomwirtschaft. Freiverkehr im Euratombereich und neuer Außenzolltarif ab 1. Januar 1959		Die Atomwirtschaft jan. 1959
1960	EULER (A.M.)	Die Versorgungsagentur der Euratom		Die Atomwirtschaft mar 1960
1965	BETTE (A.)	Enseignement de sept années d'application du régime d'approvisionnement constitué par le traité de l'Euratom	Paris	Annuaire français de Droit 1965rnational 710 sq
1977	PIROTTE (O.)	L'Agence d'approvisionnement d'Euratom. Bilans et perspectives, pp. 573-606, in Mélanges....à la mémoire de J. Teneur,2 vol.	Lille	

TROISIEME PARTIE: EURATOM A L'EPOQUE DU PREMIER PLAN DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT (1958-1962). PROJET DE THESE

A.Limites du sujet envisagé

La nature des sources disponibles dans le temps prévu pour la réalisation de la thèse amènent à circonscrire le sujet aux années 1958-1962 et à le centrer sur la mise en place, le fonctionnement interne des institutions et les relations externes d'Euratom. Les problèmes de la recherche scientifique et de la collaboration technique menées par la CEEA sont au coeur de l'étude. Une attention particulière doit être accordée au jeu des différents acteurs. Le domaine d'action de la Direction Générale de la Recherche et de l'Enseignement est à prendre particulièrement en compte. Les relations entretenues par l'organisation avec la France et l'Allemagne sont privilégiées, parce qu'il s'agit des deux principaux membres de la Communauté et parce que leurs structures atomiques sont très différentes.

B. Conditions concrètes du travail

Les conditions d'accès aux Archives et la nature des documents disponibles immédiatement ou à court terme conditionnent l'intitulé d'une thèse qu'il est prévu de mener à son terme en 4 ans. L'étude ne peut dépasser l'année 1962. Elle couvrira donc les cinq premières années de vie de l'organisation, c'est à dire la période de déroulement du premier plan de recherche et d'enseignement. Elle sera centrée sur les conditions dans lesquelles ont été appliquées les chapitres 1, 2, 4 et 5 du titre II du traité, relatifs au "développement de la recherche", à la "diffusion des connaissances", aux "investissements", aux "entreprises communes",

aux relations extérieures de la Communauté également, dans la mesure où elles sont en rapport avec les activités de recherche scientifique et de développement industriels.

Dans cette perspective les autres aspects de la Communauté, "la protection sanitaire" (chapitre III), l'approvisionnement (chapitre VI), le contrôle de sécurité (chapitre VII), le marché commun nucléaire (chapitre IX) sont secondaires.

L'avancée du travail dépendra du rythme des dépôts d'Archives à Florence. C'est dire qu'il faudra avancer sur plusieurs fronts thématiques à la fois. Les bibliothèques parisiennes fourniront les publications officielles. Il paraît nécessaire de rencontrer certains des témoins, comme Jules Guéron, Etienne Hirsch, Félix Paul Mercereau, Jacques van Helmont ou Max Kohnstamm pour ce qui concerne Euratom, Bertrand Goldschmidt ou Francis Perrin pour le CEA.

C. Originalité du travail

Si la période de gestation du traité de Rome est actuellement bien connue[1], il n'existe pas d'ouvrage historique sur Euratom, pour des raisons de proximité chronologique et d'absence d'archives.

---

1 Peter Weilemann et Pierre Guillen, op. cit.

Le terrain a cependant été exploré par des politologues, d'abord américains, puis allemands. Leur objectif est cependant assez différent de celui de la thèse envisagée.

Le premier ouvrage paraît en 1963, version remaniée d'une thèse soutenue à l'American University de Washington. J.G.Polach[1] met l'accent sur le décalage entre l'évolution énergétique très défavorable au nucléaire et le développement de l'institution, qu'il suit de 1955 à 1962 à partir des publications officielles. Il insiste sur la distance qui existe entre la lettre du traité et sa réalisation et sur la reconversion, "les nouvelles aspirations" qui apparaissent. Les ambitions de la Communauté se réduisent: les objectifs industriels très larges font place à un vaste programme d'équipement en centrales nucléaires, puis à la recherche.

Les soixante pages que Lawrence Scheinman, par ailleurs auteur d'un remarquable ouvrage sur la politique atomique française[2], consacre en 1967 à Euratom[3] utilisent l'institution pour vérifier la validité d'une hypothèse "néofonctionnaliste"[4]. Scheinman examine les difficultés d'Euratom et les attribue à la spécialisation sectorielle de l'organisation. Le "package deal" , c'est à dire la possibilité de trouver un compromis fondé sur des gains dans un domaine pour compenser les pertes dans un autre, est impossible à Euratom. Scheinman pense qu'une

---

1 J.G. Polach: Euratom, its background, issues and economic implications, New York 1964.

2 L. Scheinman: Atomic Energy Policy in France under the Fourth Republic. Princeton, 1965. Le chapitre V de l'ouvrage est consacré à "Euratom and the French Atom" de la conférence de Messine à la ratification,pp 129-165.

3 L. Scheinman: Euratom, nuclear integration in Europe, in International Conciliation,N°563, may 1967.

4 L'ouvrage de Kramer (voir ci-après) résume les différentes théories politologiques avancées à propos de la CEE, pp.14-20

solution réside dans la fusion des éxécutifs et plaide pour l'intégration de la politique de recherche nucléaire.

L'ouvrage de Henry R. Nau publié en 1974 [1] n'est pas consacré exclusivement à Euratom, mais il examine les relations en Europe occidentale entre développement national et développement international dans le domaine des réacteurs, des origines à 1972. Il les analyse successivement par famille de réacteurs et souligne l'importance des facteurs politiques nationaux dans la collaboration. Nau insiste surtout sur les aspects allemands du problème. L'ouvrage est une mine de renseignements sur une des facettes du travail de R&D d'Euratom la plus susceptible de retombées industrielles.

En 1976 paraît le livre de Heinz Kramer consacré à la politique de R&D d'Euratom[2]. Il s'agit là encore d'un ouvrage de sciences politiques, réalisé à l'Université de la Sarre grâce à une bourse de la fondation Volkswagen. Le point de départ de Kramer est "politologique": tester pour Euratom la validité des différentes théories générales de l'intégration européenne[3], en examinant le jeu des acteurs dans la politique de recherche-développement d'Euratom entre 1958 à 1975. Kramer souligne l'absence de matériel empirique sur la CEEA et tente de combler ce vide en faisant des sondages dans la littérature officielle et surtout en dépouillant des

---

1 Henry R. Nau: National Politics and international technology: nuclear reactor development in Western Europe, Baltimore, 1974.

2 Heinz Kramer: Nuklearpolitik in Westeuropa und die Forschungspolitik der Euratom, Cologne-Berlin, 1976.

3 Il présente successivement les théories "fédéralistes", "néofonctionnalistes", "cybernético-sociales" et "transactionnelles". Sur les théories de l'intégration, voir en français Marie-Elisabeth de Bussy, Hélène Delorme et Françoise de la Serre: Approches théoriques de l'intégration européenne, in Revue française de Sciences Politiques, XXI/3, juin 1971, et la bibliographie sur l'intégration.

revues spécialisées[1]. Il privilégie les acteurs gouvernementaux et l'axe franco-allemand. La conclusion de l'ouvrage est un appel aux historiens[2]: les théories générales élaborées jusque-là mènent à une impasse. Il est nécessaire de conduire une analyse "microanalytique de l'étude du comportement des acteurs", nourrie d'empirisme.

La définition donnée de la "Politique de Recherche" (Forschungspolitik) par Heinz Kramer semble toutefois trop restrictive: il en exclut en effet la formation, l'information et la documentation. Or ces activités sont organisées et contrôlées, comme le travail de recherche fondamentale ou appliquée, par la Direction Générale des Recherches et de l'Enseignement. Il n'y a pas de raisons de séparer ce qui est lié tant au niveau administratif qu'au niveau même de la conception générale [3].

Treize ans après l'ouvrage de Kramer une approche historique d'Euratom après 1958 est désormais possible, grâce à la politique d'ouverture des archives de la Communauté européenne et à l'attitude favorable de Jules Guéron.

---

[1] L'essentiel de son travail s'appuie sur les rapports officiels et le dépouillement de "Atomwirtschaft" complété par "Nuclear Engineering" et "Energie Nucléaire".

[2] "Das Bemühen um die Entwicklung einer "allgemeinen Theorie" hat die Integrationsforschung so in eine Sackgasse geführt. Aus dieser kann sie nur herauskommen, wenn sie sich stärker darum bemüht, die makroanalytisch orientierten bisherigen Ansätze mit den mikroanalytischen Dimensionen der Untersuchung von Akteursverhalten zu vermitteln und anstelle der "allgemeinen Theorie" eine Theorie mittlerer Reichweite mit empirischem Bezug zu entwickeln". (op. cit. p.214)

[3] Jules Guéron et Etienne Hirsch partagent dès cette époque une vision large de la mission de recherche d'Euratom, qui se traduit dès 1958-1959 par des actions spécifiques débordant largement le cadre des laboratoires.

Le terrain a été défriché depuis les années soixante par les politologues. Les études sur les organismes internationaux de R&D nucléaires se multiplient et peuvent fournir des hypothèses de travail et des modèles historiques.

QUATRIEME PARTIE: QUATRE "ESSAIS"

Les "essais" qui suivent tentent d'explorer quelques pistes et de formuler quelques hypothèses de travail

Le premier tente de placer Euratom dans l'histoire atomique et de montrer en quoi consistent ses paradoxes, sources probables de ses difficultés.

Le second cherche à définir les différents acteurs impliqués dans le fonctionnement d'Euratom et de préciser leurs attentes.

Le troisième s'efforce de tirer quelques conclusions de la lecture des procès-verbaux des quatre premiers mois d'existence de la Commission d'Euratom, suivant les axes définis pour la thèse: l'intérêt est centré sur la mise en place de la politique de recherche et sur la situation de la Commission par rapport aux autres acteurs de l'intégration atomique européenne.

Le dernier se propose de brosser un portrait du second Président de la Commission, Etienne Hirsch et de faire un bilan de son mandat, marqué par un conflit révélateur avec le gouvernement français.

Premier Essai:La place d'Euratom dans l'histoire atomique [1] à la fin des années cinquante.

A. Caractéristiques de l'histoire atomique:

L'Histoire atomique mèle intimement, presque depuis ses origines, le domaine de l'histoire des sciences et des techniques et la dimension politique[2].

Les savants atomistes français de l'entre deux guerres ont joué un rôle moteur dans la mise en place des institutions de la recherche scientifique[3], mais ce sont les travaux sur la bombe amorcés aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale qui ont déclenché le processus. L'atome civil, dont l'existence indépendamment de l'atome militaire est contestée par certains (théorie du "lien", "link" ou "Junktim"), est né comme la bombe des progrès réalisés en physique théorique à partir de la fin du XIXième siècle. Ceux-ci aboutissent à la fin des années vingt à la remise en cause de la physique classique et à l'émergence d'une nouvelle physique de la matière, la physique quantique. Le développement de la physique quantique est inséparable de la révolution des conceptions chimiques apportées par l'étude des corps radioactifs qui lui est

1 Il s'agit dans ce paragraphe de quelques rappels sur le développement des sciences et techniques nucléaires jusqu'en 1955, date de départ du processus de création d'Euratom

2S'il peut y avoir une histoire des Sciences et des Techniques qui fasse abstraction du domaine politique.

3 S.Weart: La grande aventure des savants atomistes français, Paris, 1980. L'édition française ne comporte pas les références, contrairement à l'édition en langue anglaise de l'année précédente. Voir aussi B. Goldschmidt: Pionniers de l'atome, Paris 1987.

contemporaine. A la veille de la Seconde guerre mondiale est prouvée la possibilité de produire de l'énergie en provoquant le fractionnement du noyau de certains corps lourds, ou fission.

La première utilisation de la fission à des fins non expérimentales est militaire en 1945. Ce n'est qu'en 1954 qu'est mise en service en URSS la première centrale nucléaire. La notion même d'atome civil et l'idée de séparer les deux domaines n'apparaissent que tardivement, dans un contexte international particulier lié aux transformations de la politique atomique américaine. Mais ce qui est important pour notre propos est que le développement de l'atome civil en Europe est très tardif et accompagne, sauf en Grande-Bretagne et en France, les progrès de l'intégration européenne. Il s'agit là d'une situation qui différencie profondément la CEEA et la CECA.

Le choix d'une intégration sectorielle par l'atome naît d'une décision politique, circonscrite autour de Jean Monnet et du Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe[1]. Cette décision repose sur un pari industriel, appuyé sur une analyse de la situation énergétique d'ensemble de l'Europe[2]. Le développement de la CEEA et celui de l'industrie nucléaire européenne sont parallèles. A cet égard une analyse plus fine des situations nationales s'avère nécessaire pour comprendre les difficultés initiales d'Euratom.

---

1 P. Fontaine: Le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet, Lausanne, 1974. Voir aussi les Mémoires de Jean Monnet.
2 Rapport Armand pour l'OECE par exemple

B. La place des pays européens dans le monde nucléaire vers 1955

L'année 1955 est à la fois marquée par la "relance européenne" et par la percée au grand jour du nucléaire civil. Deux conférences presque simultanées expriment le parallélisme de la fission civile et de la fusion communautaire: Messine en juin, Genève[1] en août.

L'étendue de la participation européenne à la Conférence des Nations-Unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie atomique montre bien la modestie de l'Europe des Six[2]. La conférence est dominée par les Etats-Unis, la Grande -Bretagne et l'Union Soviétique. Seule la France a envoyé une délégation importante. L'essentiel des moyens financiers et humains est employé aux Etats-Unis et en Union Soviétique.

1. Deux pays européens seulement possèdent à cette époque une industrie nucléaire[3]: la Grande-Bretagne et la France.

La Grande-Bretagne, qui avait déjà avant guerre apporté sa contribution au développement des sciences nucléaires, avait poursuivi ses expériences pendant la guerre, en particulier au Canada[4], en association avec le gouvernement du dominion. Elle avait bénéficié de l'apport de

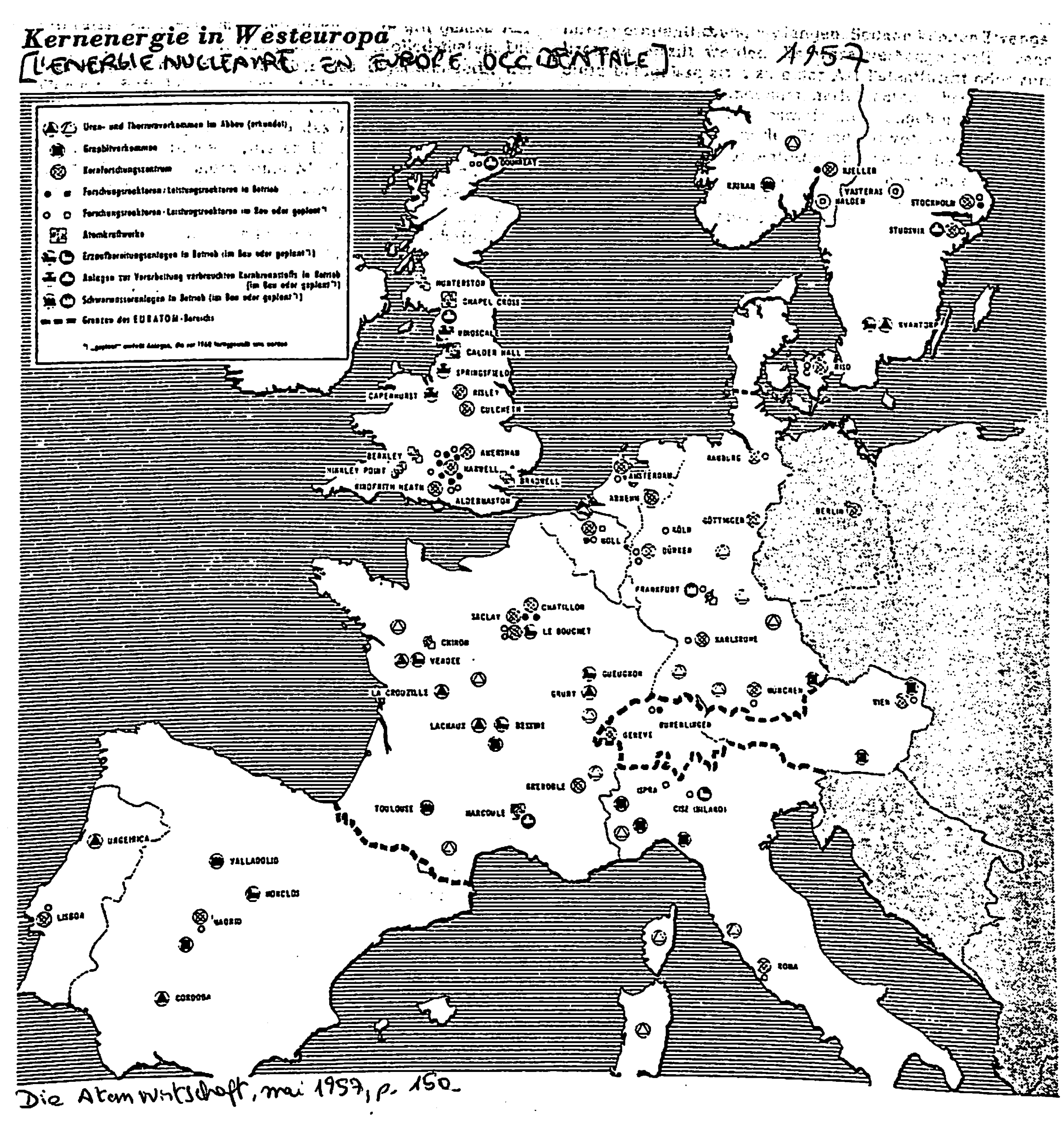
---

1 Les trois premières conférences sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques organisées par l'ONU eurent lieu en 1955,1958 et 1964. Les actes de ces conférences sont une source précieuse sur l'état des réalisations, mais aussi des projets et des illusions entretenues sur l'atome civil.

2 Actes de la Conférence de Genève, ONU, 1955. Liste des participants.

3 Voir la carte des infrastuctures en 1957, Atomwirtschaft, mai 1957, p. 150.

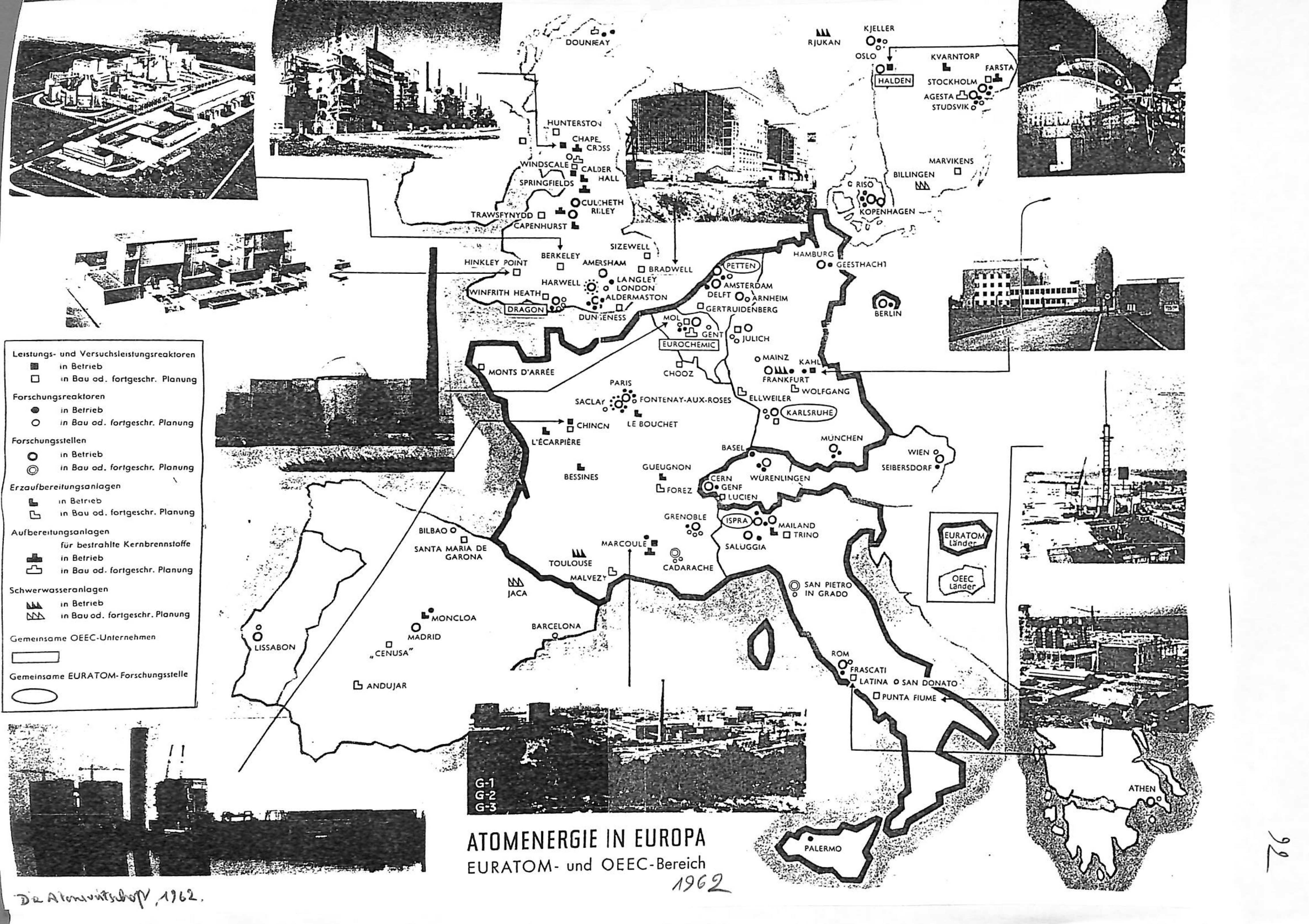
4 Sur le Canada, parution récente de l'ouvrage de R. Bothwell: Nucleus. L'histoire de l'Energie Atomique du Canada Limitée(AECL),Montréal, 1988, 576 p.



Die Atomwirtschaft, mai 1957, p. 150

TRADUCTION DE LA LEGENDE.

- GISEMENTS D'URANIUM OU DE THORIUM [RECONNU]
- GISEMENTS DE GRAPHITE
- CENTRE DE RECHERCHE NUCLEAIRE
- PROTOTYPE / REACTEUR DE PUISSANCE
- idem, en projet
- CENTRALE NUCLEAIRE
- USINES DE PREPARATION DU MINERAI [EN PROJET]
- USINES DE RETRAITEMENT DES COMBUSTIBLES IRRADIES [EN PROJET]
- USINE D'EXTRACTION D'EAU LOURDE.
- — — —


ATOMENERGIE IN EUROPA
EURATOM- und OEEC-Bereich
1962
Die Atomwirtschaft, 1962.
Leistungs- und Versuchsleistungsreaktoren
in Betrieb
in Bau od. fortgeschr. Planung
Forschungsreaktoren
in Betrieb
in Bau od. fortgeschr. Planung
Forschungsstellen
in Betrieb
in Bau od. fortgeschr. Planung
Erzaufbereitungsanlagen
in Betrieb
in Bau od. fortgeschr. Planung
Aufbereitungsanlagen für bestrahlte Kernbrennstoffe
in Betrieb
in Bau od. fortgeschr. Planung
Schwerwasseranlagen
in Betrieb
in Bau od. fortgeschr. Planung
Gemeinsame OEEC-Unternehmen
Gemeinsame EURATOM-Forschungsstelle
EURATOM Länder
OEEC Länder
DOUNREAY
RJUKAN
KJELLER
OSLO
HALDEN
KVARNTORP
FARSTA
STOCKHOLM
AGESTA
STUDSVIK
MARVIKENS
BILLINGEN
RISO
KOPENHAGEN
HUNTERSTON
CHAPEL CROSS
WINDSCALE
CALDER HALL
SPRINGFIELDS
CULCHETH
RISLEY
TRAWSFYNYDD
CAPENHURST
SIZEWELL
BERKELEY
HINKLEY POINT
AMERSHAM
BRADWELL
HARWELL
LANGLEY
LONDON
ALDERMASTON
WINFRITH HEATH
DRAGON
DUNGENESS
HAMBURG
GEESTHACHT
PETTEN
AMSTERDAM
DELFT
ARNHEIM
GERTRUIDENBERG
BERLIN
MOL
GENT
EUROCHEMIC
JULICH
MONTS D'ARRÉE
CHOOZ
MAINZ
KAHL
FRANKFURT
WOLFGANG
PARIS
SACLAY
FONTENAY-AUX-ROSES
ELLWEILER
KARLSRUHE
CHINON
LE BOUCHET
L'ÉCARPIÈRE
MÜNCHEN
BASEL
WIEN
SEIBERSDORF
BESSINES
GUEUGNON
WÜRENLINGEN
CERN
GENF
FOREZ
LUCIEN
GRENOBLE
ISPRA
MAILAND
TRINO
SALUGGIA
BILBAO
SANTA MARIA DE GARONA
MARCOULE
TOULOUSE
CADARACHE
MALVEZY
JACA
SAN PIETRO IN GRADO
MONCLOA
MADRID
„CENUSA"
BARCELONA
LISSABON
ANDUJAR
ROM
FRASCATI
LATINA
SAN DONATO
PUNTA FIUME
ATHEN
PALERMO
G-1
G-2
G-3
92

savants français notamment de ceux qu'on appellera au CEA les "Canadiens", B.Goldschmidt, J.Guéron et L.Kowarski[1], et plus encore de l'aide américaine[2]. Le résultat est que la Grande-Bretagne est le premier pays européen à mettre en service une centrale en 1955 et à se lancer dans un programme ambitieux de production d'électricité d'origine nucléaire[3].

La France, qui jouait un rôle de premier plan avant la guerre dans la recherche et qui récupère les "Canadiens", reconstitue très tôt son potentiel grâce à l'appui du général de Gaulle qui crée le CEA, à l'entregent et à la solidarité de Joliot et de Dautry qui constituent l'autorité bicéphale du CEA jusqu'à la révocation du premier en 1950[4]. Pierre Guillaumat, le successeur de Dautry comme administrateur général, stimule le développement d'une industrie nucléaire avant de négocier un partage des tâches en 1955 avec l'EdF, qui cherche depuis quelques années un relais à l'équipement hydroélectrique du pays[5]. Ainsi se met en place, là encore parallèlement au processus d'intégration, une structure ternaire de l'industrie nucléaire française[6]. Si l'on ajoute que

1 Voir B. Goldschmidt: Pionniers de l'atome, *

2Voir M. Gowing: Independence and deterrence. Britain and Atomic Energy 1945-1952, Londres 1974 et T. Hall: Nuclear Politics: the history of of nuclear power in Britain, Londres ,1986.

3 ref. Livre blanc, art. Atomwirtschaft

4 Sur les débuts du CEA, voir Spencer Weart: La grande aventure des savants atomistes français, 1980; Bertrand Goldschmidt: Pionniers de l'atome, Paris 1987. Voir aussi Aline Coutrot: La création du CEA,in RFSP, 1981/2, pp. 343-371; Dominique Pestre: Dautry et le nucléaire français, in R. Dautry, naissance d'une pensée technique, Institut Français d'Architecture, Dossiers et Documents N°7, juillet 1987, pp 63-69.

5 Document EdF transmis en 1955 aux membres de la Commission pour le Production d'Electricité d'Origine Nucléaire (dite PEON) , conservée dans le Fonds Guéron. Sur les relations entre l'EdF et le CEA, voir J.F.Picard, A.Beltran, M.Bungerer, Histoire(s) de l'EdF, chap.12, pp185-212

6 L'industrie atomique française, chapeautée par le Commissariat et l'entreprise publique, met justement en place des structures d'information et de représentation collective en 1955-1956, avec la constitution de l'Association Technique pour

c'est à cette époque que se prend la "non-décision" de fabriquer la bombe[1], on conçoit le poids de la France en Europe dès le milieu des années cinquante.

2.Les autres pays ne possèdent que des embryons d'industrie nucléaire.

Au milieu des années 50, la RFA[2] vient de retrouver une marge d'action limitée, mais son passé et sa puissance industrielle lui confèrent de grandes potentialités.

L'Allemagne était avant 1933 un des hauts lieux de la physique quantique, en particulier autour de ce que l'on a pu appeler le groupe de Göttingen[3]. Le nazisme porta un coup sévère à la physique quantique allemande. Certes Hahn et Strassmann ont apporté les premiers en décembre 1938 la preuve chimique de la fission. Certes Heisenberg est resté pendant toute la période en fonction. Mais le poids de l'idéologie freina le développement de ce que les nazis appelèrent une "science juive[4]", c'est-à-dire la physique quantique. Le pouvoir ne joua pas

---

l'utilisation de l'Energie Nucléaire (ATEN) et du Groupement d'Intérêt des Industries Nucléaires (GIIN)

[1] voir S. Cohen: "Les pères de la Bombe" in "L'Histoire", décembre 1988. A l'instar deu "crime de l'Orient Express" la décision française est collective.Le processus qui s'étend de 1955 à 1958 a une influence sur le déroulement des négociations Euratom et sur l'économie générale du Traité. Il s'agit là aussi d'une illustration de la théorie du "Link".

[2] L'étude de l'industrie atomique en Allemagne est plus avancée qu'en France: Outre la thèse de Christian Deubner, "Die Westdeutsche Atomindustrie und die Gründung von Euratom 1955-1957, 1977, il faut signaler l'ouvrage de H.J. Radkau "Aufstieg und Krise der Deutschen Atomwirtschaft, 1983 . Hans Fischer soutiendra en novembre 1989 à Florence sa thèse sur la politique atomique de la RFA. Michael Eckert travaille également sur ce thème.

[3] Voir les ouvrages de A.Hermann, spécialiste de W. Heisenberg ; voir aussi la thèse en cours de Catherine Chevalley.

[4]Et Heisenberg entra dans la catégorie peu enviable des "Juifs blancs"...

franchement la carte de la bombe atomique, même si quelques équipes y travaillèrent (il y a controverse sur les raisons de cette sous-estimation[1]).

La défaite de 1945 entraîne à la fois le départ de nombreux savants atomistes et l'interdiction totale par les autorités d'occupation de toute activité de recherche dans ce domaine. Il faut attendre 1954 pour que l'autorisation de reprendre certaines recherches soit donnée, au prix d'une renonciation unilatérale à la bombe par Adenauer dans le cadre de la négociation des accords de Paris[2]. Il n'y a donc pas officiellement de recherche nucléaire en RFA avant cette date. En fait il existe un potentiel industriel, et les scientifiques allemands n'attendent que le feu vert des Alliés pour reprendre au grand jour leurs travaux. Ceci explique non seulement que les crédits pour la recherche augmentent rapidement, mais aussi que ces crédits aient été dépensés. En 1958 l'Allemagne est en phase de développement rapide de son secteur nucléaire, mais son poids est plus lié à ses capacités potentielles qu'à de réelles structures opérationnelles.

Les autres pays de l'Europe des six pèsent d'un poids beaucoup plus faible (voir la carte de 1957). L'Italie possède une infrastructure universitaire, la Belgique est forte de ses ressources d'uranium congolais, les Pays-Bas possèdent des centres de recherche, mais sont

1 L'historiographie américaine met en avant que le pouvoir n'y croyait pas, les milieux atomistes allemands expliquent ce désintérêt relatif par la résistance des savants atomistes, qui se traduit par une sous-estimation systématique des traductions pratiques possibles.

2 M.Eckert: Kernenergie und Westintegration: Die Anfänge Bundesdeutscher Atompolitik zwischen EVG und Euratom, in Manfrass, Cohen, Colloque de Munich, octobre 1987, paru en 1989. Patrick Moreau m'en a obligeamment transmis une copie en 1988.

sur le point de découvrir les gisements de gaz de Groningue, le Luxembourg est le seul à n'avoir aucune activité nucléaire.

C. Les paradoxes d'Euratom

1.Une réunion de pays aux niveaux de développement nucléaire disparates

Le premier paradoxe d'Euratom est en effet de réunir en 1958 six pays, dont les niveaux de développement nucléaire sont extrêmement disparates, sur des bases légales rendues partiellement caduques par l'évolution rapide du paysage énérgétique et nucléaire mondial.
Les voies et moyens pour agir de manière communautaire sont loin d'être évidents.

Le processus qui a conduit à l'existence d'Euratom et qui est actuellement bien connu, résulte de la conjonction exceptionnelle de facteurs politiques et économiques, et la définition des attributions de la Communauté dans le traité résultent de compromis étroitement liés à cette situation.

A la date d'entrée en fonction de la Communauté, cette conjonction n'existe plus, ni au niveau politique ni au niveau économique.

La CEE a été acceptée par la France, ce qui satisfait l'Allemagne, pour qui Euratom perd alors beaucoup de son intérêt. La France a opté franchement pour un développement national suivant une logique de plus en plus militaire, et le changement de régime de 1958 renforce encore

ce fait. Le danger d'ingérence dans ses affaires intérieures accroît la méfiance envers une institution que les gaullistes soupçonnent d'être un cheval de Troie américain.

La conjoncture énergétique a elle aussi changé. Malgré l'alerte de Suez, dont l'influence sur les stratégies économiques a probablement été plus faible que ce qu'en pensent habituellement les historiens[1], les consommateurs européens d'énergie ont fait le choix du pétrole. La crainte de la pénurie a fait place à une situation d'abondance qui rend le développement d'une industrie nucléaire moins urgent. Le marché de l'uranium devient surabondant, ce qui ôte beaucoup de son intérêt à l'Agence d'approvisionnement.

Enfin les conditions de fonctionnement de la Communauté au début de son existence, et en particulier l'affaiblissement institutionnel de la Commission lié à l'effacement de son Président, Louis Armand, font perdre à la Communauté un temps précieux alors même que se structure, en Allemagne l'industrie nucléaire[2], suivant une logique qui devient irrémédiablement nationale.

A l' "euphorie nucléaire" des années 1955-1957 succède une période de retour au réalisme[3]. C'est donc dans un contexte fort différent de celui de la négociation du traité que se mettent en place les institutions communautaires.

---

1 Discussion sur l'exposé de P. Guillen au Colloque de Rome op cit

2 C. Deubner op. cit.

3 Radkau tente d'établir une chronologie de ces phases d'enthousiasme et de désillusion collective. Goldschmidt parle de "période de réajustement" après 1958, in "L'aventure atomique".

La modification de la conjoncture a entraîné une dérive par rapport aux objectifs initiaux, d'ailleurs favorisée par les gouvernements nationaux. Ceux-ci prennent en définitive les décisions par le biais du Conseil et adoptent une position "minimaliste" dans l'application du traité[1]. La France a même songé en 1959 à en proposer une révision. Des conflits budgétaires apparaissent, et la négociation du Second Plan de Recherche et d'Enseignement qui doit couvrir les années 1963-1967 s'avère extrêmement délicate.

2. Un axe franco-allemand dissymétrique

Le second paradoxe de la jeune Communauté est d'être dominée par un axe franco-allemand fort dissymétrique.

La prépondérance de cet axe est financière: les deux pays prennent à leur charge plus de la moitié du budget.

La domination technologique française se traduit par la présence à la tête de la Commission de Français: Louis Armand en 1958, Etienne Hirsch jusqu'en décembre 1961, Pierre Chatenet enfin. Elle s'exprime également par le rôle de Jules Guéron comme Directeur Général de la Recherche et de l'Enseignement, conseiller scientifique de la Commission. Il a sur le développement scientifique d'Euratom des vues bien précises et il entend bien les mener à leur terme dans une optique véritablement communautaire[2].

1Pirotte op.cit.: ainsi est prévue dès 1960 une "procédure simplifiée" pour l'approvisionnement, qui permet en fait le retour aux contrats bilatéraux.
2 Voir la Bibliographie de ses articles supra.

Or le gouvernement français de la Vème république a sur le phénomène européen une optique bien différente de celle du régime précédent et de la plupart du personnel français qui a choisi de quitter les institutions de recherche nationale par conviction européenne le plus souvent. De très sérieuses frictions sont nées sous la présidence d'Etienne Hirsch, qui conduisent à sa "disgrâce" et à son "remplacement" par un fidèle du Général de Gaulle[1].

L'Allemagne, où les intérêts atomiques regardent plus outre-Manche ou outre-Atlantique que vers la France, et qui a opté entre 1955 et 1957 pour une politique de développement national, a en tant qu'Etat recherché, comme les autres partenaires mais à une échelle qui est celle de sa contribution, l'application du principe du juste retour et contré les intérêts français.

3. Les autres instances internationales de l'énergie atomique

Euratom n'est pas la seule instance internationale ayant pour objet l'énergie nucléaire.

Elle doit compter avec d'autres organisations qui se créent en même temps qu'elle et parfois contre elle. Ainsi en est-il de l'Agence Européenne de l'Energie nucléaire (AEEN, ou ENEA suivant les abréviations anglaises) qui est un organe de l'OECE, dont les Britanniques ont favorisé la constitution pour faire pièce au projet Euratom[2]. C'est également le

[1] Voir infra le quatrième "essai".
[2] Weilemann, op. cit.

cas de l'AIEA (Agence internationale de l'Energie atomique), qui est un organe des Nations Unies. L'année 1958 marque pour toutes ces organisations les premiers pas. Des liens de coopération mais aussi de concurrence s'établissent entre elles. L'administration d'Euratom a donc à défendre, dans des conditions difficiles, son domaine d'action.

4 Le centre de gravité d'Euratom en partie extérieur à lui

Enfin, et cet aspect est déterminant, le centre de gravité de la CEEA est dans une certaine mesure extérieur à lui.

L'étude de la CEEA nécessite en effet de prendre en compte les relations entretenues par les industries et les administrations atomiques avec le pays le plus avancé en matière nucléaire, les Etats-Unis[1]. L'existence même d'Euratom est indissolublement liée au désir exprimé par le Président Eisenhower dans son discours "Atoms for Peace" de décembre 1953 de voir se développer dans le monde occidental une technologie de l'atome civil.

Cette décision est motivée par plusieurs facteurs, diplomatique et stratégique d'une part, mais aussi économique: il s'agit de permettre aux industries nucléaires américaines de pouvoir exporter leur technologie, alors que les perspectives énergétiques intérieures s'avèrent défavorables[2]. La traduction institutionnelle est l'assouplissement de la loi Mac Mahon qui réglementait strictement les échanges de technologie

[1] Sur le cadre général des relations entre les Etats-Unis et l'Europe, voir P. Mélandri: Les Etats-Unis et le "défi" européen, 1955-1958, Paris, 1975.
[2] Elles le restent jusqu'en 1965, date qui marque un retournement du marché des centrales nucléaires, et le passage de la fabrication de centrales nucléaires à l'échelle véritablement industrielle (voir Radkau op. cit.)

et d'information nucléaire et gardait sous le contrôle de l'Etat tout ce qui touchait au nucléaire. L'Europe est particulièrement visée par cette mesure. L'intégration atomique européenne est dans ce contexte vivement souhaitée par les Etats-Unis. Les raisons industrielles s'ajoutent ici aux raisons diplomatiques et stratégiques. La nouvelle organisation entretient d'emblée d'ailleurs de bonnes relations avec les Etats-Unis (mission d'étude des trois sages dont Louis Armand en 1957, voyage de la Commission et des présidents des Commissions en 1958 et 1959, signature d'un traité dès 1958[3]).

Les relations avec la Grande-Bretagne sont également précoces, en particulier à travers l'AEEN et le projet DRAGON. La Grande-Bretagne envisage d'ailleurs d'adhérer aux traités de Rome en 1961.

Euratom n'est donc qu'un acteur parmi d'autres dans l'histoire atomique européenne et à bien des égards un acteur secondaire[4]. C'est cependant une institution carrefour, où viennent converger un certain nombre d'intérets, qui n'ont été étudiés que sous un angle national.

L'"essai" qui suit tente d'affiner l'identification des acteurs, qui ne sauraient se réduire aux gouvernements, leur action concrète étant elle-même la résultante de forces s'exerçant à l'intérieur du cadre national, mais pouvant également le dépasser.

---

[3]Voir le troisième essai

[4]Le budget de recherche d'Euratom ne représente par exemple que le quart du budget de recherche atomique de la France. Il est dérisoire par rapport à l'effort américain (voir le "Rapport sur les activités nucléaires dans la Communauté 1958")

Second essai: Identification, rôle et motivations des acteurs de la politique de R&D d'Euratom[1]

I. Une première liste de "personnages" fait apparaître deux grandes catégories d'acteurs

A. Les acteurs gouvernementaux

Ils sont composés tout d'abord par les gouvernements nationaux adhérant à Euratom, par l'organisation elle-même, par leurs organes spécialisés ainsi que les membres de ces organes.

Il ne faut cependant pas oublier les gouvernements n'appartenant pas à Euratom, en particulier ceux des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, ni les autres institutions internationales impliquées dans l'histoire atomique (AIEA, AEEN).

B. Les acteurs non-gouvernementaux

Ils interviennent aussi, suivant des modalités qu'il faut préciser.

Il s'agit d'une part de la "communauté scientifique", des techniciens et des ingénieurs, et d'autre part des entreprises impliquées dans l'industrie nucléaire[2], des représentants nationaux des intérêts des industries nucléaires et enfin de leurs représentations communautaires.

---

[1]Cet essai s'appuie particulièrement sur Kramer. La liste des acteurs et l'examen de leurs motivations font apparaître un certain nombre de lacunes, qui sont autant d'orientations pour une recherche.

[2]Certaines entretiennent des liens particuliers avec les gouvernements, en raison du "link" existant avec les activités militaires,comme le CEA, l'USAEC, l'EACL, l'UKAEC. Les différences de spécialisations sont aussi à envisager: entreprises énergétiques, électromécaniques, chimiques, métallurgiques,etc. Christian Deubner (op. cit.) a

La littérature existante privilégie la dimension gouvernementale, celle des institutions communautaires est plus floue. Les aspects industriels sont peu développés.

II.Les gouvernements nationaux participant à Euratom

A.Le gouvernement allemand

Il est en harmonie avec les intérêts privés sur la nécessité de rattraper, à partir du moment où cela s'avère politiquement possible[1], c'est à dire après 1954, le retard lié aux conséquences de la défaite de 1945.

La politique atomique est donc déterminée par des perspectives nationales. Elle est définie, non par une structure gouvernementale, mais par un organisme de concertation qui donne aux intérêts privés nationaux une place prépondérante (la Deutsche Atomkommission[2] ou DAtK). Le ministère se limite à une tache de coordination. Des intérêts fort divergents s'y expriment.

Mais dans la négociation d'Euratom, la dimension extra-atomique fut déterminante et alla contre les intérêts privés. Au niveau

---

bien montré pour la période antérieure à 1958 et pour la RFA les différences d'implications dans le phénomène nucléaire.

1Ce point a été récemment analysé par Michaël Eckert, dans son intervention à Münich (octobre 1987) "Kernenergie und Westintegration: die Anfänge Bundesdeutscher Atompolitik zwischen EVG (ie CED) und Euratom"

2Radkau examine de près les structures de cette commission, comme reflet des intérêts de l'industrie allemande.

géopolitique, il s'agissait pour le Chancelier d' obtenir la reconnaissance de l'égalité à tous points de vue. Ceci a donc conduit Adenauer à agir contre les intérêts industriels pendant la négociation, en approuvant les termes du contrôle dans l'approvisionnement. Adenauer accepte ici la position française[1].

Le comportement de l'Allemagne est en outre déterminé par la liaison entre l'intégration ouest-européenne et l'Alliance Atlantique. Economiquement, Euratom sert de monnaie d'échange avec les Français pour leur faire acccepter la CEE[2]. Du point de vue technique les Allemands sont très favorables à un rapprochement avec les Etats-Unis et leur filière eau légère, qui apparaît comme un moyen de rattraper rapidement le retard accumulé, en particulier sur les Français: l'idée de coopération technique avec les Français est très peu répandue[3] .

Dans les première années de l'existence d'Euratom, le gouvernement allemand, par l'intermédaire de sa représentation au Conseil, insiste sur la coopération intergouvernementale pour éviter les difficultés et répartir les coûts dans des domaines qui ne sont pas susceptibles de créer une situation de concurrence par diffusion du savoir-faire[4].

Mais l'Allemagne est dans l'incapacité de développer une attitude dynamique, car elle tend vers trois objectifs à la fois: jouer le jeu de la

[1] Il s'agit d'un aspect particulier du passage du contrôle militaire au contrôle par l'intégration (voir Grosser, Politique étrangère de la IVème république)

[2] Ce qui explique le refus des Allemands de négocier les deux traités séparément (Weilemann)

[3] Voir Guéron: Géographie cordiale op. cit.)

[4] D'où l'appui aux projets communautaires de surrégénérateurs, puis d'ultracentrifugation gazeuse -car il y a des implications militaires; de même la RFA appuie des projets à long terme, fusion, applications biologiques ou médicales.

collaboration européenne, prendre en compte la dimension atlantique (diplomatiquement et économiquement), ne pas heurter de front les intérêts français (mais sans plus, la collaboration plus étroite avec eux n'apportant rien): d'où une juxtaposition non coordonnée de politique nationale et de collaboration européenne.

B.Le gouvernement français

Il recherche une étroite coordination entre son comportement communautaire et ses activités nationales. La priorité est cependant clairement nationale, pour des raisons tenant à la fois à la politique extérieure de de Gaulle[1] et à une structure fortement étatique et centralisée. La cohérence vient aussi de l'avance technique et économique de la France.

La coopération européenne dans le domaine atomique est donc conçue comme un moyen de répartir les charges financières, l'avance technique donnant la possibilité à la France de structurer la collaboration à son avantage et en particulier d'utiliser le potentiel économique et industriel de l'Allemagne[2].

Il s'agit aussi de contrôler les activités de l'Allemagne. Il y a donc dès 1956 un complexe d'intérêts. La dimension économique se mèle à la dimension politique et stratégique dans l'importance accordée au début des négociations au projet d'usine de séparation isotopique.

---

[1]On pourrait résumer ainsi la position gaulliste : priorité à la dimension nationale, caractère secondaire, mais non inutile, de la dimension européenne.
[2]Le position gouvernementale s'aligne sur celle du CEA, qui s'exprime par la bouche de son Haut-Commissaire, Francis Perrin, devant l'Assemblée Nationale en 1956. Mais en 1958 la position semble différente. Il faudrait examiner pourquoi.

Cette primauté de l'intérêt national donne une grande cohérence au comportement français dans l'institution: opposition aux projets favorisant l'eau légère, appui aux projets de surrégénération et d'eau lourde, conflit avec la lecture supranationale du traité incarnée par Hirsch. La logique stratégique conduit cependant (jusqu'en 1969) à la sous-estimation de la dimension économique[1].

C. Le gouvernement italien

Son comportement dépend de deux facteurs: le retard économique et technique, la situation énérgétique très précaire du pays.

L'Italie attend une aide de la Communauté, au moins suivant la logique du juste retour. Si le ressort de son action est aussi l'intérêt national, à la différence des Français sa logique accorde une place importante à la coopération communautaire, ce qui les conduit à "euratomiser" très tôt leur centre de recherche d'Ispra.

III. Les organes d'Euratom

A. La Commission

[1] Une autre dimension est celle des Français dans les organes d'Euratom, et de leur position délicate en tant que Français et que membre d'une structure communautaire. Jules Guéron a souligné la difficulté d'être considéré comme un transfuge européen par le CEA, et comme un agent du CEA par certains membres d'Euratom (interview avec Hirsch). Kramer voit dans une domination française dans les organes de décision, qui a pour conséquence une logique centralisatrice, une cause de conflits avec les Allemands et les Néerlandais.

Son rôle effectif a changé rapidement, en raison de l'évolution rapide de la conjoncture économique et des conceptions de ses membres, en particulier de ses Présidents[1].

Ainsi la Commission apparaît-elle comme très dynamique jusqu'en 1962. Sa politique est tout d'abord axée vers le développement de capacités de production d'électricité et s'appuie largement sur les Etats-Unis.

Avec l'échec de la dimension industrielle, les objectifs de la Commission se déplacent vers les objectifs de recherche.

La nomination de Pierre Chatenet fait perdre à la Commission son indépendance et sa cohérence. Son action est alors marquée par le désir d'anticiper les positions des gouvernements nationaux et de s'y adapter. Cela a pour conséquence une perte de prestige des postes de Commissaires[2]. De plus l'approche de la fusion des exécutifs à partir de 1964-1965 rend les soucis de carrière prédominant chez les membres.

B. Le Comité Scientifique et Technique (CST)

Formé de spécialistes, très impliqués dans les programmes nationaux, le CST ne put être le lieu de définition d'une politique commune.

---

1 Jusqu'en 1964 ce sont eux qui changent, les autres restant en place.
2 Cela est manifeste en 1964 quand le remplacement de Krekeler, le Commissaire allemand, s'avère difficile faute de candidats. On finit par trouver M. Margulies (FDP, député sans compétence nucléaire)

C. COREPER et Conseil des Ministres

Dans la mesure où le COREPER est compétent pour toutes les politiques définies par le traité de Rome, il concentre son action sur la CEE. Il laisse les aspects techniques de l'Euratom à la responsabilité du groupe spécialisé, dans lequel les experts nationaux sont représentés, mais qui ne devient permanent qu'en 1962. Le COREPER joue un rôle d'intermédiaire entre le Conseil et la Commission, et au fur et à mesure du temps confronte les projets de la Commission avec les différentes positions nationales.

Le Conseil garde la haute main sur les décisions financières et les décisions politiques fondamentales. Il représente les intérêts des gouvernements. Il possède le pouvoir de décision dans le domaine de la recherche (cela va du montant des salaires du personnel employé au CCR à la part de chaque Etat dans le budget). Le Conseil n'a pas développé en matière atomique d'état d'esprit communautaire. Ses décisions sont au premier chef destinées à trouver un compromis, même formel, entre les Etats, et non de satisfaire les revendications ou les aspirations des chercheurs.

D. Le Parlement

Il ne joue pas de rôle déterminant car il n'a qu'une fonction consultative. Il soutient en général la Commission, mais ses avis ne

trouvent pas de résonance auprès du Conseil. Le "déficit démocratique d'Euratom"[1] se manifeste ainsi.

E. Les Centre Communs de Recherche

Ils ont un rôle passif mais stabilisateur pour les autres acteurs communautaires cependant: échouer dans la politique commune pouvait entraîner la disparition de ces organes, d'où l'obligation morale de réussir.

Les institutions analysées ci-dessus déterminent en dernier ressort la politique de recherche. Mais de nombreuses interactions bilatérales ou multilatérales avec d'autres acteurs jouent dans la phase préparatoire. (administrations nationales, Foratom).

Pour Kramer il existe dans le jeu des acteurs communautaires une "contradiction fondamentale entre la dimension politique et la dimension sectorielle" d'Euratom. Cette contradiction expliquerait pourquoi le développement des intérêts de l'industrie nucléaire en Europe de l'Ouest doit si peu à Euratom[2]. Mais Kramer souligne à ce niveau la faiblesse de sa documentation.

---

1 Kramer op. cit. p.185.

2 "Der durch den Grundwiderspruch der Euratom begünstigte Dualismus von nationaler und regionaler Politik findet nirgends deutlicher seinen Ausdruck als im Verhalten der westeuropaischen Atomindustrie" (op. cit. p.194)

IV. Interêts et comportement des industries nucléaires d'Europe de l'Ouest

Les industriels impliqués dans les activités nucléaires ont joué un rôle faible dans la définition des objectifs de recherche.

A la différence des autres acteurs de l'industrie, ils ne se sont pas organisés en groupe de pression spécifiques. Mais ils ont utilisé dans leurs contacts, en particulier avec la Commission, les canaux de l'UNICE, (l'Union des Industries de la Communauté Européenne), au sein de laquelle fonctionnait un groupe de travail pour les questions atomiques[1].

Les contacts avec la Commission concernaient moins des questions de politique générale de recherche que des problèmes relatifs à l'approvisionnement, ou s'effectuaient à l'occasion de contrats particuliers. La politique du CCR n'était pas élaborée en contact avec l'industrie. C'est notamment ce qui explique l'échec commercial d'ORGEL.

Le seul acteur régional était Foratom[2] (sur le modèle de l'Industrial Forum américain). Mais il joue plutôt un rôle d'information et de "public relations" que celui d'une représentation spécialisée des intérêts des acteurs non gouvernementaux. De plus sa structure dépasse celle de la Communauté puisque le Portugal, la Suède et l'Autriche en sont membres

---

[1]Meynaud Sidjanski, Groupes de pression p.386)
[2]Cette institution date du 11 juillet 1960. Le premier président de Foratom fut Henri Ziegler, une figure centrale de l'industrie aéronautique française. cf Atomwirtschaft aug-sept 1962, p. 410. "Die Europaischen Atomforen"

Il y a dialogue entre Euratom et Foratom, mais celle-ci n'influence pas le processus de décision.

C'est donc suivant une logique nationale que se déroulent le processus de concentration et l'essai de multinationalisation. Mais cette phase est postérieure à 1969. Le poids de la technologie américaine et des licences joue un rôle.

V. Le rôle des Etats-Unis

Il est double: politique et industriel. Les industries américaines utilisent à la fois les intérêts gouvernementaux de leur pays et les divergences existant entre les pays européens.

La supériorité technique américaine s'exprime par l'existence de licences avec les industriels européens[1].

Il n'y a cependant pas de concentration transnationale, ni même de liens étroits entre les filiales, pour des raisons qui tiennent peut-être au "link" et à la logique nationale du développement nucléaire[2] tant au niveau économique qu'au niveau technique.

---

[1]C'est par exemple en RFA à partir de 1958 les alliances AEG-General Electric ; Siemens-Westinghouse ; Demag et North American Aviation (division Atomics International) fondent Interatom; en France SACM et Chantiers de l'Atlantique, alliés à Atomics international fondent Dynatom; Westinghouse participe à Framatome. En Italie présence de General Electric.

[2]Il faut attendre la crise de le fin des années 80 pour que des rapprochements industriels franco-allemands interviennent.

Politiquement, Euratom est intégrée dans la logique d'alliance occidentale américaine: il s'agit pour les Etats-Unis à la fois de contrôler et de favoriser le développement du nucléaire dans cette région du monde. Le soutien à l'organisation reste constant et indéfectible jusque vers 1963[1].

Conclusion

La synthèse tentée ici tient compte des acquis de la littérature secondaire en ce qui concerne le jeu des acteurs. De nombreux points restent dans l'ombre. La recherche envisagée peut les éclairer.

Il s'agit de préciser les conditions et l'évolution concrètes de la collaboration entre les différents organes d'Euratom. Aucune étude n'a été faite des relations entre Euratom et les autres organisations internationales.

Un travail plus approfondi devrait aussi permettre une meilleure approche de la dimension industrielle dont la description, très floue, est actuellement surtout centrée sur la période postérieure à 1963.

L'aspect technique et scientifique n'est pas analysé. Il semble intéressant d'examiner à quel moment l'éventail des possibilités de filières techniques se réduit. Les avantages de la filière américaine n'étaient alors pas évidents.

---

[1] Le revirement serait lié au refus par le Général de Gaulle de la candidature présentée en 1961, et à l'inflexion "d'Europe des Etats" prise par la Communauté après le compromis de Luxembourg.

Troisième essai:Les débuts de la Commission de la CEEA

(analyse des PV des 10 premières réunions de la Commission d'Euratom[1]; 29 janvier- 23 avril 1958).

La Commission comprend cinq membres: Enrico Medi[2], professeur d'université italien, Heinz Krekeler, ingénieur puis diplomate (il a représenté la RFA à Washington), Paul de Groote, professeur et ancien ministre belge, Emmanuel Sassen, ancien ministre des Pays-Bas, et Louis Armand, le Président de la Commission, X-Mines, qui vient d'abandonner à regret la Direction Générale de la SNCF. Ce dernier n'est présent qu'aux trois premières réunions. C'est donc en l'absence du Commissaire français que sont prises la plupart des décisions de la Commission[3].

Celle-ci tient ses réunions principalement à Bruxelles, mais elle peut se réunir à Strasbourg (en liaison avec une session de l'Assemblée Parlementaire européenne, comme les 18 et 19 mars) ou exceptionnellement à Paris comme le 17 février.

Dès la première séance est prévue la possibilité pour des membres de l'administration de participer aux réunions de la Commission, d'y produire des rapports et memoranda. Jules Guéron est ainsi souvent présent,

---

[1]Conservés à Florence, les PV des 39 réunions de l'année 1958 comptent 472 pages dactylographiées. Seules les dix premières réunions sont analysées rapidement ici (171p). Les problèmes de sécurité, de normes et d'approvisionnement ne sont pas envisagés.

[2]Enrico Medi est le vice-président de la Commission.

[3]Une objection soulevée par le chef de cabinet de Louis Armand, M. Gojat quant à la possibilité d'approuver le PV de la quatrième réunion en l'absence du Président est rejetée lors de la cinquième réunion.

chaque fois qu'il est question de recherche. Cette possibilité est élargie dès le mois de mars.

Une grande partie des réunions est consacrée à la mise en place pratique de l'institution: définitions de tâches, du statut ou du profil du personnel à recruter, problèmes de locaux à Bruxelles et dans les capitales européennes, voire aux Etats-Unis, partage de certains services avec les autres Commissions européennes. Des quotas nationaux sont prédéfinis, suivant en général la clé des 25% (Allemagne, Italie, France, Bénélux).

Les commissaires italien et belge, tous deux d'anciens professeurs, se chargent des problèmes de recherche et de développement, de la diffusion des connaissances et des brevets. Ils sont assistés par Jules Guéron, qui fait fonction de collaborateur "en attendant qu'une décision soit prise quant aux fonctions à lui attribuer" [1].

L'urgence est dans la définition plus précise du contenu du programme de recherche prévu dans ses grandes lignes par le traité et dans la mise en place de l'organisation administrative. Dès la troisième réunion est fixée la hiérarchie des services: au sommet, le Secrétariat administratif, puis la Direction de la Recherche et de l'Enseignement, enfin la Direction de l'industrie, de l'économie et du marché Commun nucléaire. Un premier

1 17/2/1958 (2), p.8. Il devient Directeur de la Recherche et de l'Enseignement

schéma d'organisation est présenté par Medi. Dès mars 1958 les grandes lignes du programme de recherche sont en place.

Mais il est décidé de ne pas recruter trop vite de scientifiques et de les employer dans un premier temps au coup par coup. La Commission est désireuse d'attendre un peu pour pouvoir attirer les meilleurs éléments.

Un premier échange de vues sur les problèmes de la recherche a lieu lors de la 10ème réunion: il y est constaté qu'il est trop tôt pour envisager la création d'un CCR et qu'il faut dépenser les premières tranches des crédits de recherche par des contrats signés avec les centres nationaux existants. Jules Guéron propose d'intégrer dans les réacteurs prototypes Euratom les réacteurs rapides expérimentés par la France.

Une collaboration avec les autres organisations atomiques est envisagée: ainsi avec l'OECE dans ses projets d'usine Eurochemic et de réacteur de Halden en Norvège. La Commission critique cependant la hâte avec laquelle le COREPER pousse à la collaboration et oppose aux motivations "politiques" des représentants permanents la nécessité de réaliser une "étude technique sérieuse"[1]. Celle-ci est confiée à Jules Guéron, qui se prononce lors de la 9ème réunion pour la participation au projet.

---

[1]ibidem p11

Est également mis en place le dispositif de collecte de l'information nécessaire à la rédaction du rapport sur la situation des industries nucléaires dans la Communauté. Le souci de la Commission est d'associer le plus possible les Etats membres à l'enquête, et d'éviter par là , sur la suggestion de Guéron, le sentiment d'inquisition qui pourrait se développer.

La Commission collabore aussi à la constitution du Comité Scientifique et Technique (CST), qui doit être nommé par le Conseil. Elle propose des critères de sélection: règle des 25%, partage équitable entre scientifiques et techniciens et recherche des personnalités. En mars le CST est constitué: le Conseil a suivi les suggestions de la Commission.

Il n'en va pas de même pour la désignation des membres du Conseil Economique et Social commun à la CEEA et à la CEE. La Commission envoie ses recommandations au Président du Conseil de la CEEA, M. Motz, lors de la 4ème réunion. C'est avec une certaine aigreur qu'est faite la constatation du non-respect de ces avis, lors de la 9ème réunion.

Les tensions, ou du moins une certaine méfiance vis-à vis du Conseil, s'expriment également par un autre canal. Lors de la quatrième réunion, on envisage les moyens de faire connaître la position de la Commission en cas de décision du Conseil qui ne suivrait pas ses propositions. La même inquiétude est répétée lors de la 6ème réunion.

Les relations avec les Etats-Unis occupent une place centrale dans les débats de ces quatre premiers mois. Dès le 18 février 1958 la Commission rencontre l'ambassadeur américain accrédité auprès des Communautés. Il s'agit de conclure un traité de coopération. Les deux parties semblent pressées.

L'ambassadeur américain présente "des suggestions" ayant recueilli l'accord de l'Atomic Energy Commission, du Secrétariat d'Etat et du Président Eisenhower. La construction en commun d'un réacteur de puissance sur le sol européen et l'achat de combustible trouveraient des conditions de financement très favorables. Le retraitement pourrait se faire aux Etats-Unis mais aussi à Mol. L'ambassadeur n'envisage pour les réacteurs que la technologie PWR ou BWR. Les membres de la Commission n'y trouvent rien à redire.

Il faut attendre la 9ème réunion pour que soit fait état d'un voeu de l'Italie, qui désire une modification du texte du mémorandum préparatoire au traité, permettant le développement éventuel d'autres filières.

Au début du mois de mars la Commission envoie M. Kohnstamm, conseiller spécial du Président aux Etats-Unis pour examiner les conditions dans lesquelles un traité de coopération pourrait être signé. Un groupe de travail mixte se met en place. Au cours du mois de mars les membres européens du Comité mixte obtiennent la reconnaissance du principe de délégation à Euratom du contrôle d'usage sur les matières fissiles importées.

Un "memorandum of understanding" et un projet de traité sont présentés début avril, lors de la 8ème réunion. Ils contiennent un

programme décennal de recherche développement de 200 M $, financés à équivalence par les deux parties.

Les Etats nationaux sont discrets dans les 10 premiers PV. La France joue le jeu du traité: en mars 1958 le gouvernement demande pour le CEA l'autorisation de vendre 500 kg d'uranium à la Société des Minerais et métaux, destinés à l'industrie du verre et de la céramique. La Commission lui donne son accord. La correspondance est annexée au PV.

Conclusion:

L'examen des premiers PV permet de dégager certaines caractéristiques du travail de la Commission.

Les premiers mois d'existence de l'institution mettent en évidence la place importante de la recherche et de l'enseignement dans les activités d'Euratom.

Ils confirment la place centrale des relations avec les Etats-Unis dans les débuts d'Euratom. La Commission entend avoir l'initiative dans les négociations bilatérales engagées avec les Etats-Unis, qui s'avèrent être dès le départ des soutiens actifs mais exigeants.

Ils montrent aussi que la Commission tente de jouer son rôle de proposition à l'égard du Conseil, avec des succès variables. Les relations avec les autres instances exécutives de la CEEA, Conseil et COREPER, apparaissent dès le commencement parfois tendues. La Commission incarne le jeu de l'expertise technique face aux "politiques" du COREPER.

Enfin dans ces premiers mois, les Etats restent discrets: la France, en particulier, respecte les clauses du traité.

Quatrième essai: Etienne Hirsch, second Président de la Commission de la CEEA.

Notice biographique[1].

Etienne Hirsch est un des "modernisateurs" de l'économie française. Ingénieur dans l'industrie chimique, il participe à la Résistance, organise aux côtés de Jean Monnet la Planification, la Reconstruction économique et l'intégration européenne.

I. Avant Euratom: 1901-1959.

A. Les années de formation

Etienne Hirsch est né à Paris le 24 janvier 1901. Son père, originaire de Jülich en Allemagne, était banquier en valeurs à la Bourse de Paris. Sa mère appartenait à une famille d'origine autrichienne, établie à Paris sous le Second Empire.

Après des études au Lycée Carnot, puis au Lycée Saint-Louis, il est reçu en 1919 à l'Ecole des Mines de Paris.

Parallèlement à sa scolarité aux Mines, il fréquenta la Sorbonne où il passa une licence de Physique-Chimie et suivit quelques cours sur la théorie de la relativité restreinte donnés par Langevin au Collège de France.

[1] La présente notice se fonde sur le recueil de souvenir "Ainsi va la vie". Lausanne. 1988, et sur un entretien réalisé le 26 juin 1989.

Après son service militaire, il chercha son premier emploi. La fréquentation de l'école des mines et de la Sorbonne le fit opter pour la recherche dans l'industrie (une filière peu usitée). Econduit chez la très catholique Saint-Gobain en raison de ses origines juives, il devint en 1924 ingénieur dans les laboratoires de recherche de la division chimique de Kuhlmann, à Levallois.

B. Etienne Hirsch chez Kuhlmann

Il demeura au service de cette entreprise jusqu'en 1940.

Il y mena avec succès un programme de recherche appliquée sur la fabrication du méthanol de synthèse, noua des relations d'amitié avec le directeur général de la division chimique, Raymond Berr.

Confrontée aux difficultés d'installation d'une unité de fabrication d'ammoniaque de synthèse, la société le charge de diriger l'usine le temps de mettre en place le procédé. Au bout de trois mois il est appelé au siège social, où il devient responsable du développement des fabrications nouvelles et de la création des laboratoires de recherche de plusieurs usines du groupe.

Ce fut au cours de la négociation de la Convention internationale de l'Azote, (où il était chargé, pendant la crise économique mondiale, de défendre les intérêts de la société), qu'il prit goût

aux activités internationales. Ce fut pour lui un "jeu subtil et excitant" [1] et une étape importante pour sa carrière future : "Ma participation aux péripéties du Cartel de l'Azote a été pour moi une source précieuse de documentation de première main sur la mentalité et le comportement des industriels européens. Elle m'a été précieuse pour mes relations avec le milieu industriel au Commissariat du Plan, puis pour la préparation du traité charbon-acier, et aussi à l'Euratom" [2].

Vers 1936 il devient administrateur délégué d'une filiale commune de Kuhlmann et d'Ethyl Gazoline Corporation[3], chargée de la fabrication de plomb tétraéthyle (antidétonnant pour carburant), dont l'usine de Paimboeuf était destinée à travailler pour la défense nationale.

Il effectue en janvier-février 1939 un voyage aux Etats-Unis qui le convainct de la supériorité de la gestion à l'américaine.

C. Pendant la Seconde Guerre mondiale

En septembre 1939 il est affecté spécial chez Kuhlmann et participe à l'effort industriel de guerre: il est chargé de la mise

[1] p.44
[2] p.46
[3] Filiale commune de GNC, Dupont de Nemours...

en route d'usines de produits chimiques stratégiques (acide sulfurique concentré, ammoniac, acide urique).

Quelques jours avant l'arrivée des Allemands à Paris, il se replie à Paimboeuf, entend l'appel du 18 juin et décide de rejoindre Londres. Il s'y rend en compagnie de son beau-frère Jules Guéron. Devenu, sous le nom d'Henri Bernard, Directeur Adjoint du Service de l'Armement, il négocie avec les gouvernements britanniques et bientôt américains. Il participe également au Comité interallié sur les besoins d'après-guerre, dans le groupe de travail chargé des transports intérieurs et de la chimie.

Après le débarquement d'Afrique du Nord, il se rend à Alger où il fait la connaissance, décisive pour lui, de Jean Monnet: "De Gaulle m'avait impressionné; ici j'étais séduit"[1] . Cette séduction est réciproque et le responsable de l'Armement et du Ravitaillement dans le Comité de Libération Nationale le prend comme collaborateur. C'est le début d'une longue amitié.

Etienne Hirsch est d'abord chargé de "prévoir, négocier et organiser les approvisionnements de toute nature qui seraient nécessaires à la France lors de la Libération". En février 1944, il rejoint Monnet (parti quatre mois plus tôt aux Etats-Unis) et l'aide à faire le bilan des besoins pour définir l'aide américaine. Il revient ensuite à Londres mettre au point les opérations de ravitaillement des troupes du débarquement et veiller à leur éxécution.

---

[1] p.75

Après la libération de Paris il s'occupe au Louvre de la fourniture et de l'acheminement des produits de première nécessité. Il repart ensuite à Londres où il préside le Conseil français des approvisionnements (Jean Monnet dirigeait l'équivalent américain).

Il est démobilisé en octobre 1945. La guerre fut pour lui très cruelle: ses parents, sa soeur, quatre de ses neveux, son beau-père et son beau-frère disparurent en effet dans les déportations antisémites. Le souvenir de ces épreuves renforcèrent ses convictions européennes: seule une union des pays européens pourrait empècher le renouvellement de pareille tragédie.

D. L'aventure du Plan 1946-1959

Etienne Hirsch rejoint Kuhlman où règne une atmosphère pesante: son ancien patron a été déporté lui aussi et l'épuration est pour le moins tardive. Il accepte donc d'autant plus facilement la proposition que lui fait Monnet de l'entraîner dans l'aventure du Plan.

Il est avec Monnet et Marjolin un des rédacteurs des "Propositions au sujet du plan de modernisation et d'équipement" et met sur pied les "Commissions de modernisation". Il reste13 ans au Plan, où il succéde en 1952 à Monnet, parti présidé la Haute Autorité de la CECA.

Son expérience internationale et ses responsabilités au Plan l'amènent à participer à la mise en place de l'OECE. Son amitié avec Monnet en fait un "Européen" convaincu .

Il rédige avec Monnet et Uri un memorandum et un projet de déclaration amorçant le Plan Schuman. Il participe à l'élaboration du traité de la CECA, en s'occupant des questions techniques et en organisant le dialogue avec les représentants patronaux. Lors des négociations sur la CED il préside la Commission des Armements. En tant que Commissaire au Plan il participe à partir de 1955 au travaux du Comité Scientifique du CEA.

II. Etienne Hirsch Président de la Commission d'Euratom: janvier 1959-décembre 1961

A. La nomination d'Etienne Hirsch à Euratom

La nomination d'Etienne Hirsch à la présidence d'Euratom est liée à la maladie de Louis Armand[1] et à la nécessité de lui trouver un successeur efficace. Jean Monnet, qui attache depuis Messine une importance particulière à Euratom, propose le nom d'Etienne Hirsch à Guy Mollet qui, pendant cette période de passage de la IV°

---

[1]Deux ouvrages récents sont parus sur Louis Armand:
Louis Armand, 40 ans au service des hommes, rédigé sous l'égide l'Association des Amis de Louis Armand, sise à l'Union Internationale des Chemins de Fer, Paris, 1986.
Henri Tessier du Cros: Louis Armand, visionnaire de la modernité, Paris, 1987.

à la V° République, assurait l'intérim du Ministère des Affaires étrangères.

Contacté, Etienne Hirsch met trois conditions à son acceptation: choisir son successeur au Plan, obtenir la collation de la Légion d'Honneur pour un de ses adjoints, avoir l'assurance de la collaboration de Pierre Guillaumat, qui quitte à ce moment l'Administration Générale du CEA pour devenir Ministre de la Défense. Jean Massé lui succède au Plan, Jean Vergeot est décoré, Pierre Guillaumat lui donne l'assurance de son appui.

Etienne Hirsch est cependant conscient des difficultés qui l'attendent, en particulier auprès du général de Gaulle et de Michel Debré[1].

Le premier considère que l'organisation est surtout profitable aux pays autres que la France, qui "n'ayant rien fait par eux-mêmes, voudraient que les crédits du budget commun servent à leur procurer ce qui leur manque en passant des commandes aux fournisseurs américains"[2].

Par ailleurs, même si Hirsch avait rejoint de Gaulle dès 1940 à Londres, leurs relations n'ont jamais été excellentes. Ces mauvais rapports s'expliquent par des différences de caractère et de comportement, mais aussi, et surtout, par leurs conceptions

[1] Voir aussi les mémoires de M. Couve de Murville: Affaires étrangères, Paris, 1971.
[2] Ch. de Gaulle: Mémoires d'espoir, Le Renouveau 1958-1962, Paris 1970, p.197

radicalement opposées de l'Europe. On sait l'hostilité de de Gaulle à toute " supranationalité" . Si le Président de la République est conscient des obligations internationales nées de la signature, antérieure à son entrée en fonction, du Traité de Rome, il s'est efforcé pendant toute la durée de ses mandats d'en infléchir le fonctionnement. De Gaulle déteste les "Eurocrates". Pour lui les Français travaillant dans les organisations internationales doivent défendre l'intérêt national et pour cela être de simples courroies de transmission des désirs du gouvernement. Ne tenant pas leur pouvoir de l'élection ils ne sauraient avoir de rôle politique[1]

Quant à Michel Debré, il s'est dès l'époque de Messine montré hostile à Euratom, dans lequel il voit un cheval de Troie des Etats-Unis, obstacle à l'indépendance nationale[2]. Devenu premier Ministre, il ne cache pas son désir de voir renégocier le traité. Sa première entrevue avec le nouveau Président de la Commission fut froide.

Or, Hirsch est un "Européen convaincu". Il est persuadé qu'étant donnée l'avance nucléaire de la France, "l'Europe nucléaire serait française, si la France n'y cherchait pas un avantage particulier, ni de prestige, ni matériel"[3].

---

1 L'idée est largement développée dans le chapitre des Mémoires de Maurice Couve de Murville consacré à l'Europe

2 C'est sur ce point qu'il envoie à la Commission dès mars 1958 la première question écrite qu'elle ait reçue.

3 Entretien avec E. Hirsch.

B. L'action d'Etienne Hirsch à Euratom

Etienne Hirsch entre en fonction en janvier 1959. Son mandat, complémentaire de celui de Louis Armand, est d'une durée de trois ans.

1. L'installation à la présidence d'Euratom

Avec Hirsch arrive à la Commission un vrai Président. Contrairement à Louis Armand, il décide s'installer à Bruxelles, pour être plus près de la Commission.

Le premier contact du nouveau Président avec l'organisation est un petit choc culturel: "L'état d'esprit et les méthodes étaient très différentes du Plan, et de mes habitudes"[1]. Il s'efforce donc tout d'abord de modifier quelque peu le fonctionnement de l'administration.

Pendant l'absence de Louis Armand[2], les quatre autres membres de la Commission s'étaient répartis les tâches. L'administration était pléthorique[3], "chacun voulant avoir le plus possible de personnes sous ses ordres". Les attributions de postes s'étaient

---

1 ibidem

2 Louis Armand n'a participé qu'à 11 des 39 réunions de la Commission pour l'année 1958. Il disparaît de mars à mai, et et ne revient plus après septembre. (PV des réunions de la Commission).

3 Entretien: "600 personnes, alors qu'aucune activité de recherche n'avait commencé"

faites suivant des critères parfois différents de la compétence, selon des dosages nationaux subtils ou le pur népotisme.

Hirsch reçoit d'abord personnellement chacun de ses collègues, bloque temporairement les recrutements, remplace certaines personnes incapables ou les "met au placard", supprime le "protocole impeccable " qui règle les réunions de la Commission[1], systématise la présence de membres de l'administration aux réunions de la Commission pour mieux faire passer les décisions, installe sur place une cuisine, comme au Plan.

Pour asseoir son autorité vis-à-vis du Conseil, il demande à prêter serment avec ses collègues devant la Cour de Justice[2]; il s'engage à ne pas accepter d'instructions des gouvernements, formalité prévue par le traité mais demeurée inappliquée. Il se présente ensuite successivement aux différents chefs de gouvernements.

2. Les objectifs d'Etienne Hirsch

Hirsch à la Présidence de la Commission poursuit deux buts: "assurer dans les meilleures conditions la compétence nucléaire de l'Europe et son indépendance énergétique. Faire progresser l'esprit européen et l'efficacité des institutions européennes".

---

1 "Je m'appelle Etienne". Il supprime aussi l'usage exclusif par les membres de la Commission d'un des trois ascenseurs sur les trois que compte le siège bruxellois d'Euratom, rue Belliard.

2 Il regrette d'avoir eu à cette époque "l'esprit de l'escalier", en ne tentant pas de s'appuyer aussi sur le Parlement. Entretien.

Le premier objectif s'était manifesté avant même le départ de Hirsch à Bruxelles. Au cours d'un déjeuner avec son beau-frère Jules Guéron, qui s'occupe depuis un an de la Recherche et de l'Enseignement à la CEEA,et avec Francis Perrin, il avait discuté des formes de collaboration sur la filière des réacteurs à neutrons rapides et de la possibilité "d'européïser" le Centre de Recherches Nucléaires de Grenoble.

Sous le mandat d'Etienne Hirsch, Euratom poursuit son développement et tente de concrétiser les actions prévues par le traité. Devant l'effondrement des perspectives envisagées au départ en matière de production d'énergie, l'institution réoriente ses objectifs vers la recherche et l'enseignement. Le traité de 1958 avec les Etats-Unis est appliqué, un autre avec le Canada est signé. Les travaux de la centrale franco-belge d'expérimentation de la filière américaine de Chooz démarrent. Ispra devient centre commun de recherches et les premiers programmes y débutent, orientés vers le développement d'une filière originale, ORGEL (modérateur à eau lourde, refroidisseur organique).

Le virage vers la recherche est bien entendu facilité par les excellentes relations personnelles existant entre le Président et le Directeur Général de la Recherche et de l'Enseignement. Le bureau central de mesures nucléaires de Mol est installé et

équipé, l'Institut des transuraniens de Karlsruhe est en construction, l'européïsation du centre néerlandais de Petten est en bonne voie. Conformément au traité, Euratom définit des normes de sécurité, centralise l'information technique et économique. L'Agence d'Approvisionnement entre en fonction en 1960. Un comité prépare le projet d'Université Européenne.

Du point de vue politique, la Commission tente de se faire reconnaître comme l'exécutif à part entière de la CEEA. Etienne Hirsch défend une conception active de son rôle, appuyée sur l'application stricte du Traité. Celui-ci stipule en particulier l'indépendance des membres de la Commission par rapport aux Etats dont ils sont citoyens. La Commission doit incarner l'intérêt communautaire.

Elle peut compter sur l'appui des Etats-Unis. Les présidents des trois Communautés, invités en 1959 aux Etats-Unis sont logés comme des chefs d'Etat à Blair House. Hirsch appuie Hallstein et Finet, les présidents des commissions de la CEE et de la CECA, pour que la communauté soit représentée diplomatiquement. En vain cependant.

C'est Hirsch qui lance devant le Parlement Européen, au nom de ses collègues, l'idée d'une fusion des Commissions, afin d'en accentuer le poids et de permettre la mise en place d'une

véritable politique énergétique commune[1]. La proposition est développée par un juriste d'Euratom, Vogelaar, qui la fait accepter par le gouvernement néerlandais. Celui-ci la défend en Conseil. Euratom est ainsi à l'origine du mouvement qui aboutit au traité de fusion de 1965, appliqué en 1967.

La Commission exerce d'autre part une pression permanente sur le Conseil pour obtenir de lui des décisions prises à la majorité et non à l'unanimité. Hirsch obtient très temporairement grâce à ses liens avec Adenauer que deux membres de la Commission soient présents aux réunions préparatoires du Conseil. Au COREPER, il s'appuie sur le "lobby européen", représenté par l'Allemand Ophüls. Enfin la Commission joue au maximum son rôle de proposition et de suggestion dans un esprit d'indépendance.

C Hirsch et le gouvernement français

La conception défendue par Hirsch conduit rapidement le gouvernement français à entrer en conflit avec celui qu'elle considérait d'abord comme "son" représentant à la Commission. Le différend, symbolisé par l'affrontement entre de Gaulle et Hirsch qui culmine en 1961, cristallise bien les deux lectures possibles de l'intégration: association des nations d'Europe ou étape vers les

1 Des structures de coordination sur ce thème avaient été mises en place, mais sans beaucoup de résultats réels, sauf la rédaction de memoranda.

"Etats-Unis d'Europe". Il en marque l'incompatibilité, bien avant l'épisode plus connu de la " politique de la chaise vide" et du "compromis du Luxembourg" (juin 1964-janvier 1965).

Dans son action, Etienne Hirsch estime qu'il a surtout été contré par la France, où l'hostilité politique du gouvernement à toute esquisse de pouvoir "supranational" était relayée par l'opposition technique du CEA, soucieux de "garder pour lui" son avance, et de "ne faire faire aux autres que ce qui ne vous intéresse pas"[1]. Bien que le CEA ait participé à un certain nombre d'actions et bénéficié de certains contrats Euratom, la France a refusé "d'européïser" le Centre de Grenoble (l'internationalisation du centre se fera sur une base bilatérale franco-allemande) et contré les projets d'école et d'université européennes[2].

Cette hostilité gouvernementale est relayée au niveau institutionnel par le représentant français au COREPER. Elle s'exprime aussi par le refus de la France de se soumettre au contrôle de sécurité et d'usage prévu par le traité. La Commission finit par envisager de mettre en demeure le gouvernement français. La non-application du contrôle risque en effet de saper la crédibilité de l'organisation aux yeux des Etats-Unis, qui ont accepté de transférer leur droit d'inspection sur les matières fissiles qu'ils ont vendues à la CEEA.

---

1 Entretien. Réponse à une question évoquant le discours de Francis Perrin devant l'Assemblée Nationale en 1956, où ce dernier invoquait la logique de coopération européenne comme étant " de faire faire en commun ce que l'on ne peut pas faire tout seul"

2Entretien. "Le gouvernement français estimait que la collation du titre de Docteur était un privilège régalien: c'est inoui n'est-ce pas? "

C'est la raison qui pousse Etienne Hirsch à demander audience à de Gaulle. La rencontre a lieu le 17 mars 1961. Etienne Hirsch publie dans ses mémoires "les notes sur cet entretien de 40 minutes qu' [il a] consignées dès [s]a sortie du bureau"[1]. Ces notes dont Hirsch ne peut "assurer l'exactitude du texte", mais "celle de la signification", constituent un beau "morceau choisi" illustrant l'antagonisme profond des conceptions des deux hommes en matière européenne[2]. Au Conseil des Ministres suivant, de Gaulle aurait demandé que l'on ne renouvelle pas le mandat de Hirsch qui vient à expiration en fin d'année.

Etienne Hirsch "ne cherchant pas à faire une carrière de fonctionnaire"[3] (même au Plan il était resté, comme Jean Monnet d'ailleurs, contractuel) n'est pas obsédé par un point de chute, qui aurait probablement été un placard doré. Il refuse qu'on puisse croire qu'il ait démissionné. Ayant déjà à plusieurs reprises senti que son mandat ne serait pas renouvelé[4], il en sollicite - par provocation - dans une lettre à Maurice Couve de Murville la reconduction. Comme prévu, celle-ci ne lui est pas accordée.

Etienne Hirsch quitta Euratom au 31 décembre 1961 après avoir prononcé un discours d'adieu devant le Parlement européen, où il

---

1 op. cit. p168-170.
2 Il est reproduit ci-après en annexe p 137-138
3 Entretien
4 Il avait fait prévoir une clause spéciale de résiliation pour le bail de son appartement bruxellois dès son entrée dans les lieux. "Ainsi va la vie"

rappelle ses convictions. Il fut le seul membre de la Commission à ne pas avoir été renouvelé dans ses fonctions.

C'est encore un Français, grand commis de l'Etat[1], Pierre Chatenet, qui lui succéda à la tête d'Euratom. Avec lui la Commission cessa "d'être" la force d'entraînement d'une politique européenne générale" pour se "concentrer sur les problèmes pratiques" [2].

III. Etienne Hirsch après Euratom: Militant européen et conseiller pour le développement du Tiers Monde.

Il fut alors chargé de nombreuses missions dans les pays du Tiers monde, en particulier en Amérique Latine et en Iran, pour des Organisations internationales, gouvernementales ou non, des bureaux d'études ou encore pour le Ministère des Affaires étrangères. Ces voyages avaient en général pour but d'aider à la mise en place des structures et mécanismes de planification dans ces pays. Il en a retiré le sentiment " d'avoir labouré la mer", des convulsions politiques venant en général annihiler tous ses efforts.

---

1 Il avait été ministre de l'Intérieur en 1959 après de longues années passées dans la diplomatie, notamment auprès de l'ONU et de l'OTAN.

2 C'est l'expression employée par "Die Atomwirtschaft". 1962. p405. dans le portrait qu'elle consacre à P. Chatenet dans sa rubrique "Männer rund um das Atom".

Il continua parallèlement à militer dans les mouvements européens. Participant depuis 1955 au Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, il adhèra en 1961 au Club Jean Moulin, succèda en 1962 à Henri Frenay comme président du Mouvement Fédéraliste Européen, puis de l'union des Fédéralistes Européens, poste qu'il garda pendant 15 ans.

Il prit très tôt position pour l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun, marqua publiquement son opposition à la force nucléaire stratégique, fut chargé du Plan dans le "shadow cabinet" de Mitterrand, participa à partir de 1969 à l'éphémère association pour le mouvement réformateur, aux côtés d'Abelin, Chandernagor, Pisani, Uri, Beuve-Méry.

Il s'est retiré de la vie publique en 1978.

ANNEXE. NOTES PRISES PAR E. HIRSCH 17 MARS 1961 137

(cf p. 134)

H = E. HIRSCH
G = DE GAULLE.

(Je puis assurer l'exactitude de la signification, mais non celle du texte même qui est, bien entendu, abrégé.)

H. Je vous remercie d'avoir accepté de me recevoir et de me consacrer un peu de votre temps.

G. C'est moi qui tenais à avoir un entretien avec vous. Je voudrais vous parler de votre correspondance avec le CEA et des questions que vous leur avez posées.

H. Nous entretenons des relations fort diverses avec le CEA, mais je pense que votre question a trait au contrôle de sécurité.

G. C'est bien cela. La France n'est pas disposée à donner des informations sur les questions intéressant la Défense nationale à qui que ce soit, et notamment pas à l'Euratom.

H. Les informations demandées sont expressément prévues par le Traité, et la Commission a la responsabilité de veiller à l'exécution du Traité.

G. Ce Traité n'a pas été fait par moi...

H. Par moi non plus.

G. J'ai accepté ce Traité, ces Traités, et je ne reviens pas là-dessus. Mais il faut se rendre compte que, depuis, les circonstances ont changé. La France maintenant s'est engagée dans un grand programme de fabrication d'armes atomiques et doit conserver pour elle les secrets intéressant sa défense.

H. Je pense qu'il serait facile de s'entendre sur les dispositions à prendre pour que le secret soit sauvegardé. Au surplus, les informations que vous devez communiquer peuvent être établies avec une précision suffisante par tout bon expert.

G. Sachez que vous ne recevrez pas les informations que vous avez demandées.

H. La Commission appliquera les dispositions prévues par le Traité dans un tel cas.

G. Un Etat ne peut pas exécuter un Traité lorsque c'est contraire à ses intérêts vitaux.

H. Estimez-vous qu'un magistrat peut se dispenser de sanctionner une infraction si le délinquant estime que la loi est contraire à ses intérêts vitaux?

G. Il est plus facile de changer un Traité que la loi.

H. Je crains fort que ce ne soit le contraire. Permettez-moi de rappeler l'entretien que ma Commission a eu avec Monsieur le Premier ministre il y a près de deux ans. M. Debré nous a dit que dans le Traité d'Euratom il y avait des dispositions qui, empiétant sur les souverainetés nationales, étaient inacceptables pour lui. La Commission lui ayant fait remarquer qu'elle devait appliquer toutes les dispositions du Traité, sans exception, M. Debré nous a dit qu'il ferait étudier les révisions à apporter au Traité. En l'absence de toute révision, dont le mécanisme est d'ailleurs expressément prévu par le Traité, la Commission ne peut que l'exécuter tel qu'il est. Quoi qu'il en soit, même si votre position ne nous satisfait pas, elle me paraît plus conforme à la dignité de la France que celle qui consiste à laisser nos démarches et nos lettres sans réponse.

G. La France est seule juge de la dignité de la France.

169

Je voudrais maintenant avoir votre opinion sur ce que l'on appelle la fusion des Exécutifs. Je n'aime d'ailleurs pas ce terme d'Exécutifs. Les Exécutifs sont les gouvernements.

H. Disons la substitution d'une Commission unique aux deux Commissions et à la Haute Autorité. J'en suis un partisan convaincu.

(Exposé des raisons d'efficacité et de rationalisation, il était naturel et nécessaire d'avoir trois organes distincts pour le démarrage, il est temps maintenant de n'en avoir plus qu'un.)

G. Je comprends que l'on fasse reprendre maintenant par le Marché commun les fonctions relatives au charbon et à l'acier. Lorsque Monnet et Schuman ont fait l'affaire de la CECA, c'était purement et simplement pour rendre à l'Allemagne son charbon et son acier. Il fallait le faire, c'est fait et maintenant la soi-disant Haute Autorité n'a plus rien à faire. Seuls les gouvernements peuvent régler les problèmes. N'est-ce pas le Gouvernement belge qui règle les problèmes du charbon belge?

H. J'aurais beaucoup à dire pour contester cette thèse. On a quand même réussi à établir une libre circulation du charbon et de l'acier, et cela a permis, sur la base de ce précédent, de faire ensuite le Marché commun général.

G. Mais, en ce qui concerne l'Euratom, il me semble que cela doit rester séparé. Votre tâche est d'une nature toute différente de celle du Marché commun.

H. Certes, mais les développements essentiels sont dans le domaine de l'énergie où il est indispensable d'avoir une unité de politique. Nous avons aussi des problèmes de relations extérieures, de finances, qui doivent relever d'une politique commune.

G. Etes-vous satisfaits d'être installés à Bruxelles?

H. Bruxelles est la seule capitale où il n'y ait pas de problème de logement. Nous sommes bien installés. Les communications sont rapides et faciles avec tous les Pays membres, sauf avec l'Italie. Ce qui nous gêne le plus est le fait que l'Assemblée siège à Strasbourg.

G. Quelle est l'activité de l'Euratom et quelle est son utilité?

H. (Exposé de notre activité. Indication de son importance en raison des perspectives sur 20 ans et de la nécessité de familiariser les industries de la Communauté avec les exigences des techniques nucléaires, exigences qui conduisent à des progrès dans tous les domaines d'activité.)

G. Qu'est-ce que l'action propre d'Euratom apporte comme avantage?

H. Nous permettons des développements qui sans nous seraient difficiles. Le CEA reconnaît par exemple que, indépendamment de notre contribution financière, le fait de mettre à sa disposition, dans le cadre de notre association pour la fusion thermonucléaire, une équipe européenne de chercheurs et d'ingénieurs permet des développements qui autrement seraient irréalisables. La mise en commun de résultats obtenus dans les divers centres et contrats bénéficie à tout le monde. Nous instituons et développons des contacts et des collaborations entre les industries de la Communauté (exemple des contrats Essor).

G. L'Allemagne fait-elle des efforts substantiels dans le domaine atomique?

H. L'Allemagne a un retard important, mais elle possède des firmes industrielles disposant d'un potentiel de recherches puissant. Pour le moment, l'effort atomique français, dans le domaine pacifique, représente certainement encore plus que le total

de celui des autres pays. Toutefois, tous les pays apportent une contribution équilibrée à notre action, par le concours de leurs centres de recherches, de leurs industries et des savants et ingénieurs que nous recrutons.

G. Les Etats-Unis n'exercent-ils pas une influence prépondérante sur Euratom?

H. Avant la mise en place d'Euratom, ceux que l'on a appelés les trois sages, dont Armand était le participant français, avaient conclu, compte tenu de la situation de l'époque, qu'il était urgent pour l'Europe de réaliser un grand programme de centrales nucléaires. C'est dans ces conditions qu'un accord a été conclu avec les Etats-Unis, car seul leur concours permettait de réaliser un tel programme. Entre-temps les conditions ont changé; nous avons intérêt à réaliser un nombre limité de centrales pour familiariser les industriels avec ce qu'il y a de particulier dans les techniques américaines. Actuellement, cet accord ne correspond qu'à une très faible partie de notre activité, mais nous considérons qu'il est de l'intérêt de la Communauté de maintenir sur pied d'égalité des relations étroites et des échanges mutuels non seulement avec les Etats-Unis, mais aussi avec le Canada et la Grande-Bretagne.

G. Je reste favorable à une coopération intergouvernementale pour les recherches et les développements industriels par l'entremise d'Euratom.

J'approuve aussi le Marché commun. Il est conforme aux intérêts de la France. C'est un traité de commerce et rien de plus, n'en déplaise à ceux qui prétendent autre chose. Seuls les gouvernements peuvent décider de ce qui touche les intérêts vitaux de leurs pays. Ce n'est par exemple pas à Bruxelles que l'on peut décider la politique agricole.

H. Les Traités prévoient que certaines décisions sont prises à l'unanimité. Mais même dans ces cas, il y a un mécanisme d'étude et de préparation des décisions. N'est-il pas utile de disposer d'un organe, la Commission, dont personne ne conteste l'objectivité?

G. C'est à voir.

H. Je n'ai jamais entendu mettre en doute cette objectivité, et suis convaincu que des discussions entre gouvernements, sans qu'il y ait à la base des propositions concrètes inspirées par le seul intérêt commun, sont vouées à l'insuccès.

G. Je répète que je suis partisan de la coopération entre les gouvernements. Nous ne sommes plus à l'époque où M. Monnet commandait.

H. Vous savez bien que M. Monnet n'a jamais disposé d'un pouvoir autre que celui de la persuasion.

G. Je ne critique pas. C'était dans la nature des choses car, à l'époque, les Etats étaient faibles. La situation est changée. L'amélioration de la situation économique, puisque aujourd'hui c'est la source de la puissance, a fait que nous avons maintenant des Etats forts. Je souhaite une coopération entre les trois grands Etats.

H. (Signe de surprise.)

G. Vous n'allez pas me parler de la Belgique et des autres? Je dis donc que je souhaite cette coopération dans le domaine culturel, dans les affaires militaires. Mais il s'agit de coopération entre gouvernements qui restent souverains pour décider librement des questions vitales.

H. Ce qui est vital, n'est-ce pas, dans le monde actuel, une véritable union? Nous avons actuellement l'Allemagne d'Adenauer. Nous pouvons avoir demain une Allemagne toute différente, disons par exemple celle de M. Strauss. N'est-il pas vital pour nous tous, y compris pour l'Allemagne, de sceller définitivement son destin au nôtre

et de l'intégrer dans cette Europe de l'Ouest, ce qui était, et pas autre chose, le but final des Traités européens?

G. Nous ne pouvons pas aller contre la nature des choses.

H. Votre fatalisme m'effraie et me consterne.

G. Jamais un gouvernement ne laissera à d'autres le soin de décider lorsqu'il s'agit de décisions vitales.

EXTRAIT DE
"AINSI VA LA VIE" op. cit. p 169-172

Note technique sur les réacteurs nucléaires.

I. Le principe

Toutes les centrales nucléaires actuelles utilisent l'énergie produite par la fission.

A. La fission

Il s'agit de la cassure du noyau d'un atome lourd sous l'effet de la collision avec un neutron.

Cette cassure dégage de l'énergie, qui peut être récupérée et transformée en électricité. La cassure produit d'autres neutrons, qui entrent en collision avec d'autres noyaux; ainsi se réalise la réaction en chaîne. La réaction en chaîne contrôlée est à la base du fonctionnement des centrales.

B. Le combustible

On utilise comme "combustible" ou matériau fissile, de l'uranium, soit sous forme naturelle, soit sous forme enrichie.

L'uranium naturel est un mélange où l'on trouve 0,7% de l'isotope U-235, le reste étant composé d'isotope 238.

L'uranium enrichi est un matériau qui a subi une première transformation industrielle, appelée "enrichissement", ayant pour but d'augmenter la proportion en isotope 235.

C L'"enrichissement"

Cette opération peut se faire de différentes manières.

La première à apparaître fut la diffusion gazeuse. L'uranium est transformé en hexafluorure d'uranium gazeux et pompé à travers des membranes, ce qui permet, en raison de la différence de comportement du gaz d'U235 et du gaz d'U238, de les séparer. Ce processus est très délicat et très coûteux et ne peut se faire que sur une grande échelle.

Dès la fin des années cinquante, on envisage un autre procédé, celle de l'ultracentrifugation, mais qui ne connaît pas de réalisation avant les années 1970.

II Les différents types de réacteurs

L'installation dans laquelle a lieu la réaction en chaîne est le réacteur nucléaire. On distingue les réacteurs thermiques et les réacteurs rapides.

A. Les réacteurs thermiques

Les neutrons émis à haute vitesse par la réaction en chaîne sont, avant de percuter de nouveaux noyaux, ralentis grâce à un "modérateur". La faible vitesse des neutrons facilitent en effet la fission des noyaux d'uranium naturel ou faiblement enrichi.

Dans le cas de uranium naturel, on peut utiliser comme modérateur de l'eau lourde (D2O) ou du graphite. Pour l'uranium enrichi à 2 à 4%, on peut employer l'eau "légère"(H2O).

B. Les réacteurs rapides

Ils utilisent de l'uranium fortement enrichi ou du plutonium qui est un sous-produit de la fission de l'uranium et qui constitue un élément de base de la bombe atomique. Ceci explique l'importance militaire des réacteurs produisant du plutonium. Le link a donc une origine au moins partiellement technique.

Il n'y a pas de modérateur. Les neutrons rapides sont absorbés par le matériau radioactif (de l'U235 ou du thorium) qui entoure le coeur du réacteur.

Ces réacteurs produisent du plutonium 239 ou de l'uranium 233, qui sont aussi fissiles. On peut espérer par ce processus produire plus de combustible que l'on en a utilisé, d'où le nom de surrégénérateur que l'on donne parfois à ce type de réacteur .

III Les spécialisations des réacteurs

Les réacteurs peuvent être utilisés à plusieurs fins.

A. Ils servent à produire de la chaleur.

Celle-ci peut être ensuite transformée en électricité par des générateurs, en force mécanique comme dans les moteurs de bateaux ou encore en vapeur pour l'industrie chimique ou pour le dessalement de l'eau de mer. On emploie pour cela des réacteurs de forte puissance.

B. Ils sont utilisés aussi pour la production de radiations.

Le but est alors d'obtenir des radio-nuclides. On se sert alors de réacteurs à haut flux qui ont une faible puissance.

C. Enfin ils sont employés comme source d'émission de particules.

Cette opération s'effectue dans le cadre de laboratoires de recherche en physique des particules.

Il y a donc une spécialisation des réacteurs en fonction des besoins.

IV Les différents types de réacteurs de puissance

Les réacteurs de puissance destinés à produire de l'électricité, se subdivisent en plusieurs familles, en fonction de la nature du produit qui opère le "refroidissement", i.e. qui extrait la chaleur du réacteur.

A. Les réacteurs à eau légère

L'eau est à la fois modérateur et refroidisseur. Il y a deux variantes, à l'eau bouillante (Boiling Water Reactor ou BWR) ou à l'eau sous pression (Pressurized Water Reactor ou PWR).

Dans les deux cas, la technique est d'origine américaine: la première est liée à la technologie Westinghouse, la seconde à celle de la General Electric.

B. Les réacteurs à l'uranium naturel dits UNGG (filière française)

Le modérateur est du graphite et le refroidisseur du gaz (dioxyde de carbone ou hélium). La masse critique[1] est plus forte que dans la filière à l'uranium enrichi. On peut aussi utiliser comme modérateur et refroidisseur de l'eau lourde (cas de la filière canadienne CANDU[2]).

---

1 masse minimale de combustible nécessaire pour démarrer une réaction en chaîne

2 Canadian Deuterium Uranium

V Les réacteurs à haute température

A la fin des années cinquante se développent les travaux sur les réacteurs à haute température (au dessus de 540°), dérivés du réacteur gaz graphite, utilisant de l'U enrichi, intégrant des possibilités de surrégénération, utilisant du dioxyde de carbone ou de l'hélium comme refroidisseur: le réacteur Dragon ouvre cette voie.

Tous les réacteurs travaillent aussi comme convertisseurs, c'est- à -dire qu'ils produisent des matériaux fissiles, de l'U238 ou du plutonium, par exemple. D'autres sous-produits naissent de la réaction, qui ne sont pas tous utilisables, et en bout de chaîne la réaction produit des déchets.

CINQUIEME PARTIE: BIBLIOGRAPHIE COMPLEMENTAIRE

I. Généralités

II. Histoire de la France contemporaine

III. Histoire de la République Fédérale Allemande

IV. histoire des Communautés Européennes

1. Ouvrages de bibiographie
2. Dictionnaires
3. Archives et recueils
4. Histoire générale des Communautés
   a. Ouvrages et articles
   b Colloques
   c. Périodiques
5. Problématique de l'intégration
6. Droit européen

V Histoire et problématique de la Recherche et du Développement

1. Généralités
2. Etudes nationales
3. Monographies

VI. Histoire de l'énergie

VII. Histoire nucléaire

1. Ouvrages de bibliographie
2. Dictionnaires
3. Documents, témoignages
4. Ouvrages
5. Articles
6 Conférences et colloques
7. Périodiques
8. Institutions nucléaires autres qu'Euratom

VIII Physique nucléaire et technique nucléaire

1. Généralités
2. Economie de l'énergie nucléaire
3. Industrie nucleaire
4. Droit et administration du nucléaire

I.Généralités

Ouvrages de bibliographie ou chronique d'histoire contemporaine:

Historical abstracts part B: XX. century abstracts 1914-1988,(4 N° par an ; index au N° 4), Santa Barbara (Etats-Unis)

VOGELSANG (T.) ; AUERBAUCH (H.) ed. :
Bibliographie zur Zeitgeschichte 1955-1980 (3 vol.) ,
Münich,1982-1900 p.

SIEGLER (H. von) ed. :
Archiv der Gegenwart: annuaire , paraît depuis 1930; environ 1000 pages par an. Index des noms et des matières , Sankt Augustin, RFA ,
1930 sq

Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte: paraît depuis 1953; annuaire des articles et bibliographie 1953-1982 Münich(VfZ)

MENYESCH (D.) ; MANAC'H (B.) :
France-Allemagne: bibliographie 1963-1982,
(Saur V.), RFA, 1984

HARTMANN (P.C.) :
Archives, Bibliothèques et centres de documentation à Paris pour l'Histoire des XIX et XX. siècles,Munich,1978 136 p.

SORENSEN Vibeke :
Les Archives de l'Europe, France, 1987 (in XX. siècle,janvier-mars 1987)

Dictionnaire biographique contemporain

Who was who, T1 1897-1915, 2 16-28,3 29-40, 4 41-49, etc.
Cumulated Index 1981, Londres, 1981

Ouvrages généraux;

DROZ Bernard; ROWLEY Anthony :
Histoire générale du XXième siècle (en 4 volumes), 1100 p.

DUROSELLE (J.B.) :
Histoire diplomatique de 1919 à nos jours Paris,1974

LEON Pierre :
Histoire économique et sociale du monde: T5:Guerres et crises 1914-1947; T6: Le second XXième siècle depuis 1947,Paris,1977, 1250 p.

CIPOLLA (C.M.) :
Storia economica d'Europa (Fontana Economic History of Europe) vol. 5 et 6. Roma, 1976

NEME Jacques; Colette :
Organisations économiques internationales , 1972 482 p.

Vingt ans d'Histoire des Relations internationales (1), France, 1985

(in Relations internationales 41/printemps 1985).

STEIN Werner :
Kulturfahrplan: die wichtigsten Daten der Kulturgeschichte, R.F.A, 1978

Problématiques générales

ADAM (H.T.) :
Les organisations internationales spécialisées... contribution à la théorie générale des établissements publics internationaux , Vol. 2 Statuts de l'Agence d'approvisionnement, Paris, 1965 327 p.

ALLISON G.T. :
Essence of decision: explaining the Cuban missile crisis, Boston Etats-Unis,1971

BERGER (S.) :
Organizing interests in Western Europe, Cambridge Mass., 1981 426p.

BREITLING (R.) :
Die zentralen Begriffe der Verbandsforschung: "pressure groups, Interessengruppen, Verbände, (in Politische Vierteljahresschrift), 1960

ETZIONI (A.) :
Political unification. A comparative study of Leaders and Forces, New York, 1965

KAELBLE Hartmut :
Sozialgeschichte in Frankreich und der Bundesrepublik:Annales gegen historische SozialwissenschaftenR.F.A., 1987 (in Geschichte und Gesellschaft, 13(1987).

KRUMEICH Gerd :
Französische Arbeiten seit 1945 zur Deutschen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte im 19. und 20. Jahrhundert, R.F.A., 1986 (in Geschichte und Gesellschaft 12/1986).

SCHILLING W.R. :
The H. Bomb decision: how to decide without actually choosing, .1961

(in Political Science Quarterly, 76/1961).

Généralités sur l'histoire des sciences et des techniques

CARATINI (R.): L'année de la science, Paris 1989,580p.

GILLE Bertrand :Histoire des techniques, Paris, 1978, 1652 p.

LOCQUENEUX Robert :Histoire de la physique,France, 1987, 127 p.

ROSMORDUC Jean :Une histoire de la Physique et de la chimie, de Thalès à Einstein, France, 1985, 256 p.

Journaux, Revues et périodiques d'histoire contemporaine générale

XXième Siècle, revue d'Histoire: paraît depuis 1984.
Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte: paraît depuis 1953; annuaire des articles et bibliographie 1953-1982 Münich(VfZ)

Le Monde, depuis 1944 (fichier analytique 1944-1964 à la BDIC)
Frankfurter Allgemeine, depuis 1949

II. Histoire de la France contemporaine

Ouvrages

BECKER Jean-Jacques :
Histoire politique de la France depuis 1945,, 1988, 192 p.

BEDARIDA (F.); RIOUX J.P. ed. :
Pierre Mendès France et le Mendésisme, . 1985, 561 p.

BERSTEIN (S.):
La France 1958-1969: l'expansion, Paris, 1989.

BONIN (H.) :
Histoire économique de la IV. République (Economica).Paris 1987, 447 p.

BORNE Dominique :
Histoire de la société française depuis 1945, 1988, 192 p.

CARMOY (G. de) :
Les politiques étrangères de la France 1944-1966, Paris,1967

CARON (F.) :
Histoire économique de la France XIX.-XX. siècles (Colin) ,
Paris, 1981 320 p.

ECK Jean François :
Histoire de l'économie française depuis 1945, 1988 192 p.

GROSSER (A.) :
La politique extérieure de la V. RépubliqueParis,1965

GROSSER Alfred :
La IVième République et sa politique extérieure, Paris, 1972 p.

MENAGER (B.) et al. ed. :
Guy Mollet, un camarade en République: S Guillaume: Guy Mollet et l'Allemagne (481-498); P. Buffotot: Guy Mollet et la défense: du socialisme patriotique au socialisme atlantique (499-514), Lyon,1987

RIOUX Jean-Pierre :
La France de la Quatrième République:1.L'ardeur et la nécessité 1944-1952(1980); 2.L'expansion et l'impuissance 1952-1958(1983) (T.15

et 16 de la nouvelle histoire de la France contemporaine) ,1980, 700p .

SIEGFRIED (A.) ; BONNEFOUS (E.) ; DUROSELLE (J.B.) ed.): L'année politique Paris,1956 sq.

WALL (I.M.) :
L'influence américaine sur la politique française 1945-1954,Paris, 1989 515 p.

WEBER Henri :
Le parti des patrons; le CNPF 1946-1986, France, 1986, 443 p.

WOYKE (W.) :
Frankreichs Außenpolitik von de Gaulle bis Mitterrand, Opladen, 1987

Articles:

KUISEL Richard :
Débat du 28 mai 1984 à propos de son livre: le capitalisme et l'Etat en France XIX. XX. siècle (Gallimard 1984): Bouvier, Fourastié, Bloch-Lainé,Cazes,Jacques Wolff,Lévy leboyer,de Lombarès,Fridenson,Rousso,Margairaz,Bédarida, France, 1984 (in Bulletin IHTP,N°18/déc 1984).

MASSE Pierre :
Autocritique des années soixante, vues par un commissaire au Plan, (in Bulletin de l'IHTP Spécial1981/1).

MELANDRI Pierre :
Lieux et domaines de la recherche: les archives du Quai d'Orsay (in Bulletin de l'IHTP,17/ sept 1984).

RIOUX Jean-Pierre :
Pierre Mendès France, modernisateur de la France, 1987 (in XX. siècle15/ juil.sept 1987).

ROUSSO (H.) ed. :
De Monnet à Massé. Enjeux politiques et objectifs économiques dans le cadre des quatre premiers plans 1946-1965 , Paris,,1986,, 246 p .

Actes de colloque:

SFEZ Lucien :
Décision et pouvoir dans la société française , colloque tenu à Paris, Université Paris Dauphine les 1 et 2 décembre 1978, Paris, 1979

III.Histoire de la République Fédérale Allemande

ADENAUER Konrad :
Erinnerungen 1945-1963,Stuttgart, R.F.A., 1965 sq.

ABELSHAUSER (W.) :
Die langen fünfziger Jahre; Wirtschaft und Gesellschaft der BRD 1949-1966 (Schwann)(Historisches Seminar 5), Düsseldorf, 1987, 191 p.

ABELSHAUSER Werner :
Wirtschaftsgeschichte der Bundesrepublik Deutschland 1945-1980, Frankfurt am Main, R.F.A., 1983

AUBIN (H.) ; ZORN (W.) :
Handbuch der deutschen Wirtschafts und Sozialgeschichte T2: XIX-XX.Stuttgart, 1976

BADIA Gilbert ed. :
Histoire de l'Allemagne contemporaine :T.2 RFA RDA, France, 1987 637 p.

BERGHAHN Volker :
Unternehmer und Politik in der Bundesrepublik, R.F.A., 1985.363 p.

BOHLING W.; MASBERG D. Hrsg. :
Lexikon Wirtschaftspolitik; die Institutionen, München, R.F.A., 1986,228 p.

BRAUNTHAL (G.) :
The Federation of German Industry in Politics (BDI), Cornell, 1965

GROSSER Alfred :
Geschichte Deutschlands seit 1945, R.F.A., 1974, 524 p.

GROSSER Alfred :
L'Allemagne en Occident France, 1985, 323 p.

GUILLEN Pierre ; CASTELLAN Georges :
L'Allemagne ; la construction de deux Etats allemands 1945-1973 (Histoire de l'Allemagne 4) France, 1976, 223 p.

HARDACH Karl :
Wirtschaftsgeschichte Deutschlands im 20. Jahrhundert, Göttingen, R.F.A., 1976, 272 p.

HENNING F.W. :
Das industrialisierte Deutschland 1914 bis 1978, Paderborn, R.F.A, 1974 ,292 p.

SCHWARZ (H.P.) :
Geschichte der BRD Bd2: 1949-1957 ; Bd 3: 1957-1963 (Brockhaus Verlag)

THRÄNHARDT Dietrich :
Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, Frankfurt am Main R.F.A. 1986 , 266 p.

Articles:

AUERBACH Hellmuth :
Lieux et domaines de la recherche: l'Histoire du temps présent à Munich France, 1981, p.(in Bulletin de l'IHTP 1981-1982).

GRUNEWALD Jacques :
A la recherche de l'histoire du temps présent à l'étranger: Allemagne Fédérale et Autriche, France, 1981.(in Bulletin de l'IHTP 1981-1982)

KLEßMANN Christoph :
Ein stolzes Schiff und krächzende Möwen: die Geschichte der Bundesrepublik und ihre Kritiker (Literaturbericht), R.F.A, 1985 (in Geschichte und Gesellschaft, 11 (1985).

Périodiques:

L'Allemagne vue de l'Ouest 1945-1963 (1), France, 1987, (in Relations Internationales automne 1987).

- :
Revue d'Allemagne

IV. Histoire des Communautés Européennes

	1965 sc.			
on	-	Etudes Universitaires sur l'intégration européenne: annuel depuis 1965	Bruxelles	Etudes Universitaires sur l'intégration européenne
	1985 Centre d'Etudes européennes-Université catholique de	Recherches Universitaires sur l'intégration européenne (publication annuelle depuis 1972)	Bruxelles Belgique	13/1985
	1981 HOPKINS (M.)	Policy formation in the European Communities: a bibliographical guide to community documentation 1958-1978	Londres	
	1981 Institut f. Weltwirtschaft Kiel	Bibliographie der EG-Zeitschriften: ein Bestandverzeichnis	Kiel	
	1983 LODGE Juliet	The European Community: bibliographical excursions	Londres Royaume-Uni	

1955 sq. -	Annuaire européen; depuis 1955		Annuaire européen
1956-1964 CA Assemblée Commune	Annuaire: manuel . de 1956 à1964 à la BNU	Luxembourg	
1960 CEE	Répertoire des organismes communs crées dans le cadre de la CEE par les associations industrielles, artisanales et commerciales des 6 pays	Bruxelles Belgique	
1962 CE	Guide des communautés	Bruxelles	
1968 GIDE ; LOYRETTE-NOUEL	Dictionnaire du Marché commun: traité permanent de droit communautaire	Paris	
1981 JANSEN (T.) ; MAHNKE (D.) ed.	Personlichkeiten der Europaischen Integration. 14 biographische Essays	Bonn	
1982 sq CE Commission	Etapes européennes: chronologie de la CE: B.N.: 1982,83,85	Luxembourg	
1985 -	Who's who in European Institutions, organizations and enterprises (Sutter's International red Series)	Londres	

ARCHIVES
RECUEILS 157

1983 Commission des communautés européennes	Ouverture au public des Archives Historiques des communautés européennes	Luxembourg Luxembourg
1962 CECA CEE CEEA	Memorandum sur la politique énergétique du 25 . 6. 1962	Luxembourg
1957 -	Traités de Rome (JORF); 3 fasc. 46,27,6 p rectif.	Paris
1958 URI (P.) CEE	Rapport sur la situation économique de la communauté (rapport URI) 6 tomes en 2 volumes	Luxembourg
1960 CE	Les documents de Communauté Européenne 6. Le rôle des institutions communautaires dans la construction européenne (novembre 1960)	Paris France
1962 CECA CEE CEEA	Rapport sur la situation énergétique de la communauté en 1962	Luxembourg
1964 CECA CEE CEEA	L'Europe et l'énergie	Luxembourg
1980 SCHWARZ (J.) ed.	Der Aufbau Europas. Plane und Dokumente 1945-1980: Rapport du comité Spaak pp 277-330	Bonn
1983 Parlement européen.Commission institutionnelle	Recueil des documents institutionnels de la CE 1950-1982	Luxembourg
1987	Traités instituant les communautés européennes	Luxembourg

1957 –	Le Marché Commun et Euratom	Bruxelles Belgique	Chronique de Politique étrangère X, 4à6, juillet nov 1957
1986 –	Die BRD und die Entwicklungspolitik der Europaischen Gemeinschaft 1957-1983	Münster R.F.A.	
1962 BESSON Jean-François	Les groupes industriels et l'Europe. L'expérience de la CECA	Paris France	
1984-1987 Bibliothèque de la Fondation Paul Henri Spaak	Pour une communauté européenne: T1 travaux préparatoires 1952-1954 (1984); T2 Travaux préparatoires 1955-1957 (1987) (E. Bruylant)	Bruxelles	
1966 BJOL Erling	La France devant l'Europe; la politique européenne de la IV ième République	Copenhague Danemark	
1970 BLOES (R.)	Le plan Fouchet et le problème de l'Europe politique	Bruges	
1969 BROMBERGER (M.)	Jean Monnet and the united states of Europe (trad GB de "Les coulisses de l'Europe"; avec index)	New York	
1968 BROMBERGER (M.) ; BROMBERGER (S.)	Les coulisses de l'Europe	Paris	
1971 BUSSY Marie-Elisabeth de ; DELORME Hélène ;	Approches théoriques de l'intégration européenne	France	Revue française de Sciences Politiques XXI/3 juin 1971
1964 CAMPS (M.)	Britain and the European Community 1955-1963	Londres, Princeton	
1984 CE. Information universitaire	Suggestions de thèmes de recherches sur l'intégration européenne	Bruxelles	
1957 COCATRE-ZILGIEN (A.)	Les traités de Rome devant le Parlement français		Revue Française de Droit International 1957
1981 FELD Werner Joachim	West Germany and the European Community: changing interests and competing policy objectives	New York Etats-Unis	
FIEDLER (H.)	Monopolverbände in der westeuropaischen Gemeinschaft. Zur Entwicklung der "Union des industries de la Communauté européenne"		Z. Geschichtswiss. 34(1986)
1964 FISCHER (S.N.) ed.	France and the European Community	Ohio	
1974 FONTAINE (P.)	Le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe de Jean Monnet	Lausanne	

1988 FONTAINE (P.)	Jean Monnet l'inspirateur		
1983 GERBET Pierre	La construction de l'Europe	Paris	
1957 GROSSER (A.)	Suez, Hungary and European Integration		International Organization Vol XI/3 Summer 1957
1980 GUILLEN (P.)	Frankreich und der Europaische Wiederaufschwung. Vom Scheitern der EVG zur Ratifizierung der Vertrage von Rom		VfZ 1980
1986 HELMONT (J. van)	Options européennes 1945-1985 (Com des CE)	Bruxelles CE	
1986 HERBST (L.)	Die Zeitgenossische Integrationstheorie und die Anfange der Europaischen Einigung 1947-1950		VfZ 2/1986
1981 HILLGRUBER (A.)	Europa in der Weltpolitik der Nachkriegszeit 1945-1963. Grundri der Geschichte Bd 8	RFA	
1967 JOUVE (E.)	Le Général de Gaulle et la construction de l'Europe 1940-1966 (Th. Sc. pol. 1966); 2 vol. 883 et 971 p.	Paris	
1981 KIRSCHNER (E.) ; SCHWAIGER (K.)	The role of interests groups in the EC (Aldershot Grower)		
1960 LAPIE Pierre Olivier	Les trois communautés: charbon, Marché commun, EURATOM	Paris France	
1979 LATTE Gabrielle	Die Franzosische Europapolitik im Spiegel des Parlamentsdebatte 1950-1965	Berlin R.F.A.	
1970 ? LECERF (J.)	Histoire de l'unité européenne, T1 et 2 (Gallimard Idées)	Paris	
1965 LINDBERG (L.N.)	Decision making and integration in the European Community		International Organization XIX, 1 (Winter 1965)
1984 LOTH (W.)	Die Europäische Integration nach dem II. Weltkrieg in franzosischer Perspektive , in BERDING (H.) ed.: Wirtschafts-und politische Integration in Europa XIX-XX.	Gottingen	
1986 LÜTZELER (P.M.) ed.	Western Europe in transition; West Germany's role in the European Community	Baden-Baden	
1969 MAHANT (E.E.)	The making of the common market 1955-1957; French and german attitudes to the negociations about the EC (Un. diss)	Londres	

160

1963 MASSIP (R.)	De Gaulle et l'Europe	Paris	
1975 MELANDRI Pierre	Les Etas-Unis et le "défi" européen 1955-1958	France	
1971 MEYNARD Jean ; SIDJANSKI Dusan	Les groupes de pression dans la CEE 1958-1968 . Structure et action des organisations professionnelles	Bruxelles Belgique	
1976 MONNET Jean	Mémoires (édition de poche)	France	
1986 MOREAU-DESFARGES (P.)	Quel avenir pour quelle communauté ? (IFRI)	Paris	
1980 MÜLLER-ROSCHACH (H.)	Die Deutsche Europapolitik 1949-1977. Eine politische Chronik	Bonn	
1966 PETZHOLD (H.)	Die Gewaltenteilung in den Europäischen Gemeinschaften	Gottingen	
1968 PFALTZGRAFF (R.L.) ; DEGHARD (J.L.)	European technical cooperation: the experience of the European Launcher Devlopment Organization (ELDO)		Journal of Common Market Studies VII, 1, sept 1968
1974 PINTO-LYRA (R.)	Le PCF et l'intégration européenne 1951-1975 (mémoire de Sc.pol.)	Nancy	
1981 SCHWAIGER (K.) ; KIRCHNER (E.) ed.	Die Rolle der europäischen Interessenverbände	Baden-Baden	
1983 SCHWARZ Hans Peter	Die europäische Integration als Aufgabe der Zeitgeschichtsforschung;Forschungsstand und Perspektiven	R.F.A.	Vierteljahreshefte fur Zeitgeschichte 1983/4
1982 SIDJANSKI (D.)	Les groupes de pression dans la communauté européenne		Il politico N 3 1982
1980 SIMON (W.)	Europaische Unternehmensverbande: zur Internationalisierung von Kapital und Politik im Verbändewesen (Th. de Sc. eco Francfort)	Frankfurt /Main	
1969 SPAAK (H.)	Memoiren eines Europäers	Hambourg	

1966	SPINELLI (A.)	The Eurocrats. Conflict and crisis in the European Communitv	Baltimore
1985	VAN DER GROEBEN (H.)	Combat pour l'Europe. La construction de la CE 1958-1966	Luxembourg
1968	WILLIS (F.R.)	France, Germany and the new Europe 1945-1967	Londres Stanford
1965	WILLIS F. Roy	France, Germany and the new Europe 1945-1963	Stanford
1978	ZORGBIBE (C.)	La construction politique de l'Europe 1946-1976	Paris

1975 Université de Nice; Centre d'études et de recherches	La France et les communautés européennes	France
1984 Deutsch-Franzosische Konferenz dez. 1984	Der Beitrag der BRD und Frankreichs zur Entwicklung der Europaischen Union	Bonn Bad R.F.A.er
1986 HRBEK Rodolf hrsg.	Die Deutschen Länder und die Europäischen Gemeinschaften, Stuttgarter Colloquium 20-21 06 1986	Baden R.F.A.
1986 POIDEVIN (R.) ; Groupe de liaison des historiens	Histoire des débuts de la construction européenne (mars 1948-mai 1950) Actes du colloque de Strasbourg 28-30/11/1984	Bruxelles
1987 BOURRINET (J.) ed.	Les relations CEE-Etats-Unis. Actes du Colloque d'Aix en Provence 9-10/6/1986 (Economica)	Paris
1988 SCHWABE (K.) ed.	Die Anfänge des Schuman-Plans (Colloque d'Aix-la-Chapelle 1986)	Baden-Baden
1989 SERRA (E) ed.	La relance et les Traités de Rome (Colloque de Rome 1987)	Bruxelles.

PERIODIQUES [CHRONOLOGIQUE]

163

CECA	Rapports faits au nom des diverses commissions; 1953-2. 1958. A partir de mai 1958 devient "Assemblée parlementaire européenne: Rapports...." (même cote)		
1946 sq. -	Europa-Archiv: depuis 1946 à Cujas		Europa-Archiv
1954 CECA Assemblée Commune	Compte rendu analytique des débats de Luxembourg 1954-1958 (cote B); in extenso 1953-2.1958 (cote A)	Luxembourg	
1955 sq. -	European Yearbook: depuis 1955 / ou 1955 seul ?	La Haye	
1958 CECA CEE CEEA	Statistiques de base de 12 pays européens (1961 15 pays) (annuel depuis 1958)	Luxembourg	
1958 ? sq.A CEE CEEA puis CE	Bulletin mensuel CECA (Haute Autorité) (N 4 1958),puis Bulletin mensuel d'information (N 5 1959)puis Bulletin mensuel d'information: MC CECA Euratom (N 132,1969),		Bulletin mensuel d'information, 30 jours d'Europe
1958 sq Assemblée Parlementaire européenne	Débats. Compte rendu in extenso	Bruxelles	Débats. Compte rendu in extenso
1960-1968	The European Yearbook : 1960-1968 annuel	Londres	The European Yearbook
1962 Parlement européen	Débats. Compte rendu in extenso des séances (à partir de 1962	Luxembourg	
1970 sq. -	European Studies Review: 1970-1984 ; devient en 1984 European History Quarterly		European Studies Review : European History Quarterly
1973 sq -	European journal of political research: depuis 1973	Amsterdam	European journal of political research
? -	Revue d'intégration européenne	?	Revue d'intégration européenne

h

1959-1964	L'Europe du XIXième et du XX. siècle: problèmes et interprètations historiques: vol 5 et 6: depuis 1914	Paris	
1980 Arbeitskreis Europaische Integration	Die Kernenergie als Problem europaischer Integration; Bonner Colloquium 1978	Baden R.F.A.	
1961 BALASSA (B.)	The theory of economic integration	Homewood	
1968 BENYOUSSEF (A.)	Dimensions humaines de la CEE. Eléments d'une doctrine de l'intégration (Observatoire économique 26)	?	
1971 BUSSY Marie Elisabeth de ; DELORME Hélène ;	Approches théoriques de l'intégration européenne	France	Revue française de Sciences Politiques XXI/3 juin 1971
1985 CE Commission	Enseignements de 3ième cycle sur l'intégration européenne	Bruxelles	Nouvelles Universitaires européennes Suppl. 1985
1984 CE. Information universitaire	Suggestions de thèmes de recherches sur l'intégration européenne	Bruxelles	
1976 CEREXHE E. ; LEONARD M. (ed)	Colloque sur la problématique comparée de l'intègration (février 1975, Louvain)	Bruxelles Belgique	
1958 HAAS (E.B.)	The uniting of Europe. Political, social and economical forces 1950-1957	Londres	
1986 HERBST (L.)	Die Zeitgenossische Integrationstheorie und die Anfange der Europaischen Einigung 1947-1950		VfZ 2/1986
1972 HODGES (M.) ed.	European Integration: selected readings	Grande-Bretagne	
1965 LINDBERG (L.N.)	Decision making and integration in the European Community		International Organization XIX, 1 (Winter 1965)
1984 LOTH (W.)	Die Europaische Integration nach dem II. Weltkrieg in franzosischer Perspektive , in BERDING (H.) ed.: Wirtschafts-und politische Integration in Europa XIX-XX.	Göttingen	
1962 REIF (H.)	Europaische Integration	Koln	
1986 REUTER (E.)	Vom Geist der Wirtschaft. Europa zwischen Technokraten und Mythokraten (Deutsch. Verlagsanst.)	Stuttgart	
1983 SCHWARZ Hans Peter	Die europaische Integration als Aufgabe der Zeitgeschichtsforschung;Forschungsstand und Perspektiven	R.F.A.	Vierteljahreshefte fur Zeitgeschichte 1983/4

1962 SCITOVSKI Tibor	Economic theory and western european integration	London Royaume -Uni
1974 TURNER (W.A.)	Contribution à l'étude de la prise de décision nationale face à l'intégration européenne (Th. 3ième cycle Strasbourg II)	Strasbourg

1965 CARTOU (L.)	Organisations européennes (Eurolibri Dalloz)	Paris
1967 CE	Les cadres juridiques de la coopération internationale et le problème européen; colloque d'Aix-en-Provence 1-2/12/1967	Paris
1967 CHARVET (L.) ; Conseil Economique et Social	Problèmes posés par la fusion des exécutifs	Paris
1972 CONDORELLI-BRAUN (N.C.)	Commissaires et juges dans les Communautés européennes	Paris
1969 COT (J.P.)	Cours d'institutions internationales	Paris
1969 GERBET (P.) ; PEPY (D.)	La décision dans les communautés européennes. Actes du Colloque de Lyon (IEP) 1966	Bruxelles
1968 GIDE ; LOYRETTE-NOUEL	Dictionnaire du Marché commun: traité permanent de droit communautaire	Paris
1960 PINTO (R.)	Cours d'organisation européennes, cours de licence de Droit	Paris
1965 REUTER (P.)	Organisations européennes (Thémis)	Paris
1987 SCHWOB (J.)	Les organes intégrés de caractère bureaucratique dans les Organisations internationales	Bruxelles
1961 SIDJANSKI (D.)	Aspects matériels des communautés européennes (LGDJ)	Paris
1960 STEIN (E.) ; NICHOLSON (T.L.) ed.	American enterprise in the european common market. A legal profile (2 vol.)	Ann Arbor
1971 VIRALLY (M.) ; GERBET (P.) et al. ed.	Les représentations et les missions permanentes auprès des Organisations internationales (COREPER T1 pp562-830)	Bruxelles

V. Histoire et problématique de la Recherche et du Développement

Date / Auteur	Titre	Lieu	Source	
1984	Bulletin de l'IHTP:Bibliographie sur l'innovation dans les pays industriels	France	Bulletin de l'IHTP 1984/16	
1968 CALDWELL (L.K.) ed.	Science, technology and public policy. A selected and annotated bibliography, vol 1 1968; vol. 2 1969	Bloomington (Ind.)		
1986 CUTCLIFFE (S.H.)	Current bibliography in the history of technology (1984)		Technology and Culture 1986 N 27	
1969 RUSSO (F.)	Eléments de bibliographie de l'histoire des sciences et techniques (ISBN 2 7056 5623 5)			
-	Staatslexikon in 3 Bänden (article Forschung)	R.F.A.		DICTIONNAIRES
1972/1978	Who's who in Science in Europe (vol 1à3 1972 (2ième ed), vol 3 et 4 1978 (3ième éd)	Grande-Bretagne		
1965 OCDE ; SALOMON (J.J.)	Organisations scientifiques internationales	Paris		
1968 TURKEVITCH (J.)	Prominent Scientists of continental Europe	New York Etats-Unis		
1964 BARRERE (A.); AUGER ; HIRSCH(E)	Aspects économiques et sociaux du progrès technique et de la recherche scientifique. Conférences faites à l'Institut d'administration des entreprises de	Paris		TÉMOINS.
1971 HEISENBERG Werner	Naturwissenschaft und Technik im politischen Geschehen unserer Zeit, aus Schritte uber Grenzen;gesammelte Reden und Aufsatze	Munich R.F.A.	1960	
ZIEGLER (H.)	Les techniques avancées vecteur du développement économique		Bull IHTP suppl. 6/1984	
1986 ATLAN Henri	A tort et à raison: intercritique de la science et du mythe	Paris France		GENERALITES OUVRAGES. [ALPHABETIQUE]
1985 CALLON Michel ; LATOUR Bruno	Les scientifiques et leurs alliés	Paris France		
1988 CHALMERS Alan F.	Qu'est-ce que la science ? Récents dévelopements en philosophie des sciences: Popper Kuhn Lakatos Feyerabend (trad. fr. de What is this thing called Science)	France		
1987 COHENDET P. ; LEBEAU A.	Choix stratégique et grands programmes civils	Paris France		
1972 COURTEIX (S.)	Recherche scientifique et relations internationales	Paris		

1986 CROUSSE Bernard ; QUERMONNE Jean-Louis ;	Science politique et politique de la science	Paris France	
1963 DE SOLLA PRICE (D.J.)	Little science, big science ... and beyond (rééd 1986)	Columbia	
1982 FREEMAN Christopher	The economics of industrial innovation	Londres Royaume -Uni	
1984 FREEMAN Christopher	Design, innovation and long cycles in economic development	Royaume -Uni	
GILPIN (R.)	La science et l'Etat en France		
1964 GILPIN (R.) ; WRIGHT (C.) ed.	Scientists and national policy-making	New York Londres	
1973 HABERMAS Jurgen	La technique et la science comme "idéologie" (ed. all 1971)	Paris France	
1986 HISKES Anne L. ; HISKES Richard P.	Science, technology and policy decisions	Londres Royaume -Uni	
1986 KURGAN VAN ENTERY (G.) ; STENGERS (J.) ed.	L'innovation technique facteur de changement XIX-XX	Bruxelles	Le Mouvement Social 1987/138
1988 LATOUR Bruno; WOOLGAR Steve	La vie de laboratoire; la production des faits scientifiques (trad. fr. de Laboratory life, 1979, Sage Publications Inc.)	France	
1975 LONG T.D. ; WRIGHT C. (ed.)	Science Policies of Industrial Nations	New York Etats-Uni s	
1965 MESTHENE (E.G.)	Les ministres et la science	Paris OCDE	
1962 MEYNAUD (J.) ; SCHR DER (B.)	Les savants dans la vie internationale	Lausanne	
1985 Ministere de la Recherche et de la technologie.Déléga	La stratégie de la recherche et du développement technologique	France	
1968 MOONMAN E. (ed.)	Science and technology in Europe	Royaume -Uni	

1968 OCDE	Les écarts technologiques: rapport analytique	Paris	
1966 OECD (OCDE)	Fundamental research and the policies of government	Paris OCDE	
1963 PIGANIOL (P.) ; VILLECOURT (L.)	Pour une politique scientifique	Paris	
1963 PRICE (D.J.de SOLLA)	Little science, big science	New York	
1965 PRICE (Don K.)	The scientific estate	Cambridge	
1982 ROSENBERG N.	Inside the black box: technology and economics	Cambridge Royaume -Uni	
1988 ROUBAN (L.)	L'Etat et la science: la politique publique de la science et de la technologie (comparaison F. EU) (CNRS)	Paris	
1986 RUSSO (F.)	Introduction à l'histoire des techniques	Paris	
1970 SALOMON Jean Jacques	Science et politique	Paris France	
1986 SALOMON Jean Jacques: SCHMEDER Geneviève	Les enjeux du changement technologique	Paris France	
1977 SPIEGEL R SING I. ; de SOLLA PRICE D. (ed.)	Science ,technology and Society	Londres Royaume -Uni	
1973 WILLIAMS R.	European technology: the politics of collaboration	Londres	

GENERALITES ARTICLES [ALPHABETIQUE]

1963 AUGER Pierre	Scientific cooperation in Western Europe		Minerva 1. 1963
1950 CONANT J.B.	Science and Politics in the XXth Century		Foreign Affairs 28 (1950)
DAUMAS (M.)	Rapports entre science et technique		Revue de synthèse 1962 25
1986 FREEMAN Christopher	Technologies nouvelles, cycles économiques longs et avenir de l'emploi, in Les enjeux du changement technologique, Salomon J.J.; Schmeder G.	Paris France	

1987 HEILBRON (J.L.)	Applied History of science	Pennsylvania	Isis 1987 N 294
1956-19 CASTELET (G.)	La méthodologie comparée des sciences et des techniques 1. 1956 279-310 : 2. 1958 9/10 67-102		Revue de synthèse 1956 /1958 9
1978 LEPENIES Wolf	Wissenschaftsgeschichte und Disziplingeschichte	R.F.A.	Geschichte und Gesellschaft 1978
1986 NELSON Richard R.	L'Etat et l'entreprise privée dans les industries technologiques de pointe, in SALOMON Jean Jacques: SCHMEDER Geneviève: Les enjeux du changement	Paris France	
1988 PESTRE Dominique	Comment se prennent les décisions de très gros équipements dans les laboratoires de "science lourde" contemporains.Un récit suivi de commentaires	France	Revue de Synthèse IV. S 1 janvier mars 1988
1986 ROSENBERG Nathan	L'exploitation commerciale de la science par l'industrie, in SALOMON Jean Jacques; SCHMEDER Geneviève:Les enjeux du changement technologique	Paris France	
1964 SALOMON (J.J.)	International scientific policy		Minerva II, 4 (summer 1964)
1968 SALOMON (J.J.)	Feasability of multilateral cooperation		Nature CCXVIII, 5144 (Junel 1968)
1964 SALOMON Jean Jacques	International Scientific Policy		Minerva 2 (1964)
1986 SCHROEDER-GUDEHUS Brigitte	Pas de Locarno pour la science: la coopération scientifique internationale et la politique étrangère des Etats pendant l'Entre-Deux-Guerres	France	Relations Internationales 46 Eté 1986
1965 THOMPSON (V.A.)	Bureaucracy and innovation		Administrative Science Quarterly X, 1 (june 1965)
1988 THUILLIER (G.)	Pour une réflexion sur l'innovation en histoire: comment développer un secteur de recherche en histoire contemporaine		Le mouvement social 142 janv-mars 1988
1970 Commission des communautés européennes	Les cadres juridiques de la coopération internationale en matière scientifique et le problème européen (actes des colloques d'Aix en Provence et de Nice)	Bruxelles	GENERALITES COLLOQUE
1986 ? HARTWITCH (H.H.) ed.	Politik und die Macht der Technik: 16. Wissenschaftlicher Kongress der Deutschen Vereinigung fur Politische Wissenschaft, 7-10/10/1985 in der Ruhruni Bochum:	Bochum	
-	Isis, revue d'histoire et de philosophie des sciences,(1) publiée depuis 1912 [illegible] ible 1913-1965		GENERALITES REVUES
-	History and technology		History and technology

	-	Technikgeschichte; Verein Deutscher Ingenieure		Technikgeschichte: Verein Deutscher Ingenieure
	-	STS: Sciences. techniques et société. revue éditée depuis 1982 par le CNRS (86 bd St Michel; 6 N par an)		
	1960 -	Revue Scientifique; devient 1960 Nucleus; 1970 devient La Recherche: au CEA 1960-1970	France	Nucleus
(1)	Department of History and Sociology of	ISIS: publie une bibliographie critique annuelle; voir en particulier rubrique: Scientific institutions. Physical sciences, technology, twentie's century,	Pennsylvania	ISIS

RoN D ETUDES NATIONALES

APPROCHES NATIONALES COMPARATIVES

1984 NELSON (R.R.)	High technology policies: a five nations comparison	Washingt on	
1972 SALOMON (J.J.): OCDE	Le système de la recherche: étude comparative du financement de la recherche fondamentale. T1: Allemagne, France, Royaume-Uni		
1968 STOLTENBERG (G.)	Scientific policy as an element of foreign policy (en all. in Europa Archiv XXIII 1967)	Hambourg	The German Tribune, Selection from N 1, Mav 4 1968als
1989 COHEN (Y.) ; MANFRASS (K.)	Frankreich und Deutschland. Forschung, Technologie und industrielle Entwicklung im XIX. und XX. Jahrhundert. Actes du colloque international de Munich	München	
1966 OCDE	Politiques nationales de la science: France 1966, RFA 1967	Paris	

FRANCE.

1987	Guide de l'Histoire des Sciences et des Techniques en France	Paris.	Cahiers d'Histoire et de Philosophie des Sciences. 1987/19s
1959 CHATELET A.	La France devant les problèmes de la Science	Paris France	Notes et Etudes documentaires N 2552(20/6/59)*
1985 CREMIEUX-BRILHAC Jean-Louis	Pierre Mendès France,l'enseignement et la recherche,in BEDARIDA F.: RIOUX J.P.:Pierre Mendès France et le Mendésisme	France	
1978 FRIDENSON Patrick	Technikgeschichte im heutigen Frankreich	R.F.A.	Geschichte und Gesellschaft 1978
FROST (R.)	La technocratie au pouvoir... avec le consentement des syndicats: EdF 1946-1968		Le Mouvement Social 1985/130
1968 GILPIN (R.)	France in the age of the scientific state	Princeton	
1984 LECUYER Bernard Pierre	Lieux et domaines de la recherche: le CNAM	France	Bulletin de l'IHTP N 16 juin 1984
1986 OCDE	La politique d'innovation en France	Paris France	
1988 PALEWSKI (G.)	Mémoires d'action 1924-1974 (Plon)	Paris	
1978 PAPON Pierre	Le pouvoir et la science en France	Paris France	
PESTRE Dominique	Les Physiciens français 1900-1940		

1988 ROUZE Michel	Les Nobel scientifiques français	Paris France	
1987 WELFELE Odile	Lieux et domaines de la recherche :le CNRS, source pour une histoire de la recherche	France	Bulletin de l'IHTP N 29/ sept 1987
1988 PESTRE Dominique	Années 1960: un changement qualitatif dans les relations scientifiques franco-allemandes	France	Revue d'Allemagne juin1988
? -	Une enquête sur l'innovation dans la chimie française et européenne depuis 1945	France	Bulletin de l'IHTP ?

FRANCE ET...

1988 KELLERMAN E.Walter	Science and technology in France and Belgium	Londres Royaume-Uni	
1986 BLANC M. ; REHFELDT Udo	Représentations et stratégies du mouvement syndical face aux mutations technologiques.France Allemagne;comparaison 1914-1939	Paris France	

RFA.

1986 BRUDER (W.) ed.	Forschungs und Technologiepolitik in der BRD (Westdeutscher Verlag)(Beitrage zur Sozialwiss. Forsch.941)	Opladen	
1971 HEISENBERG Werner	Heutige Aufgaben und Probleme bei der Förderung wissenschaftlicher Forschung in Deutschland, aus Schritte uber Grenzen:gesammelte Reden und Aufsatze	Munich R.F.A.	1963
1976 KECK (O.)	West German Science Policy since the early 60's: trends and objectives		Research Policy 5 (1976)
1987 KRIEGER Wolfgang	Zur Geschichte von Technologiepolitik und Forschungsforderung in der Bundesrepublik Deutschland: eine problemskizze	R.F.A.	Vierteljahreshefte fur Zeitgeschichte 1987 /2
1985 LIOUVILLE Jacques	Continuité et changements dans la politique de recherche en RFA	France	Revue d'Allemagne 1985
1983 MICHAELIS (A.R.) ; SCHMID (R.)	Wissenschaft in Deutschland: Niedergang und neuer Aufstieg	Stuttgart	
1969 SOBOTTA (J.)	Das Bundesministerium fur Wissenschaftliche Forschung	Bonn	
1981 STAMM Thomas	Zwischen Staat und Selbstverwaltung; die deutsche Forschung im Wiederaufbau 1945-1960	Koln R.F.A.	
1982 URBAN (S.)	Entreprises allemandes et coopération industrielle à l'échelle européenne (Commissariat Général au Plan)	Paris Doc.Fr.	

1973 -	La coopération scientifique et technique au sein des Communautés 1965-1973		Le progrès scientifique 164. 1973 16 sq	CEE.
1970 AWESAKI (N.) ed.	R et D et concurrence dans les communautés européennes: Actes du colloque international organisé les 16-17/4/1970 par le Centre de Documentation	Grenoble		
1970 FOCH (R.)	Europe and technology, a political view (The Atlantic papers 2)	Paris		
1987 KERORGEN Yan de	Le marathon technologique: une enquête internationale sur l'Europe de la haute technologie	France		
1974 MERLINI (C.) : PANICO (G.)	Il difficile accordo. La cooperazione europea per la R. e la T.	Rome Bologne		
1986 SHARP (M.)	Europe and the new technologies. Six case studies in innovation and adjustment (Cornell UP)	Ithaca		
1987 SHARP (M.) ; SHEARMAN (C.)	European technological cooperation (Chatham House Papers 36 ; Routledge)	Londres		
1987 BERNON Michel: BODELLE Jacques	La science en Amérique	France		ETATS-UNIS
1981 CESARI Laurent	Le syndicat UAW of America et l'automation 1945-1977	France	Le Mouvement Social 117/oct déc 1981	
1967 SKOLNIKOFF (E.B.)	Science, technology and american foreign policy	Cambridge (Mass.)		

1982 -	Actes du colloque international sur l'Histoire de la physique des particules: découvertes, concepts, institutions des années trente aux années cinquante	Paris France	Journal de Physique, Colloques T.43 12/1982 Suppl.
1981 DARMON G.	Psychosociologie d'une décision en science lourde: l'Institut franco allemand de radioastronomie millimètrique	Paris France	
1987 HERMANN Armin ; KRIGE John ; PESTRE Dominique	History of CERN Tome 1 1949-1954	Pays Bas	
1968 PFALTZGRAFF (R.L.) DEGHARD (J.L.)	European technical cooperation: the experience of the European Launcher Devlopment Organization (ELDO)		Journal of Common Market Studies VII, 1, sept 1968

Monographies sur d'autres secteurs que le nucléaire:

Domaine spatial:

KAISER (K.) ; NELK (S. von) :
Weltraum und internationale Politik (Oldenburg), Münich, 1987, 661 p.

KOENIG (C.) ; THIETART (R.A.) :
Managers, engineers and government. The emergence of the mutual organization in the European aerospace industry (ESSEC ; Paris X, ESSEC) Etats-Unis 1988(in Technology in Society,,1988 (vol. 10)

PFALTZGRAFF (R.L.) ; DEGHARD (J.L.) :
European technical cooperation: the experience of the European Launcher Devlopment Organization (ELDO) 1968(in Journal of Common Market StudiesVII, 1, sept 1968).

Informatique et microélectronique

MOUNIER-KUHN P.E. :
Le Comité National et l'émergence de nouvelles disciplines : le cas de l'informatique 1946-1976 (mémoire de DEA CNAM STS)Paris, France,1988 143 p.

SALOMON Jean Jacques; SCHMEDER Geneviève :
La moissonneuse et le robot-la diffusion des innovations fondées sur la microélectronique,(in SALOMON Jean Jacques; SCHMEDER Geneviève: Les enjeux du changement technologique, Paris, France, 1986, 205 p)

VI.Histoire de l'énergie

ENERGIE.

A9

SOURCE IMPRIMEE.

1962 CECA CEE CEEA	Memorandum sur la politique énergétique du 25 . 6. 1962	Luxembourg		
⊗ cf infra assemblée parlementaire				
1984 -	L'Etat et l'énergie: bibliographie		Bull IHTP 16/1984	BIBLIOGRAPHIE.
1983 sq. AHEF	Bulletin d'Histoire de l'Electricité	Paris		
1987 AHEF	Bibliographie d'Histoire de l'électricité en France (2ième édition)	France		
1981 Cambridge Information and Research Service	World Directory of energy information, Vol 1, West Europe	Cambridge Grande-Bretagne		DICTIONNAIRES
1958 CECA. Haute Autorité	Memento de statistiques. Energie, sidérurgie	Luxembourg		
1956 -	Compte rendu de la séance N 2:études générales sur l'estimation des besoins énergétiques mondiaux dans les cinquante années à venir:autres possibilités de	Suisse	Conf Genève 1955 T1	ARTICLES ET OUVRAGES EMANANT D'INSTITUTIONS OFFICIELLES
⊗1962 Assemblée Parlementaire Européenne	Résolution sur la coordination des politiques énergétiques 20/02/1962	Bruxelles	JOCE 16/03/1962	
⊗⊗ cf ci-après. BEULLAC (C.)	La politique énergétique du 2ième plan français		Bull IHTP suppl. 6/1984 suppl. 6/1984	
1962 CECA CEE CEEA	Rapport sur la situation énergétique de la communauté en 1962	Luxembourg		
1967 CECA CEE CEEA	L'Europe et l'énergie	Luxembourg		
1958 CECA Haute Autorité	La conjoncture énergétique dans la communauté 1957-1958	Luxembourg		
CECA. Conseil des ministres	Protocole sur les moyens d'assurer une politique coordonnée dans le domaine de l'énergie		JOCECA 07/12/1957	574/57
1961 sq CECA. Haute Autorité	Rapport sur la situation énergétique de la Communauté et perspectives d'approvisionnement et de consommation d'énergie dans la Communauté. Annuel depuis 19621		Rapport sur la situation énergétique de la Communauté et perespectives	
1960 CECA.Groupe de travail interexécutif pour	Perspectives de la Consommation d'énergie de la Communauté en 1960	Luxembourg	Doc N 1634/1	
1962 CECA.Haute Autorité :	Etude sur les perspectives énergétiques à long terme de la Communauté européenne		Bulletin de la CECA 3ième N spécial 1962	

1960 Commission consultative de l'OCDE	L'énergie en Europe. Nouvelles perspectives	Paris France	
1969 Commission européenne	Première orientation pour une politique énergétique commune (18 décembre 1968)	Bruxelles Belgique	
1957 Commission européenne ?	Etude sur la structure et les tendances énergétiques de la Communauté	Luxembourg	
1956 DANIEL G.H.	Besoins du Royaume Uni en énergie	Suisse	Conf Genève 1955 T1
1956 HUGHES E.T.; NELSON N.C.	Un siècle d'accroissement des besoins d'énergie électrique aux Etats-Unis d'Amérique	Suisse	Conf Genève 1955 T1
		Paris France	
1956 OECE- HARTLEY	L'Europe face à ses besoins croissants en énergie (" rapport Hartley ")	Paris OECE	
1956 ONU Département des affaires économiques et	Besoins du monde en énergie en 1975 et en l'an 2000	Suisse	Conf Genève 1955 T1
1956 ONU Département des affaires économiques et	L'énergie nucléaire dans le bilan énergétique mondial futur	Suisse	Conf Genève 1955 T1

OUVRAGES

1976 BAGARRY Alain	Energies classiques, énergie nucléaire; évolution et perspectives	France
1971 CARMOY Guy de	Le dossier européen de l'énergie nucléaire. Marchés, industries, politiques	Paris France
1957 CECA ; URI (P.) (préface)	Etude sur la structure et les tendances de l'économie énergétique dans les pays de la Communauté	sl
1962 CEEA	Etude sur les perspectives énergétiques à long terme de la communauté européenne (décembre 1962)	Luxembourg
1987 ? CHEVALIER (J.M.) ; BARBET (P.) ; BENZONI (L.)	Economie de l'énergie (Amphithéâtre; FNSP et Dalloz)	Paris
1956 Comité d'études des producteurs de charbon d'Europe	L'application de l'énergie nucléaire dans le domaine de la production d'énergie mécanique et son incidence sur l'économie charbonnière	
1986 DEBEIR (J.C.) ; DELEAGE (J.P.) ; HEMERY (D.)	Les servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie (Flammarion, Nvelle Bibl. Sc.)	Paris

1976 DO THE GIA	La croissance économique et industrielle des pays développés et les problèmes énergétiques , France RFA Grande Bretagne Etats Unis Japon	Paris France
1961 GAMBLIN A.	L'énergie en France. Etude de Géographie	
1967 JENSEN (W.G.)	Energy in Europe 1945-1980	Londres
1977 LUCAS (N.J.D.)	Energy and the European Communities (pp. 1-81: la situation dans les 50's)	Londres
1982 MAILLET Pierre; CASSETTE-CARRY Martine	L'énergie (6ième édition; 1ère en 1954)	France
1967 MAINGUY Yves	L'économie de l'énergie	Paris France
1981 MARTINY (M.) ; SCHNEIDER (H.J.) ed.	Deutsche Energiepolitik seit 1945: Vorrang fur die Kohle	Cologne
1980 MEINERT Jurgen	Strukturwandlungen der Westdeutschen Energiewirtschaft: die Energiepolitik der Bundesregierung 1950-1977	R.F.A.
1977 MEYER-RENSCHHAUSEN (M.)	Energiepolitik in der BRD von 1950 bis heute, Analyse und Kritik	Cologne
1972 NEDO (EL. ENGINEERING)	Electrical power in Europe. The plant suppliers and their customers	Londres
1956 OECE	L'Europe face à ses besoins croissants en énergie	Paris OECE
1985 PICARD J.F. ; BELTRAN A. ; BUNGERER M.	Histoire de l'EDF : comment se sont prises les grandes décisions de 1946 à nos jours	Paris France
1960 ROBINSON (.) ; OECE	Rapport Robinson sur l'énergie	Paris OECE
SAUMON (D.) ; PUISEUX (L.)	Acteurs et décisions de la politique énergétique française	
1969 VILAIN (M.)	La politique de l'énergie en France	Paris
1969 VILAIN Michel	La politique de l'énergie en France de 1945 à 1985	Paris France

1956 WIGNY (P.) ; CECA	Rapport préliminaire sur le problème européen de l'énergie	Luxembourg.	
1978 ZIJLSTRA Kees	L'économie de l'énergie dans la C.E.E.	Paris France	

ARTICLES

AILLERET (P.)	Les besoins d'énergie à long terme et l'énergie atomique		Bulletin de la Société française des N 23,nov.1961
1956 AILLERET Pierre	Estimation des besoins en énergie	Suisse	Conf Genève 1955 T 1
1984 FERRARI (A.) ; BENDELL (F.)	La compétitivité de l'énergie nucléaire: passé et perspectives		Revue de l'Energie 1984 243 sq
1985 FROST Robert L.	La technocratie au pouvoir... avec le consentement des syndicats:la technologie,les syndicats et la direction à l'Electricité de France (1946-1968)	France	Le mouvement Social 130/janvier mars 1985
1981 JEANNENEY Jean-Marcel	La politique énergétique du gouvernement Debré	France	Bulletin de l'IHTP Spécial 1981/1
1956 MASON E.S. et le Peacetime Atomic Energy Project	Besoins en énergie et développement économique	Suisse	Conf Genève 1955 T1
MICHAELIS (H.)	Nuclear energy. A competitive source of electricity ?		Euratom .Bulletin of the EAEC (CEEA) 1962. N 4 10-18
1956 ROBINSON E.A.G.; DANIEL G.H.	Le monde a besoin d'une nouvelle source d'énergie	Suisse	Conf Genève 1955 T1
SALIN (E.)	Energiepolitik Europaischer Industriestaaten oder Europaische Industriepolitik		Kyklos XVI 1961 Fasc 4 451-481
1983 ? PIROTTE (O.) ed.	L'Europe et la coopération internationale dans le domaine énergétique. Colloque de Sophia Antipolis 15-17/06/1983 organisé par l'Institut pour le	Nice	
1987	Electricité, électronique et civilisation	France	Culture technique 17

PERIODIQUES

1945 sq -	Revue française de l'énergie: parat depuis 1945; au CEA 1954-1974		
1953 -	Revue de l'Institut français du pétrole; au CEA 1953-19665		
1959 sq. -	Atomio, petrolio, ellectricita. Rivista giuridica internazionale delle fonti di energia (bimestriel)	Rome	

1952 sq
CECA. Haute
Autorité

Bulletin de la CECA. trimestriel

183

VI.Histoire nucléaire

1955 CECA Haute Autorité	Bibliographies de la haute autorité. 1. Energie nucléaire 1946-1955	Luxembourg	
1958 CECA	Energie nucléaire 1946-1957 (Bibliographie)	Luxembourg Luxembourg	
1958 CECA	Bibliographie de l'énergie atomique: 1958, 82 p; 1946-1958, 23 p; 1955-1958, 33p)	Luxembourg	
		Francfort /Main	
1964 Atomenergiedokumentation im Gmelin Institut	Bucher und Zeitschriften zur Kernenergie erschienen in der BRD 1958-1964	Frankfurt	
1980 RADKAU (J.)	Historische Zugänge zur Kernenergieproblematik: Streiflichter durch die Literatur		Gesch. in Wiss. u. Unterricht 31(8) 1980
1980	Information,documentation et bibliographie nucléaires, tiré à part par l'EdF du Guide International de l'énergie nucléaire 1980	France	
1983 MANSFIELD (J.W.)	The nuclear power debate: a guide to the literature	New York	

1960	Annuaire Guide International de l'énergie atomique 1960 Extraits:préfaces de P. COUTURE (CEA);Sterling COLE(AIEA);Robert GIBRAT (EURATOM);Pierre HUET (ENEA)	Paris France	
1960 -	Who's who in atoms. An international reference book (2vol.;2ième édition Vallancey Press) (539.1 WHO niv2)	Londres	
1961 -	Wer ist wer in der deutschen Atomforschung und Atomwirtschaft (cahier spécial sur feuilles saumon)		Die Atomwirtschaft mai 1961
1964 SALOMON Jean Jacques (ed.)	Organisations scientifiques internationales (catalogue)	Paris France	
1966 -	World Nuclear Directory. An international reference book (3ième édition)	Londres	
1966 ANTHONY (L.J.)	Sources of information on atomic Energy	Oxford Grande-Bretagne	
1975 CHAUSSE (G.) ed.	1945-1974: répertoire des accidents nucléaires	Montargis France	

ONU AG	Doc off. Annexe. Utilisation de l'atome à des fins pacifiques: 1954 (-79); 55(-89);60-61(138);63(183);65(203);67(238);68(254)		ONU AG Doc off. Annexe. Utilisation de l'atome à des fins pacifiques
1953 EISENHOWER (D.)	Pooling of atomic materials for peaceful use (discours devant les Nations Unies, pour une agence internationale)	New York	
1954 UNESCO	La coopération européenne dans la recherche nucléaire	Paris France	
1955 sq ONU	Conférences sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique: 1955: Q 8368 ; 1958(11-13/9): Q 6498 -II;août-sept	New York	
1956 -	La coopération atomique pacifique. Accords bilatéraux entre les Etats-Unis et les diverses puissances 1955-1956	Paris	NED Doc.Fr. 20/3/1956
1956 ANGELOPOULOS (.)	L'atome unira-t-il le monde ? Aspects économques, sociaux, politiques	Paris	
1956 BRANDT (L.) ; Vorstand der SPD	Die 2. industrielle Revolution	Bonn	
1956 STRAUSS (F.J.)	Der Staat in der Atomwirtschaft. Aufbau und Aufgaben des Bundesministeriums fur Atomfragen		Die Atomwirtschaft 1956/1
1957 OECE AEEN	Statuts; convention Eurochemic	Paris OECE	
1957 WUESHOFF (F.)	L'énergie atomique et la paix, 22 mars 1957 (conférence faite à Stuttgart lors de la première session du "Friedenskreis")	Munich	
1958 OECE AEEN	L'AEEN et la société EUROCHEMIC. Premier rapport du comité de direction au conseil de l'OECE	Paris OECE	
1958 sq. OCDE AEEN	Rapport d'activité: 1958-1962; 1962-1971	Paris	
1960 AIEA	Rapport annuel depuis 1960 (autres ouvrages sur l'AIEA à l'IEP)	Vienne Autriche	
1960 Joint Committee on Atomic Energy, Congress of the	Review of the international atomic policies and programs of the United States, Report of october 1960 (5 vol.)	Washington	
1960 OCDE	Actes de la Conférence de Dusseldorf 29/11/1960	Paris	
1962 CNEN (Comitato Nazionale Energia Nucleare)	Europa e energia (5 vol. 1. 1947-1953 (2 tomes)(préf. Colombo); 2: 1954(préf.van der Groeben); 3:1955(préf. Armand); 4;1956 (préf. Ippolito)	Florence	

1963 OCDE AEEN	AEEN: statuts de l'agence	Paris
1966 -	Energie atomique. Textes législatifs et règlementaires (J.O.R.F. 1966): T1: Institutions à vocation spécifiquement nucléaire (mars 1966). T2: Législation	Paris
1967 HEISENBERG Werner	Der Teil und das Ganze: Gesprache im Umkreis der Atomphysik	Munich R.F.A.
1971 WINNACKER (K.)	Nie den Mut verlieren	Dusseldorf
1975 Commission PEON	Rapports 1964-1969	Paris
1977 MATTHÖFER (H.)	Interviews und Gespräche zur Kernenergie	Karlsruhe
1977 WINNACKER Karl	Atome, illusion ou miracle. L'énergie nucléaire en Allemagne	Paris R.F.A.
1978 ARMAND (L.)	Les leçons de choses	Paris
1984 WILLIAMS (R.L.) ed.	The American atom: a documentary history of nuclear policies from the discoverings of fission to the present 1939-1984	Philadelphie
1985	The American Atom: a documentary history of nuclear policies 1939-1984	Philadelphie Etats-Unis
1986 ACKLAND (L.) ; MCGUIRRE (S.) ed.	Assessing the nuclear age: selections from the bulletin of atomic scientists, Chicago	Chicago
sd Mouvement européen, comité d'action	L'atome au service de la prospérité et de la paix	sl

GENERALITES (CHRONOLOGIQUE)

1955 ARMAND (L.) ; OECE	Quelques aspects du problème européen de l'énergie ("Rapport Armand")	Paris OECE
1956 Comité d'études des producteurs de charbon d'Europe	L'application de l'énergie nucléaire dans le domaine de la production d'énergie mécanique et son incidence sur l'économie charbonnière	Bruxelles
1956 OECE	L'action commune des pays de l'OECE dans le domaine de l'energie nucléaire (septembre 1956)	Paris
1956 OECE Groupe de travail sur l'énergie nucléaire	Possibilités d'action dans le domaine de l'énergie nucléaire (janvier 1956)	Paris
1956 VDEW (Vereinigung Deutscher Elektrizitatswerke	Atomenergie, Wege zur friedlichen Anwendung	Francfort
1957 LAGASSE DE LOCHT (B.)	L'énergie nucléaire et la coordination mondiale des autres sources d'énergie	Paris
1957 OPPENHEIMER (R.J.)	L'esprit libéral (trad de " The open mind ")	Paris
1958 JUNGK (.)	Plus clair que mille soleils. Destin des atomistes	Paris
1959 HERZ (J.)	International politics in the atomic age	New York
1960 BLANCHI (G.)	L'energia nucleare in pace e in guerra	Roma
1960 GOLDSCHMIDT (B.)	L'énergie atomique, Notes de cours à l'IEP Paris, 1959-1960	Paris
1962 GOLDSCHMIDT (B.)	L'aventure atomique	Paris
1962 LAURENCE (W.L.)	Men and atoms: the discovery, uses and the future of atomic energy	New York
1963 GRODZINS (M.); RABINOVITCH (E.)	The atomic age. Scientists in national and world affairs; articles from "Bulletin of Atomic Scientists 1945-1962	New York
1963 KIRCHHEIMER (F.)	Das Uran und seine Geschichte	Stuttgart RFA
1963 KRAMISH (A.)	The peaceful atom in foreign policy	New York

1963 MULLENBACH (P.)	Civilian Nuclear power: economic issues and policy formation	New York
1964 ALBONETTI (A.)	La collaborazione nucleare internazionale	Bologne
1964 HODGETTS (J.E.)	Administering the atom for peace	New York
1965 International brotherhood of electrical workers	Industrial atomic energy uses, hazards and controls (621 039 IND niv2)	New York
1965 MARGULIES Robert	Atome fur den Frieden	Koln R.F.A.
1967 DELMAS (C.)	Histoire politique de la bombe atomique	Paris France
1967 GOLDSCHMIDT (B.)	Rivalités atomiques	Paris
1971 EPSTEIN (B.)	Politics of trade in power plant	Londres
1972 ALBONETTI (.)	L'Europe et l'énergie nucléaire	
1973 PIZON (P.)	L'atome et l'histoire	Verneuil France
1975 KAISER (K.) ; LINDEMANN (B.) ed.	Kernenergie und internationale Politik: zur friedlichen Nutzung der Kernenergie	Munchen
1978 EBINGER (C.K.)	International politics of nuclear energy	Londres
1978 JUNGK (R.)	L'Etat atomique (trad fr. de "Der Atomstaat")	Paris
1978 LAURENT (P.)	L'aventure nucléaire	Paris
1978 OCDE AEEN	Symposium de Paris 1978: 20 ans d'agence européenne	Paris OCDE
1978 SIMONNOT (P.)	Les nucléocrates	Grenoble

1978 WOHLSTETTER (A.) et al. ed.	Fuel without the bomb	Cambridge Mass.	
1979 MEZ (L.) ed.	Der Atomkonflikt: Atomindustrie, Atompolitik und Antiatombewegung im internationalen Vergleich (Vorwort R. Jungk)	Berlin	
1979 REAL (B.)	Le phénomène nucléaire (cours IEP Grenoble 1979-1979)	Grenoble	
1980 Syndicat CFDT de l'énergie atomique	Le Dossier électronucléaire	Paris	
1980 TOURAINE (A.)	La prophétie antinucléaire	Paris	
1981 GOLDSCHMIDT (B.)	Développement de la politique nucléaire (interview)		Bandes magnétiques IHTP 23/11/1981
1981 NELKIN Dorothy	The Atom besieged: première partie: The ^political context of the nuclear controversy; table des matières, bibliographie	Boston Etats-Unis	
1981 OKRENT (D.)	Nuclear reactor safety: on the history of the regulatory process	Wisconsin Etats-Unis	
1981 YAGER (J.)	International cooperation in nuclear Energy	Washington	
1981 ZAKKA-HELLEBOID (A.)	Le commerce international de l'uranium, thèse de troisième cycle , Lille II	Lille	
1982 DURIE (S.)	Fuelling the nuclear arms race: the links between nuclear power and nuclear weapons	Londres	
1982 KAISER (K.); KLEIN (F.J.) ed.	Kernenergie ohne Atomwaffen: Energieversorgung und Friedenssicherung	Bonn	
1982 PRINGLE (P.)	Les barons de l'atome	Paris	
1983 ANGELIER (J.P.)	Le nucléaire (Repères 6)	Paris	
1983 SHAW (E.N.)	Europe's nuclear power experiment: history of the OECD Dragon Project	Oxford Grande-Bretagne	
1983 WALKER (W.B.)	Nuclear power struggles; industrial competition and proliferation control	Londres	

1984 RIEDLE (K.)	Wissenschaft und Kernenergie. Eine wissenschaftssoziologische Untersuchung zur Kontroverse um Kernenergie	Opladen	
1985 PILAT (J.F.) ed.	Atoms for peace: an analysis after 30 years	Boulder Colorado	
1986 LECLERQ (J.)	L'ère nucléaire (ou DL 4 23472)	Paris	
1987 FACH (W.)	Die Starke des Staates im Atomkonflikt: Frankreich und die BRD im Vergleich (Campus Verlag)	RFA	FRANCE-ALLEMAGNE
1958 BLAZOT (J.)	Energie nucléaire (Banque de l'Union parisienne)	Paris	FRANCE.
1963 COOK DON	De Gaulle construit une France nouvelle. La France puissance nucléaire	Paris	Documentation française. Articles et N 01474, 24/12/1963
1965 -	Le développement nucléaire français depuis 1945		NED Doc. Fr. 1965 , N 3246
1965 SCHEINMAN Lawrence	Atomic Energy Policy in France under the Fourth Republic (1944-1958)	Princeton Etats-Unis	
1968 STAHLSCHMIDT Axel Michel	Die Rolle der Kernenergie in Politik und Wirtschaft Frankreichs	Cologne R.F.A.	
1971 KOHL (W.L.)	French nuclear diplomacy	Princeton	
1971 LECLERE (D.)	L'énergie nucléaire en France (DES Paris II)	Paris	
1977 COLSON (J.-P.)	Le nucléaire sans les Français. Qui décide, qui profite (Maspéro)	Paris	
1980 PIGNON Dominique	Enquête au coeur des centrales nucléaires	Paris France	
1980 WEART Spencer	La grande aventure des atomistes français; les savants au pouvoir (trad. française de Scientists in power, Harvard University Press 1979)	Paris France	
1981 MORSON (S.)	La politique étrangère de la France en matière d'énergie nucléaire pacifique, Thèse de III cycle Lille II	Lille	
1984 DORGET (F.)	Le choix nucléaire français (Economica)	Paris	

1986 COHEN (S.)	La monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère française sous la V. République (Hachette- La force des Idées)	Paris
1987 GOLDSCHMIDT Bertrand	Pionniers de l'atome	Paris France
1988 DAVIS (M.) ; WISE-Paris	Guide de l'industrie nucléaire française; de la mine aux déchets, du réacteur à la bombe; trad. actualisée de Military civilian nuclear link-a guide to the French	Paris
1978 REAL (B.)	La structuration de l'industrie nucléaire: France et RFA	Grenoble

ALLEMAGNE - RFA

1966 BLANK (R.)	Der Entwicklungsprozess der Atomwirtschaft. Ein Beispiel fur die Rolle der offentlichen Hand bei der Forderung eines neuen Wirtschaftszweiges (Thèse)	Cologne
1966 MICHAELIS (H.)	Atomenergie heute	Munchen
1967 IRVING (D.)	The German atomic bomb: the history of nuclear research in nazi Germany	New York Etats-Unis
1972 MAHNKE (D.)	Nukleare Mitwirkung: Die BRD in der atlantischen Allianz 1954-1970	Berlin
1975 PESCH (J.P.)	Staatliche Forschungs- und Entwicklungspolitik im Spannungsfeld zwischen Regierung, Parlament und privaten Experten, untersucht am Beispiel der	Fribourg. en.B.
1975 WINNACKER (K.) ; WIRTZ (K.)	Das unverstandene Wunder	Dusseldorf
1976 HERMANN Armin	Heisenberg mit Selbstdarstellungen und Bilddokumenten	Hamburg R.F.A.
1977 BIEBER (H.J.)	Zur politischen Geschichte der friedlichen Kernenergienutzung in der BRD (Materialien zum Gutachten der FEST, "Alternative Moglichkeiten fur die	Heidelberg
1977 HERMANN Armin	Die Jahrhundertwissenschaft.Werner Heisenberg und die Physik seiner Zeit	Stuttgart R.F.A.
1977 WINNACKER (K.) ; WIRTZ (K.)	Atome, illusion ou miracle: l'énergie nucléaire en Allemagne	Paris
1979 BUFE (H.)	Staat und Atomindustrie. Kernenergiepolitik in der BRD	Cologne

Year	Author	Title	Place	Source
1981	KECK (O.)	Policy making in a nuclear program: the case of the West German fast breeder reactor	Lexington Mass.	
1981	TEMPEL (K.G.)	Kernenergie in der BRD. Historische Entwicklung, Nutzen und Risiken. Die Kernenergiediskussion in politischen Parteien und gesellschaftlichen Gruppen	Berlin RFA	
1983	RADKAU (H.J.)	Aufstieg und Krise der deutschen Atomwirtschaft 1945-1975: verdrangte Alternativen in der Kerntechnik und der Ursprung der nuklearen Kontroverse	RFA	
1984	CASSIDY David C.; RECHENBERG Helmut	Biographical Data: Werner Heisenberg in W. BLUM;H.P. D RR;H.RECHENBERG: Werner Heisenberg:Gesammelte Werke Series B:	Berlin R.F.A.	

EUROPE CEE

Year	Author	Title	Place	Source
1959	DRÜCK (H.)	Die internationale Zusammenarbeit bei der friedlichen Verwendung der Atomenergie innerhalb Europa	Francfort	
1964	-	Le développement de l'énergie nucléaire dans la communauté européenne, situation en 1963	Paris	NED Doc.Fr. 2/1/1964
1974	NAU (H.R.)	National politics and international technology. Nuclear reactor devlopment in Western Europe	Baltimore	
1986	HATCH (M.T.)	Politics and nuclear power: energy policy in Western Europe	Lexington	
1972	DONNELLY (W.H.)	Commercial nuclear Power in Europe: the interaction of American diplomacy with a new technology	Washington Etats-Unis	

GRANDE-BRETAGNE

Year	Author	Title	Place	Source
1986	FREEMAN (J.P.G.)	Britain's nuclear arms control policy in the context of anglo-american relations 1957-1968 (St Martin' Press)	New York	ISIS 1987 N 293
1965	GOWING Margaret	Britain and Atomic Energy 1939-1945	Londres Royaume -Uni	
1974	GOWING Margaret	Independence and deterrence.Britain and atomic energy 1945-1952	Londres Royaume -Uni	
1986	HALL (T.)	Nuclear politics: the history of nuclear power in Britain	Grande-Bretagne	
1965	GOWING Margaret	Dossiers secrets sur les relations atomiques entre alliés 1939-1945	France	

ETATS-UNIS

Year	Author	Title	Place	Source
1973	(copie) (W.)	Nuclear politics: America, France and Britain	Washington	

1957 -	Atoms for power. United States policy in atomic energy devlopment	New York	
1957 FISCHER (G.)	L'énergie atomique et les Etats-Unis	Paris	
1957 WOODBURY (D.O.)	L'atome au service de la paix (Atom for peace)	Paris	
1962 et 1969ETT R.G. HEWLETT DUNCAN	History of the United States' Atomic Energy Commission:vol 1 the New World 1939-1946 ; vol 2 Atomic Shield 1947-1952	Philadelphie Etats-Unis	
1964 HODGETTS (J.E.)	Administering the atoms for peace	New York	
1967 ROTBLAT (J.)	Pugwash: the first ten years	Londres Grande- Bretagne	
1972 ROTBLAT (J.)	Scientists in the quest for peace: a history of the Pugwash conferences	Cambridge Etats-Unis	
1979 DEL SESTO (S.L.)	Science, politics and controversy: civilian nuclear power in the U.S. 1946-1974	Boulder Colorado	
1982 O'BRIEN (D.N.) ; MARCHAND (D.A.) ed.	The politics of technological assessment; Institutions, processes ans policy disputes (voir étude sur énergie nucléaire aux EU)	Lexington (Mass.)	
1983 HERTSGAARD (M.)	Nuclear Inc.:The men and money behind nuclear Energy (aux Etats-Unis)	New York	
1984 CLARFIELD (G.) ; WIECEK (W.M.)	Nuclear America. Military and Civilian nuclear power in the US 1940-1980	New York	
1985 BEAVER (W.R.)	Shippingport. Nuclear power comes to the utilities (Diss at Carnegie Mellon Univ. 1985; chair Leonard Lynn); Univ. Microfilms Order N 86-16493		Diss. Abstr. Int. 1986,47
1987 LERMER (G.) ; Gouvernement du Canada	Energie atomique du Canada limitée: les stratégies d'une société d'Etat au sein d'un marché mondial oligopolistique	Ottawa	CANADA
1988 BOTHWELL (R.)	Nucleus. L'histoire de l'énergie atomique du Canada limitée	Montréal Canada	
1957 LAGASSE de LOCHT Baudouin	L'énergie nucléaire et la coordination mondiale des autres sources d'énergie	Paris France	MONDE
1957 REIS (T.)	L'énergie nucléaire dans le monde: programmes et développements prévus	Paris	

1962 GOLDSCHMIDT Bertrand	L'aventure atomique	Paris France
1979 FAGNANI F. ; NICOLON Alexandre (ed.)	Nucléopolis: matériaux pour l'analyse d'une société nucléaire	Grenoble France
1980 GOLDSCHMIDT Bertrand	Le complexe atomique: histoire politique de l'énergie nucléaire	France
1980 SCHRADER-FRECHE TTE K.S.	Nuclear Power and public policy:the social and ethical problems of fission technology	Londres Royaume -Uni
1981 BARTH (J.)	40 ans d'énergie nucléaire dans le monde	Palaiseau
1981 MOSS Norman	The politics of uranium	Londres Royaume -Uni
1986 HELMREICH Jonathan	Gathering rare ores. The diplomacy of uranium acquisition 1943-1954	New-York Etats-Unis
1986 MAZUZAN George T. ; WALKER Samuel	Controlling the atom. The beginning of nuclear regulation 1946-1962	Berkeley Etats-Unis

ARTICLES
(GEOGRAPHIQUE)

197

1956 ARMAND (L.)	Atomic energy and the future of Europe		Foreign Affairs 34 /1956
1956 ERLER (G.)	Internationale Zusammenarbeit bei der friedlichen Verwendung der Atomenergie		Atomkernenergie 1 1956
1957 CARANTINO (B.)	L'utilisation pacifique de l'énergie atomique (Centre Européen de la culture, Genève)	Genève	
1958 HUET (P.)	L'AEEN	Paris OECE	
1958 OECE AEEN	L'AEEN, structure et fonction; premières entreprises communes	Paris OECE	
1961 CEEA. COMMISSION. MICHAELIS (H.)	Les perspectives de l'énergie nucléaire (20 juillet 1961)		EUR/C/4191/3/60
1977 RADKAU (J.)	Atompolitik ohne Alternative? Auf der Suche nach Diskussionsebenen der Kernenergie		Neue Politische Literatur 22(3) 1977 / 22(4) 1977
1984 TIRMAN (J.) ed.	The militarization of high technology (Ballinger); voir en particulier: THOMPSON (G.): The genesis of nuclear power	Cambridge (Mass.)	

FRANCE

1961 MÜLLER (W.D.)	Frankreich-Konkurrent und Partner (édito du N° spécial sur la France); article bilingue		Die Atomwirtschaft apr 1961
AILLERET (P.)	Les besoins d'énergie à long terme et l'énergie atomique		Bulletin de la Société française des N 23,nov.1961
COHEN (S.)	Les pères de la bombe atomique française		L'histoire déc. 1988 18-26
1957 DEBIESSE (J.)	Les perspectives actuelles de l'énergie nucléaire; conférence faite à Montreuil devant le GIREP (Groupement interprofessionnel des industries de la région Est. Parisienne)	Montreuil France	
1957 HUBER (K.)	Die friedliche Verwendung der Atomenenergie in Frankreich und die franzosische Stellungnahme zur EAG (CEEA)		Europa-Archiv 12/1957
1961 PERRIN (F.)	Le programme atomique français et son évolution		Die Atomwirtschaft apr 1961
1962 Ambassade de France à New York	France and the Atom	New York	
1962 BARRY Jacques	L'énergie nucléaire face au droit. Organisation et responsabilité	France	Colloque Montpellier 1962

1962 GIRAUD R.	L'ère atomique et la protection civile	France	Colloque Montpellier 1962
1963 FINKELSTEIN (A.)	Die jungste Entwicklung des franzosischen Atomprograms (CEA, dir des rel ext et des progr)		jun 1963
1968 -	La France et l'énergie atomique	Paris	Documentation française illustrée
1973 TARANGER (P.)	L'industrie française et le cycle du combustible nucléaire		Revue de l'énergie oct. nov. 1973
1975 VENDRYES (G.)	Aspects économiques et industriels de la politique électronucléaire de la France		Défense nationale mars 1975 17 sq
1985 COUTROT Aline	La politique atomique sous le gouvernement Mendès France ,in BEDARIDA F.; RIOUX J.P.: Pierre Mendès France et le Mendésisme	France	

F. ALLEMAGNE

1988 PESTRE Dominique	Vers un modèle de relations scientifiques radicalement nouveau: le cas des physiciens nucléaires allemands et français après 1945	R.F.A.	Colloque France- Allemagne oct. 87. Recherche,techno et dvt ind

ALLEMAGNE.RFA

1956 HUBER (K.)	L'utilisation pacifique de l'énergie atomique en Allemagne		Politique étrangère 21/1956
1961 -	Deutsche Beteiligung an Internationalen Organisationen auf dem Atomgebiet		Die Atomwirtschaft mar 1961
1962 -	Die Bundesausgaben fur Atomkernenergie im Haushaltsjahr 1962 (tableaux statistiques)		Die Atomwirtschaft apr 1962
1962 -	Staatliche Atomausgaben seit 1956 (graphique et tableaux statistiques)		Die Atomwirtschaft dez 1962
1962 FINKE (W.)	Staatshilfe fur die ersten großen Kernkraftwerke in der BRD		Die Atomwirtschaft apr 1962
1963 BALKE (S.) ; SCHULTEN (R.) ; SCHULLER (A.) ;	Der Staat als Partner: die Förderung von Forschung und Entwicklung als Aufgabe fur Staat, auftraggebende Wirtschaft und auftragnehmende Industrie		Die Atomwirtschaft jan 1963
1977 MEZ (L.)	BRD: der unaufhaltsame Aufstieg zur Atommacht, in MEZ (L.)		
1978 MANDEL Heinrich	Le programme électronucléaire de la R.F.A.	France	Annale des Mines mai-juin 1978

1978			
RADKAU Joachim	Kernenergie-Entwicklung in der Bundesrepublik: ein Lernprozeß? Die ungeplante Durchsetzung des Leichtwasserreaktors	R.F.A.	Geschichte und Gesellschaft 1978
1980			
-	L'Histoire de l'énergie nucléaire en Allemagne Fédérale 1945-1979	France	
1988			
ECKERT Michael	Kernenergie und Westintegration: die Anfange bundesdeutscher Atopolitik zwischen EVG und EURATOM	R.F.A.	Colloque de Munich octobre 1987
			EUROPE
1956			
KNORR (K.)	Atomenergie in Westeuropa und die Vereinigten Staaten		Mitteilungen der List-Gesellschaft 1/1956-1957
SAITCEVSKY (B.)	Creys-Malville: les accords de coopération européenne entre producteurs d'électricité		Revue générale nucléaire nov. déc. 1979 597 sq
			GRANDE BRETAGNE
1955			
-	Le livre blanc britannique sur le programme de production nucléaire de février 1955	Paris	Doc.Fr. 10/5/1955
			ITALIE
1956			
DEMARIA (G.)	Prime linee per una politica economica dall'energia nucleare	Padoue	
			OCDE
1982			
STROHL (P.)	La coopération internationale dans le domaine de l'énergie nucléaire en Europe et dans les pays de l'OCDE, in Actes du colloque de Nancy 21-23/5/1981: l'Europe	Paris	122-161
1987			
LEBLANC Nicole J.	Du projet Manhattan à Hiroshima: histoire d'une décision	France	Relations Internationales 49/printemps 1987

1955 sq. ONU	Actes de la Conférence de l'année N sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique	New York Etats-Unis
1956 KRUSE Hans (hrg)	Die internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet der friedlichen Verwendung der Atomenergie	Frankfurt R.F.A.
1957 OECE	L'industrie devant l'énergie nucléaire (exposés faits au cours de la première conférence sur l'énergie nucléaire pour dirigeants d'entreprises, Paris 1 au 5 avril 1957	Paris France
1957 OECE	L'industrie devant l'énergie nucléaire (exposés faits au cours de la première conférence sur l'énergie nucléaire pour dirigeants d'entreprises, Stresa 11-13/05/57	Paris France
1957 OECE	L'industrie devant l'énergie nucléaire (exposés faits au cours de la première conférence sur l'énergie nucléaire pour dirigeants d'entreprises, Amsterdam 24-28/06/57	Paris France
1958 -	Management and atomic industry 1958. Proceedings of a conference sponsored by Atomic industrial forum, inc. and National Industrial Conference Board. Helld march	New York
1960 OECE	Actes de la Conférence de Stresa (11-13/5/1959): l'industrie devant l'énergie nucléaire	Paris
1960 OCDE	Actes de la session d'études syndicale internationale sur les problèmes de l'énergie nucléaire, Dusseldorf 29/11-2/12/1960	Paris OCDE
1978 OCDE	Symposium sur la coopération internationale dans le domaine nucléaire (février 1978)	Paris
1980 HARBRECHT (W.) et al.	Die Kernenergie als problem europaischer Politik. Jahreskolloquium 1978	Baden-Baden
1980 Arbeitskreis Europaische Integration	Die Kernenergie als Problem europaischer Integration; Bonner Colloquium 1978	Baden R.F.A.
1981 PERROT Michel de (ed.)	Energie nucléaire et société. Actes du colloque organisé par le groupe de Bellerive à Genève du 15 au 17 02 1977	New York Etats-Unis.
1985 DEBEIR (J.C.) ed.	De Gaulle et la dissuasion nucléaire 1958-1969: Actes du colloque d'Arc et Senans 27-29/9/1984 (intervention de P. Guillaumat) (Plon)	Paris

1956 -	Atomwirtschaft; devient en 1965 ATW-Atomtechnik;1956-1965; vivant	Dusseldorf RFA
1960 sq. AIEA	Rapport annuel de l'AIEA (depuis 1960 à l'IEP)	
1956 -	Age Nucléaire: paraît 1956-1958; devient Energie Nucléaire	
1962 -	AIEA Bulletin: paraît depuis 1952 (?); possédé au CEA depuis avril 1962	
1960 sq. -	Annuaire guide international de l'énergie atomique (O. Lesourd): depuis 1960	Paris
1946 -	ATOMES; paraît depuis 1946; devient en 1970 la Recherche. N 1 1946 à N 274 1970	France
1959 sq. -	Atomio, petrolio, ellectricita. Rivista giuridica internazionale delle fonti di energia (bimestriel)	Rome
1956 -	Bulletin ATEN 1956-1959 ; devient Bulletin d'Information ATEN 1960-1974; existe un supplément Courrier de l'Aten (au CEA N 146 1970 au N 242 1975)	Paris France
1954 sq -	Bulletin d'information scientifique et technique du CEA.N 1 1954 à N 12 1956; nouvelle série N 1 1957-N 232 1978	
1946 -	Bulletin of the Atomic Scientists; paraît depuis 1946; au CEA depuis 1948	Chicago Etats-Unis
1965 ? -	Electronucléaire; devient en 1966 Electronucléaire et électricité; au CEA 1965-1968	
1951 -	Energia Nucleare (revue de l'ENEA de Rome); 1951-1980	Milan Italie
1957 -	Energie nucléaire ; absorbe l'Age nucléaire en 1957. 1ère série 1957-1958; 2ième série 1959-1973	France
1956 -	Journal of the British Nuclear Energy Conference: 1956-1961; devient Journal of the BNE Society: 1961-1977	Grande-Bretagne
1985 -	Les Nouvelles nucléaires (CEA)	
1956 -	Nuclear Power; 1956-1963; devient Nuclear Engineering	Grande-Bretagne

1947 -	Nucleonics: 1947-1967	Etats-Unis s
1958 -	Nukleonik: 1958-1969	Berlin-[illegible] RFA1
1975 -	Revue Générale Nucléaire (organe de la Société française d'énergie nucléaire, SFEN), successeur depuis 1975 du Bulletin de l'ATEN. 1975 vivant; Table 1975-1979 en	

PERIODIQUES (ALPHABETIQUES)

203

1946 -	ATOMES; paraît depuis 1946; devient en 1970 la Recherche. N 1 1946 à N 274 1970	France
1946 -	Bulletin of the Atomic Scientists; paraît depuis 1946; au CEA depuis 1948	Chicago Etats-Unis
1947 -	Nucleonics: 1947-1967	Etats-Unis
1951 -	Energia Nucleare (revue de l'ENEA de Rome); 1951-1980	Milan Italie
1954 sq -	Bulletin d'information scientifique et technique du CEA.N 1 1954 à N 12 1956; nouvelle série N 1 1957-N 232 1978	
1956 -	Age Nucléaire: paraît 1956-1958; devient Energie Nucléaire	
1956 -	Atomwirtschaft; devient en 1965 ATW-Atomtechnik;1956-1965; vivant	Dusseldorf RFA
1956 -	Bulletin ATEN 1956-1959 ; devient Bulletin d'Information ATEN 1960-1974; existe un supplément Courrier de l'Aten (au CEA N 146 1970 au N 242 1975)	Paris France
1956 -	Journal of the British Nuclear Energy Conference: 1956-1961; devient Journal of the BNE Society: 1961-1977	Grande-Bretagne
1956 -	Nuclear Power; 1956-1963; devient Nuclear Engineering	Grande-Bretagne
1957 -	Energie nucléaire ; absorbe l'Age nucléaire en 1957. 1ère série 1957-1958; 2ième série 1959-1973	France
1958 -	Nukleonik: 1958-1969	Berlin
1959 sq. -	Atomio, petrolio, ellectricita. Rivista giuridica internazionale delle fonti di energia (bimestriel)	Rome
1960 sq. -	Annuaire guide international de l'énergie atomque (O. Lesourd): depuis 1960	Paris
1960 sq. AIEA	Rapport annuel de l'AIEA (depuis 1960 à l'IEP)	
1962 -	AIEA Bulletin: paraît depuis 1952 (?); possédé au CEA depuis avril 1962	

1965 ?

- Electronucléaire; devient en 1966 Electronucléaire et électricité; au CEA 1965-1968

1975

- Revue Générale Nucléaire (organe de la Société française d'énergie nucléaire, SFEN), successeur depuis 1975 du Bulletin de l'ATEN. 1975 vivant; Table 1975-1979 en

1985

- Les Nouvelles nucléaires (CEA)

OECE . OCDE . DRAGON

205

OCDE	Projet DRAGON: rapport annuel: depuis 1963-1964		Projet DRAGON: rapport annuel
1957-1963 OCDE AEEN	Statuts de l'Agence	Paris OCDE	
1957-1963 OCDE AEEN	AEEN: statuts. convention	Paris	
1958 HMSO	Decision of the Council... establishing a European Nuclear Energy Agency (OECE)	Londres	
1958 sq. OECE AEEN puis OCDE AEEN	Rapport d'activité de l'AEEN: depuis 1958		Rapport d'activité de l'AEEN
1962 OCDE AEEN	Le réacteur Dragon	sl	
1983 SHAW (E.N.)	Europe's nuclear power experiment: history of the OECD Dragon Project	Oxford Grande Bretagne	

OCDE/OECE. EUROCHEMIC.

1959 sq. OCDE	Rapports EUROCHEMIC: 1959-61-3 ...	Paris	
1967 FLIGLER (C.)	Multinational public enterprises (dont Eurochemic)	Washington	
-	Convention portant création de la Société européenne pour le traitement chimique des combustibles irradiés (EUROCHEMIC)		JORF Lois et decrets 31/07/1960 7075
1958 HUET (P.)	L'AEEN et la société EUROCHEMIC. Contribution à l'étude des sociétés internationales	Paris	
1958 OECE AEEN	L'AEEN et la société EUROCHEMIC. Premier rapport du comite de direction au conseil de l'OECE	Paris OECE	
1957 OECE AEEN	Statuts: convention Eurochemic	Paris OECE	

1955	Conférence Internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique ,tenue du 8 au 20 aot 1955		Revue de l'O.N.U. N 6 juin 1955
1958 sq. AIEA	Conférence générale: résolutions;: puis 1959 résolutions et autres décisions		Conférence générale de l'AIEA :résolutions et autres décisions
1959 AIEA	Conférences 1958-1959	Vienne	
1959 IAEA	Multilateral agreements	Vienne	
1959 sq. -	Bulletin de l'AIEA: depuis 1959	Vienne	Bulletin de l'AIEA
1964 JOSHI (M.)	Die IAEO (thèse de droit)	Göttingen	
1970 RAINAUD (J.M.)	L'AIEA	Paris	
1982 -	1957-1982: 25ième anniversaire de l'AIEA	Vienne	

1951 sq. CEA	Rapport sur l'activité et la gestion du CEA, année 19.. (annuel depuis 1951	Paris France	
1960 CEA	1945-1960: commissariat à l'énergie atomique,plaquette éditée pour le quinzième anniversaire du Commissariat	France	
1969 Commission PEON	Rapport: T1 1964-1969	Paris	
1956 CEA	CEA	Paris	
1956 CEA	CEA 1945-1956	Paris	
1958 CEA	CEA 1945-1958	France	
1977 CEA	Industrie nucléaire française	France	
1982 CEA	Industrie nucléaire française		
1969 CHEVALLIER (J.)	Les rapports entre le CEA et l'EdF	Paris ?	
1983 GOUDY (P.)	Organisation du secteur public et droit du travail: étude de cas, le CEA (Thèse Droit privé 1983 Paris X)	Paris	
1972 GOURE (F.)	Le CEA face à l'avenir	Paris	Docufr.
1972 GOURE (F.)	Le CEA face à l'avenir (avec bilan 1945-1970 et biblio)	Paris	NED Docufr. 3945-3946
1988 LAMIRAL (G.)	Chronique de trente années d'équipement nucléaire à EdF (AHEF); 2 vol.	Paris	
1961 BAVILLE (M.)	Das Atomkommissariat und die französische Atomindustrie (avec résumé en français) (CEA, service des relations industrielles)		Die Atomwirtschaft apr 1961
1967 CEA	La politique industrielle du CEA		

1981 COUTROT Aline	La création du Commissariat à l'énergie atomique	France	Revue française de Sciences Politiques v.31/ 1981/2
1962 HENRY R.	Les carrières offertes par le CEA dans le domaine de la chimie	France	Colloque Montpellier 1962
1965 PERROT (F.)	Les relations internationales du CEA (centre de droit comparé)	Paris	
1987 PESTRE Dominique	Dautry et le nucléaire français, in R. Baudoui ed.:Raoul Dautry, naissance d'une pensée technique 1880-1951, actes du colloque des 9 et 10 octobre 1986 à l'IFA	France	
1954 sq -	Bulletin d'information scientifique et technique du CEA.N 1 1954 à N 12 1956; nouvelle série N 1 1957-N 232 1978		Bulletin d'information scientifique et technique du CEA
1975 -	Revue Générale Nucléaire (organe de la Société française d'énergie nucléaire, SFEN), successeur depuis 1975 du Bulletin de l'ATEN. 1975 vivant; Table 1975-1979		Revue Générale Nucléaire
1985 -	Les Nouvelles nucléaires (CEA)		Les Nouvelles nucléaires (CEA)
CEA	Bilan et perspectives du CEA: 1962-1967;1972. devient Activités scientifiques et techniques du CEA 1973-1976; 1979.		Bilan et perspectives du CEA ; Activités scientifiques et techniques du CEA
1961 sq. CEA	Bulletin d'information scientifique et technique (Dunod): depuis 1961	Paris	Bulletin d'information scientifique et technique du CEA
1962 sq CEA	Bilan et perspectives 1962-1972 (annuel)		
CEA	Note d'information : depuis	Paris	Note d'information du CEA

COMITATO NAZIONALE DELL'ENERGIA NUCLEARE
ENERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITEE

209

- 1965

IPPOLITO (F.)	La politica del CNEN (1960-1963) (intr. d'Etienne HIRSCH)	Milan

- 1988

BOTHWELL (R.)	Nucleus. Histoire de l'énergie atomique du Canada limitée	Montréal.

UNITED STATES' ATOMIC ENERGY COMMISSION.

HEWLETT (R.G) DUNCAN (O.E)	History of the USAEC 1939-1946 : the New World (Vol 1) 1947-1952 : Atomic Shield (vol 2)		Philadelphia
SEIDEL (R.W.)	A home for big science: The Atomic Energy Commission's laboratory system		Hist. Stud. Phy. Biol. Sci. 1986 N 16
1987 SYLVES (R.T.)	The nuclear oracles: a political history of the General Advisory Committee of the AEC 1947-1977 (présentation des 55 personnalités, liens entre comm. et	Iowa	

CERN.

211

1984 PESTRE Dominique	L'organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) : un succès politique et scientifique	France	XX. siècle 4/octobre 1984
1986 PESTRE Dominique	La naissance du CERN, le comment et le pourquoi	France	Relations Internationales 46/ été 1986
1986 HERMANN (A.) PESTRE (D.) KRIGE (J.)	HISTORY OF CERN	AMSTERDAM.	

VII. Physique nucléaire et technique nucléaire

PHYSIQUE NUCLEAIRE, TECHNIQUE NUCLEAIRE. GENERALITES

213

BIBLIOGRAPHIE.

1952 sq. -	Annual review of nuclear science : depuis 1952	Stanford (Cal.)	Annual review of nuclear science

DICTIONNAIRES

1957 ? -	Nuclear Energy Techniques	New York Etats-Unis	
1960-64 -	Reactor Handbook (4 t. en 5 vol.)	New York	
1961 -	Energie atomique: dictionnaire international de termes scientifiques et techniques (quadrilingue).	Moscou	
1962 -	L'ère atomique. Encyclopédie des sciences modernes; T3: nucléaire	Genéve	
1960 BENE (G. J.) ; BEELER (R.) ; GOLUB (M.	Nuclear Physics and atomic energy. Terms of nuclear physics and nuclear technology in English , French, German and Russian	Amsterdam Pays Bas	
1957 CAHEN Gilbert ; TREILLE Pierre	Précis d'énergie nucléaire	Paris France	
1964 CEA	Dictionnaire des sciences et techniques nucléaires: ed 1964		
1962 DE BARNES (.) ed.	Newnes concise encyclopedia of nuclear energy	Londres	
1950, 1954, 1958, 1967 GLASSTONE (S.)	Sourcebook on atomic energy: ed	Londres	
		Londres Royaume -Uni	
1958 ONU	Atomic energy: glossary of technical terms	New York	
1962 SUBE (R.)	Dictionnaire de physique nucléaire et de technique nucléaire (Dunod/VEB VerlagTechnik) quadrilingue	Paris Berlin	

OUVRAGES

1959 CARTELLIERI (W.) ; HOCKER (A.) ; SCHNURR (W.)	Taschenbuch fur Atomfragen	Bonn	
1957 CHAMBADAL (P.)	Les centrales nucléaires (Précis de physique)	Paris	
1961 CHELET Yves	L'énergie nucléaire	Paris France	

1962 DUPUY (G.)	Radium, radioactivité et énergie nucléaire (QSJ)	Paris	
1982 DUPUY Gaston	Radioactivité énergie nucléaire (11ième édition; 1ère en 1941)	France	
1964 GERWIN (R.)	Atomenergie in Deutschland. Ein Bericht uber Stand und Entwicklung der Kernforschung und Kerntechnik in der BRD	Dusseldorf	
1977 GUERON (J.)	Les matériaux nucléaires	Paris	
1959 LEFORT (M.)	Les radiations nucléaires (QSJ)	Paris	
1988 LEWINER Colette	Les centrales nucléaires	France	
1974 PRÜSS (K.)	Kernforschungspolitik in der BRD	Francfort	
1957 REIS (T.) ed.	Introduction au génie nucléaire (Dunod)	Paris	
1965 SAUTERON Jean	Les combustibles nucléaires	Paris France	
1988 TEILLAC Jean	Les déchets nucléaires	France	
1964 THOMPSON (T.J.) ed.	The technologies of nuclear reactor safety (MIT)	Cambridge Mass.	
1964 WEINSTEIN (R.)	Nuclear engineering fundamentals	New York	
1967 WILLS (J.G.)	Nuclear power plant technology	New York	

ARTICLES

1961 DEBIESSE (J.)	Ausbildung und Fortbildung auf dem Atomgebiet in Frankreich (dir du CEN Saclay et de l'INSTN		Die Atomwirtschaft apr 1961
1962 DEBIESSE (J.)	Le domaine nucléaire, son apport à la microphysique et à d'autres sciences; les réalisations atomiques		Revue de synthèse 1962 25
1962 DEBIESSE Jean	L'énergie nucléaire dans le monde de demain (approche technique des filières existant en 1962)	France	Colloque Montpellier 1962

1957 HEISENBERG Werner	Die Pläne fur eine Reaktorstation im Gebiet des Bundesrepublik	Tubingen R.F.A.	
1962 LEMOIGNE L.	Quelques caractéristiques de la science et de l'industrie nucléaires en relation avec la formation des techniciens	France	Colloque Montpellier 1962
1954 OECE	La coopération européenne dans la recherche nucléaire	Paris OECE	
1957 WINIGER Arthur	Atomenergie-Kernreaktoren-Atomkraftwerke	Tubingen R.F.A.	

COLLOQUES

1962 -	Quinzaine des sciences nucléaires de l'université de Montpellier 24/3-8/4/1962	Paris	
1979 -	International Conference : the breeder reactors and Europe (actes du congrès de Lucerne 14-17/10/1979	Suisse	
1977 STUEWER (R.H.)	Nuclear Physics in retropects. Symposium of the history of nuclear physics, Minneapolis, 18-21/5/1977	Minneapolis Etats-Unis	

PERIODIQUES

-	Journal of nuclear Energy: 1954-1966; mensuel; Technique; nombreux hors série	Grande-Bretagne	
1929 -	Revue Brown-Boveri; depuis 1929, 1952-1987 au CEA	Suisse	
1946 -	Bulletin of the Atomic Scientists; parat depuis 1946; au CEA depuis 1948	Chicago Etats-Unis	
1947 -	Nucleonics: 1947-1967	Etats-Uni	
1951 -	Energia Nucleare (revue de l'ENEA de Rome); 1951-1980	Milan Italie	
1954 sq -	Bulletin d'information scientifique et technique du CEA.N 1 1954 à N 12 1956; nouvelle série N 1 1957-N 232 1978		
1956 -	Atomkernenergie: devient en 1968 Atomkernenergie, Kerntechnik: 1956-1968; 1968 à 1978	Munchen RFA	
1956 -	Nuclear Power; 1956-1963; devient Nuclear Engineering	Grande-Bretagne	
1957 -	Energie nucléaire ; absorbe l'Age nucléaire en 1957. 1ère série 1957-1958; 2ième série 1959-1973	France	

1958 -	Nukleonik: 1958-1969	Berlin
1958 -	Les recherches atomiques (Revue de l'enseignement supérieur)	Paris
1959 -	Kerntechnik, Isotopentechnik und Chemie: 1959-1967; au CEA 1960-1967; devient Kerntechnik.	RFA
1985 -	Les Nouvelles nucléaires (CEA)	

SOURCES IMPRIMEES

1956 -	Compte rendu de la séance 4.1 : études économiques de la production d'énergie électronucléaire	Suisse	Conf Genève 1955 T1
1956 MENNE (W.A.)	Atomnutzung im Blickfeld der Wirtschaftspolitik (von Präsidenten Doctor h.c. ..., Vorsitzer des Arbeitskreises fur Atomfragen im BDI)		Die Atomwirtschaft 1956/1

OUVRAGES

1984 ABALLEA (F.)	Nouvelle technologie et formation professionnelle: l'introduction du nucléaire à EdF	Paris
1968 AEEN OCDE	Les perspectives du développement de l'énergie nucléaire en Europe occidentale: exemples de programmes de réacteurs de puissance	Paris
1964 ANDRIOT (J.)	Economie et perspectives de l'énergie atomique (Dunod)	Paris
1965 ANDRIOT (J.) ; GAUSSENS (J.)	Economie et perspectives de l'énergie atomique (Dunod)	Paris
1957 Banca Nazionale del Lavoro	Economia dell'energia atomica (2ième édition)	Roma
1984 BROOKS (L.G.) ; MATAMEN (H.)	The economics of nuclear energy	Londres
1964 FISCHLER (G.)	Der britische Energiemarkt und die Atomkraftnutzung (Thèse de Sciences politiques)	Bâle
1968 GAUSSENS (J.)	Données et calculs économiques de l'énergie nucléaire	Saclay France
1963 GROSSE (N.)	Ökonomik der Kernenergie (Thèse de Sciences politiques)	Bâle
1956 GUERON (J.) et al.	The economics of nuclear power	Londres
1958 HARDUNG (H.)	Chancen in der Atomwirtschaft	Dusseldorf
1965 HASSON (J.A.)	The economics of nuclear power	Londres

1977 MICHAELIS (H.)	Kernenergie (DTV)	RFA	
1957 MÜLLER (K.W.)	Die Problematik des Gleichgewichtes bei vollkommener atomistischer Konkurrenz (Thèse de sciences économiques et sociales)	Cologne	
1966 NEHRT (L.C.)	International marketing of nuclear power plants	Bloomington	
1958 REIS (T.)	Aspects économiques des applications industrielles de l'énergie nucléaire (Dunod)	Paris	
1950 SCHURR (S.H.) ed.	Economic aspects of atomic power	Princeton	
1956 WIEL (P.)	Wirtschaftliche Probleme der Atomenergie	Essen	
1959 WILSON (K.)	Euratom parmi les géants: la production d'électricité électro-nucléaire par les grandes puissances 1955-1975 (Diplôme du CUHEE de Strasbourg)	Strasbourg	
1957 ZIMMERMANN (H.W.)	Zur Ökonomik und Technik der Atomzeit	Tübingen	
1980 ALLARD (E.) ; JOUNDY (W.)	Le programme électronucléaire français: financement public de la recherche développement (Séminaire Paris IX)		

ARTICLES

1962 BERRIDGE (D.R.)	Strom aus Kernenergie (Central electricity Generating Board CEGB)		Die Atomwirtschaft mar 1962
1957 COLM Gerhard	Economics in the atomic age	Tubingen R.F.A.	Öu. T der Atomzeit
1961 HANNOTHIAUX (A.)	Das Atomprogramm der EdF		Die Atomwirtschaft apr 1961
1962 HANNOTIAUX A.	Réalisations et perspectives dans la production d'énergie électrique d'origine nucléaire (EdF)	France	Colloque Montpellier 1962
1962 HUET Pierre	Perspectives économiques de l'énergie nucléaire (ENEA OCDE)	France	Colloque Montpellier 1962
1957 SALIN Edgar	Die neue Etappe der industriellen Revolution	Tubingen R.F.A.	Öu. T der Atomzeit
1962 SCHMIDT-AMELUNG (K.) ; HANNOTHIAUX (A.)	Die Energieversorgung und die Rolle der Atomenergie in den Foratomländern		Die Atomwirtschaft aug-sep 1962

1962 SIROUX Raymond	Les carrières offertes par l'énergie nucléaire	France	Colloque Montpellier 1962
1973 Foratom	Centrales nucléaires en Europe: hier, aujourd'hui, demain; 5ième congrès Foratom 1973 (ITA Florence, 15-17/10/1975	Paris	Bulletin d'information de l'ATEN 104, nov-dec.1973
1950? OECE Agence européenne de productivité	Conférences	Paris	COLLOQUES
ONU	Nuclear Fuels: Vol. 2 Types and economics: Actes de la Conférence de 1965		
1956 -	Atomwirtschaft; devient en 1965 ATW-Atomtechnik;1956-1965; vivant	Dusseldorf RFA	PERIODIQUES
1957 sq. -	Energie nucléaire (Ed des presses documentaires): depuis 1957	Paris	
1959 sq. -	Atomio, petrolio, ellectricita. Rivista giuridica internazionale delle fonti di energia (bimestriel)	Rome	
1965 ? -	Electronucléaire; devient en 1966 Electronucléaire et électricité; au CEA 1965-1968		
1968 -	Atom und Strom (supplément de Elektrizitätswirtschaft): paraît de 1955 à 1975	Francfort RFA	

INDUSTRIE NUCLEAIRE.

1960 sq. -	Annuaire guide international de l'énergie atomique: depuis 1960	Paris	Annuaire guide international de l'énergie atomique
1961 sq. ATEN puis SFEN et GIIN	Annuaire de l'activité nucléaire française; collection depuis 1961	Paris	Annuaire de l'activité nucléaire française
1978 Forum Atomique français	Annuaire bilingue de l'industrie nucléaire française		
1982 GREENHALGH (J.) ed.	Nuclear Industry Almanac, Vol. 1 Western Europe	Grande-Bretagne	

SOURCES IMPRIMEES

1955 KOWARSKI Lew	Perspectives imminentes de l'application industrielle de l'énergie atomique	France	
1960 OCDE AEEN	Eurochemic. Société européenne pour le traitement chimique des combustibles irradiés	Paris OCDE	
1957 ONU	Applications économiques de l'énergie atomique. Production d'électricité et utilisation agricole et industrielle: rapport au secrétaire général de l'ONU	New York	
1958 PERRIN Francis	"Die Verwendung der Atomenergie fur industrielle Zwecke", conférence tenue devant l'Arbeitsgemeinschaft fur Forschung des Landes Nordrhein-Westfalen en 1958	Koln R.F.A.	
1959 -	La situation des industries nucléaires en Europe occidentale en 1958	Paris	NED Doc.Fr. 27/1/1959

OUVRAGES

1958 BENOIT (C.)	L'industrie atomique en France et dans le monde	Paris	
1959 BENOIT (C.)	L'industrie atomique en France et dans le monde (revue perspective) (Dunod)	Paris	
1958 BLAZOT (J.) ; Banque de l'Union Parisienne	L'énergie nucléaire: réalités et perspectives de l'industrie atomique française	Paris	
1988 BOTHWELL (R.)	Nucleus. L'histoire de l'énergie atomique du Canada limitée	Montréal Canada	
1977 CEA	Industrie nucléaire française	France	
1982 CEA	Industrie nucléaire française		
1958 CEEA	Rapport sur la situation des industries nucléaires dans la communauté	Luxembourg	

1956 CROWTHER (.)	Nuclear energy in industry	Londres	
1954 DEAN (G.)	Ere atomique: an XII. Naissance de l'industrie atomique aux Etats-Unis et dans le monde ("Report on the Atom")	Paris	
1974 Foratom: Deutsches Atomforum	The nuclear power industry in Europe	Bonn R.F.A.	
1977 HERBLAY (M.)	Les hommes du fleuve et de l'atome (débuts des centrales atomiques)	Paris	
1988 LAMIRAL (G.)	Chronique de trente années d'équipement nucléaire à EdF (AHEF); 2 vol.	Paris	
1955 MARKS (H.S.) ; TROWBRIDGE (G.F.)	Framework for atomic industry. A commentary of the AE-Act of 1954	Washington	
1977 MEZ (L.)	Die Atomindustrie in Westeuropa.	Reinbek	Technologie und Politik Bd 7
1957 OECE	L'industrie devant l'énergie nucléaire pour dirigeants d'entreprises	Paris OECE	
1983 PEARMAN (W.A.) ; STARR (P.)	The American Nuclear power industry (Garland)	New York	
1983 RADKAU (H.J.)	Aufstieg und Krise des deutschen Atomwirtschaft 1945-1975	Reinbek RFA	
1978 REAL (B.)	La structuration de l'industrie nucléaire: France et RFA	Grenable	
1979 REAL (B.)	L'industrie nucléaire française	Grenoble	
1958 SEVETTE (P.) ed.	Atome et industrie (2 vol.)	Genève	
1975 TRENDELENBURG (F.)	Geschichte der Forschung im Hause Siemens (VDI verlag)	Dusseldorf	
1961 UKAEC	The Nuclear energy industry of the United Kingdom	Londres	
1983 WALKER (W.B.)	Nuclear power struggles; industrial competition and proliferation control	Londres	

1982 ZIJLSTRA (G.J.)	The policy structure of the Dutch nuclear energy sector (Thèse de sciences sociales)	Amsterdam	
1975 ZIMMERMANN (W.)	Competition in the nuclear industry (mimeo)	Cornell	

ARTICLES

1958 -	L'industrie atomique française	Paris	Doc fr. mars 1958
1962 -	Atomindustrie in Europa (à propos de Foratom et du N spécial)		Die Atomwirtschaft aug-sept 1962
1962 Atomwirtschaft	Euratom und die Atomindustrie -Bilanz und Kritik		Die Atomwirtschaft aug-sept 1962
1955 Banque de Bruxelles	Energie nucléaire: aspects financiers	Bruxelles Belgique	
1961 BARON (J.J.)	Die franzosische Industrie und die Atomindustrie. Die Situation Anfang 1961 (Pdt de l'ATEN)		Die Atomwirtschaft apr 1961
1961 BAVILLE (M.)	Das Atomkommissariat und die franzosische Atomindustrie (avec résumé en français) (CEA, service des relations industrielles)		Die Atomwirtschaft apr 1961
1962 BUSSE (E.) ; FLICK (F.) ; BARON (J.J.) et al.	Die Atomindustrie in den Foratomlandern		Die Atomwirtschaft aug-sep 1962
1959 CE	Die Anpassung der Privatunternehmen an die Moglichkeiten der Kernenergie		Studien und Auswertungen N 12 , 21/12/1959
1967 CEA	La politique industrielle du CEA		
1957 DEBIESSE (J.)	Les perspectives actuelles de l'énergie nucléaire; conférence faite faite à Montreuil devant le GIREP	Montreuil France	
1961 DUCROCQ (A.)	L'utilisation à des fins industrielles de l'énergie atomique (conférence au GIREP)	Montreuil	
1961 FISHER (C.)	Fortschritte industrieller Anwendungen von Radionukliden (chef du serv. des radioéléments au CEA)		Die Atomwirtschaft apr 1961
1956 FREIBERGER (H.)	Deutsche Elektrizitatswerke ohne Atompsychose		Atom und Strom (in 12/2 Jhg (dez irtschaft) 1956)
1962 GIBRAT (R.)	Der Foratomkongress: Conditions de création et de développement de l'Industrie nucléaire européenne 12-14/09/1962 (bâtiments de l'Unesco)		Die Atomwirtschaft. aug-sep 1962

? GIBRAT (R.)	L'Euratom et ses conséquences sur l'industrie nucléaire européenne, in "La science aux dimensions de l'Europe" (Féd Nat. des Synd. d'ingénieurs et de Cadres CGC)	Paris	Cahiers du centre économique et social perfectionnement des cadres 61-70
1956 GRUBER	Die industrielle Verwertung der Atomenergie		Wirtschaftsdienst April 1956
1956 HULL (J.E.)	The impact of atomic energy on the chemical industry		Commercial and financial chronicle 12/4/1956, vol 83 N 5524
1962 JOUAN R.	L'énergie nucléaire ; incidences sur l'évolution et le développement de l'industrie classique	France	Colloque Montpellier 1962
1960 KOECK (W.)	Struktur und Dynamik der Atomindustrie (schéma de production p 152)		Die Atomwirtschaft apr 1960
1962 KÜCHLER (L.)	Die Deutsche Chemische Industrie und die Kerntechnik (Farbwerke Hoechst AG)		Die Atomwirtschaft aug-sep 1962
1975 MOLDENHAUER (B.)	Politische und ökonomische Enstehungsbedingungen der zivilen Atomindustrie. Die Atomindustrie in der BRD		Blätter f. Deutsche u internationale 7 u 10/ (20)1975
1960 M LLER (W.D.)	Atomindustrie in Deutschland (édito du N° spécial)		Die Atomwirtschaft apr 1960
1962 POHLAND (E.) ; STROHL (P.)	Die Zusammenarbeit der Eurochemic mit der Europäischen Industrie beim Bau der Eurochemic-Anlage (Eurochemic)		Die Atomwirtschaft aug-sep 1962
1962 WHITEHOUSE (M.H.L.)	Die Britische Industrie und die Atomenergie (NETAC)		Die Atomwirtschaft mar 1962

COLLOQUES

1957	Journées d'information sur l'énergie nucléaire ,du 14 au 16 janvier 1957	Paris France	
1957-1959 SEKARD (P.) ; OECE ed.	Conférences d'information sur l'énergie nucléaire pour les dirigeants d'entreprise: 2.1957 et 24-28/6/1957 (Amsterdam); 11-13/5/1959 (Stresa)		
1960 OCDE	Actes de la session d'études syndicale internationale sur les problèmes de l'énergie nucléaire, Düsseldorf 29/11-2/12/1960	Paris OCDE	
1957 OECE	Conférences d'information sur l'énergie nucléaire pour les dirigeants d'entreprise, Paris, 1.1957: 1-5/4/1957	Paris OECE	
1957-1960 OECE	L'industrie devant l'énergie nucléaire. Exposés à la ... ième conférence d'information sur l'énergie nucléaire pour les dirigeants d'entreprise: 1. Paris 1-5/4/1957	Paris OECE	

1956-19 59CE Agence de productivité	Application des sciences atomiques dans l'agriculture et l'alimentation, 2 vol. 1956-1959	Paris OECE

PERIODIQUES

1954 -	Revue Jeumont-Schneider 1954-1963; 1965-1981	
1956 -	Bulletin ATEN 1956-1959 ; devient Bulletin d'Information ATEN 1960-1974; existe un supplément Courrier de l'Aten (au CEA N 146 1970 au N 242 1975)	Paris France
1956 -	Industries atomiques: 1956-1971, deviennent Industries atomiques et spatiales	Paris-Genève France-Suisse
1957 -	GEC Atomic Energy Review (General Electric Cy): 1957-1960; au CEA 1959-1960	
1957 sq. -	Industries atomiques: Revue internationale pour les applications pacifiques de l'énergie nucléaire. (1,3,4/6 incomplets); depuis 1957	Paris
1975 -	Revue Générale Nucléaire (organe de la Société française d'énergie nucléaire, SFEN), successeur depuis 1975 du Bulletin de l'ATEN. 1975 vivant; Table 1975-1979	
? -	Revue Siemens; arrive au CEA depuis 1966	RFA
1957 sq. ATEN	Bulletin de l'Association technique pour la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire (ATEN) : depuis 1957	Paris (SADEP)

RECUEILS LÉGISLATIFS

1961 -	Bibliographie der Materialien: 1. Universale Organisationen (283 p); 2.Regionale Organisationen (244p); 3. Register zur Bibliographie der Materialien	Göttingen	
1960-19 63	Atomenergierecht: Atomrechtskatalog: 7 vol.: 1. Bibliographie-Zusammenstellung (1960); 2. Register (1960);3.Universale Organisationen (1961); 4.Regionale Organisationen	Göttingen	
1956 sq TERNAEBEN (W.)	Handbuch der Atomwirtschaft (publication à feuillets mobiles; législation):	Hagen	
1961 CNEN (Comitato nazionale per l'energia nucleare)	Legge institutiva del CNEN ed altre leggi concernenti l'energia nucleare (2. edition)	Rome	
1962 FISCHERHOF (H.) ed.	Deutsches Atomgesetz und Strahlenschutzrecht (2 vol.)	Baden-Baden	
1959 IAEA	Legal series: 1. 1959: multilateral agreements	Vienne Autriche	
1961 MATTERN (K.) ed.	Atomgesetz uber friedliche Verwendung ..., vom 31.12.1959, erläutert von Karl Mattern	Berlin	
1969-1984 OCDE AEEN puis AEN	Législations nucléaires: étude analytique. B. Organisation et régime général des activités (1969); E. Règlementation et cadre institutionnel, 2 vol.	OCDE (Paris)	
1961-1964	Kernenergierecht (2 vol.103,233p.)	München	
1959 sq. Atomministerium Bonn	Schriftenreihe des Bundesministers.. Kernenergierecht: 1: GB 1959 Ergänzungslieferung 1960; 2. Canada 1960; 3. Belgique 1961; 4. RFA 1961; 5. France (1) 1962; 6. France	Bonn	Schriftenreihe des Bundesministers..Kernenergierecht:

OUVRAGES

1960 BÖHM (P.)	Die internationale Regelung der Eigentumsverhältnisse im Bereich der friedlichen Verwendung der Atomenergie (Thèse de Droit)	Sarre
1958 KORBER (W.)	Atomenergieverwaltung im Ausland	Gottingen
1960 KRUSE (H.)	Legal aspects of the peaceful use of atomic energy	Berlin ?
1961 KRUSE (H.)	Atomenergierecht. Kommentar zum Atomgesetz	Berlin
1958-60 LAMBERT (J.)	Le statut juridique de l'énergie atomique, utilisations pacifiques (Lyon, Institut de Droit comparé): 1. France 1958, 2. Allemagne 1960	Lyon
1959 MAXWELL (I.)	The economics of nuclear power including administration and law	Oxford Grande-Bretagne

1956 NONNENMACHER (G.G.)	Vers un droit atomique; essai sur l'internationalisation et la domestication juridique de l'atome	Colmar	
1969 ? OCDE	Législations nucléaires. Etude analytique	Paris	
1983 OCDE AEEN	Règlementation générale et cadre institutionnel des autorités nucléaires	Paris OCDE	
1965-19 67GET (H.) ed.	Aspects du droit de l'énergie atomique, CNRS 1965-1967, T2: Institutions nationales et internationales	Paris	
1967 PUGUET (H.) ed.	Aspects du droit de l'énergie atomique, T2, Institutions nationales et internationales	Paris	
1960 SERVOS (J.)	Le statut juridique de l'énergie atomique. Utilisations pacifiques. II. Allemagne; législation interne	Lyon	
1966 STREET (H.) ; FRAME (F.R.)	Law relating to nuclear energy (Manuel: recueil GB et monde)	Londres	

ARTICLES

1965 VOGELAAR (T.W.)	Le droit européen au service de l'atome (Bulletin de l'association des juristes européens)	Paris	
1961 LEPETRE (J.P.)	Französische Patentpolitik auf dem Atomgebiet (Dir Gal de Brevatome)		Die Atomwirtschaft apr 1961
1962 UNESCO	Les problèmes administratifs en France relatifs à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique	Paris	NED Docufr. 1/2/1962

COLLOQUES

1961 ? -	Les problèmes administratifs de l'énergie nucléaire: Actes du 5ième congrés de l'Association Internationale de Sciences Politiques, Paris, 26-30/9/1961; Vol.5		
1973 -	Dokumentation der I. Internationalen Tagung fur Kernenergierecht 11-14-9//1973, Karlsruhe (KFZ)	Karlsruhe	
1966 ALBONETTI (A.) ed.	Droit nucléaire européen; colloque de Paris 5-6/5/1966 (PUF)	Paris	
1960 Association Internationale des juristes	Problèmes juridiques nés du développement et de l'utilisation de l'énergie atomique; travaux de la 2ième Commission, Sofia, 10-14/10/1960	Bruxelles	
1966 COLLIARD (.) ed.	Colloque de droit nucléaire européen, Paris, 5-6/5/1966	Paris France	
1966 GROOTE (P. de)	Industrie nucléaire et pouvoirs publics ("Rapport de Groote": journées d'études du 14/11/1964 à Bruxelles	Bruxelles	

1956 sq.			
-	Progress in nuclear energy: 1956-1959 series VIII: Economics of nuclear power including administration and law; depuis 1959: series X: law and administration	Londres New York	Progress in nuclear energy
1958 sq.			
-	Atome et Droit (feuillets mobiles, mise à jour périodique)	Genéve	

ANNEXE TECHNIQUE: Modalités de fabrication de la base bibliographique:

La bibliographie a été saisie sur Macintosh, sur le logiciel de fichier ABC-Base d'ACI. Le logiciel ne permettant pas de classement alphabétique sur des chaînes supérieures à 80 caractères, un fichier annexe des titres sans auteurs a été créé.

Les critères utilisés peuvent être regroupés sous deux grandes rubriques:
1.Critères analytiques de fiche de bibliothèque.
2.Critères de classement permettant l'élaboration de la bibliographie ordonnée.
La mise en place de la structure de classement a été réalisée en dernier lieu, en fonction des besoins apparus pendant la saisie.

1. Critères analytiques: ils reprennent les indications trouvées en bibliothèque et des remarques faites en compulsant les fichiers papier.

Structure:
Nom, Type, remarques.
SourceRéférence, alphanumérique 25: Est répertoriée l'origine de l'information: dépouillement de fichier ou de bibliographie
N°Fiche, NUMÉRIQUE 4 : Ce critère constitue le lien entre les sous-fichiers crées par la suite
LieuxConsult°, alphanumérique 30: Lieu où le document peut être consulté
Cote, alphanumérique 30: cote du document
Auteur, alphanumérique 80

Titre, texte

Lieued°, alphanumérique 30: lieu d'édition

Pays ed°, alphanumérique 30: pays d'édition

Date ed°, alphanumérique 30: date d'édition (année)

NbrePage, NUMÉRIQUE 4: nombre de pages

NomRevue, alphanumérique 80: s'il s'agit d'un article ou d'une référence de périodique.

DateN°, alphanumérique 30: référence du numéro de la revue

PageXàY, alphanumérique 30: pages où se trouve l'article

2. Critères thématiques:

Il y en a 4, énumérés :

THEME (alphanumérique 15): le sujet

TYPELOCUTEUR (alphanumérique 8): Typologie des auteurs du texte

NATUREDOC (alphanumérique 12): Nature du document

ZONEGEO (Alphanumérique 12): Zone(s) géographique(s) concernée(s) par le document

La recherche se fait par numéro; plusieurs numéros peuvent être indiqués pour le même critère thématique , ce qui permet des recherches croisées (comme par exemple Euratom, Témoin, Archive, France et Allemagne)

Les critères thématiques sont énumérés:

Développement des énumérations des critères thématiques

A.Thème.

(Abréviation retenue dans l'énumération)

	(Développement de l'abréviation)
1.H.GENE	Histoires générales, politiques, économiques et sociales, relations internationales et problématique historiographique
2. H.CEE	Histoire et problématique de la Communauté Européenne
3. H.R&D	Histoire et problématique de la Science et de la Technique
4.H.ENER	Histoire et problématique de l'énergie
5.H.ATOM	Histoire et problématique de l'énergie atomique, civile et militaire
6.S&T.Nuc	Sciences,techniques et industrie atomiques
7.EURATOM	
8.Autres ATOM	

Autres institutions atomiques (dont CEA)

9.Autres activ.

Autres secteurs d'activité (parallèles)

10 Inclassable

Inclassable dans la nomenclature établie

B. Types de locuteurs

1.Témoin Témoins et acteurs individuels

2.O.nat. Organisation nationale, entreprise

3. OI Organisation internationale
(rapport,recueil de textes, textesjuridiques, colloques organisés par)

4.Academ Universitaires

C.Nature du document

1.BIBLIO Bibliographies

2.DICO Dictionnaires

3.ARCHIVE Archives

4.SOURCE IMP.Source imprimée (mémoires,rapports)

5.OUVRAGE Ouvrage

6.ARTICLE Article

7.ACTE COLL.Actes de colloques universitaires

8.PERIOD. Périodique

D.Zone Géographique (énumération de base; ajouter les couples pour les relations internationales)

1.F	France
2.RFA	Allemagne Fédérale
3.CEE	CEE
4.GB	Royaume-Uni
5.AutreEUR	Autre(s) pays d'Europe (précisé)
6.OECE	OE/CDE
7.USA	Etats-Unis
8.CND	Canada
9.Mde	Monde/ONU
10.URSS	URSS
11.Autre Mde	Autre pays ou zone du monde (précisé)

Il a été de plus nécessaire de créer des sous-énumérations par thème:

Recherche et développement:

Généralités

Etudes nationales

Monographies institutionnelles

Sciences et techniques nucléaires:

1.Aspects purement scientifiques et techniques

2.Industrie nucléaire

3.Economie nucléaire et de l'énergie nucléaire

4.Droit du nucléaire

CEE:

1.Problématique de l'intégration

2.Histoire de l'intégration

3.Droit des institutions

EURATOM

1.Période de genèse de l'institution 1955-1957

2.Commission, liens avec les autres éxécutifs

3.Conseil

4.COREPER

5.Assemblée Parlementaire européenne

6.CES, comités divers

7.Généralités sur Euratom

8.Rapports, budget, conférences et colloques organisés par la CEEA

9.R&D

10.Université européenne

11.Relations extérieures

12.Aspects industriels

13.Approvisionnement, Marché Commun des matières nucléaires

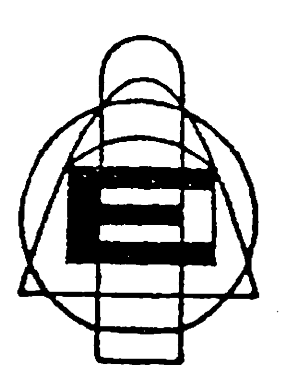
14.Sécurité, secret, normes et protection sanitaire

15.Politique énergétique

16.Recueils de textes.

Le corpus comprend ainsi 1525 fiches.

TABLE DES MATIERES



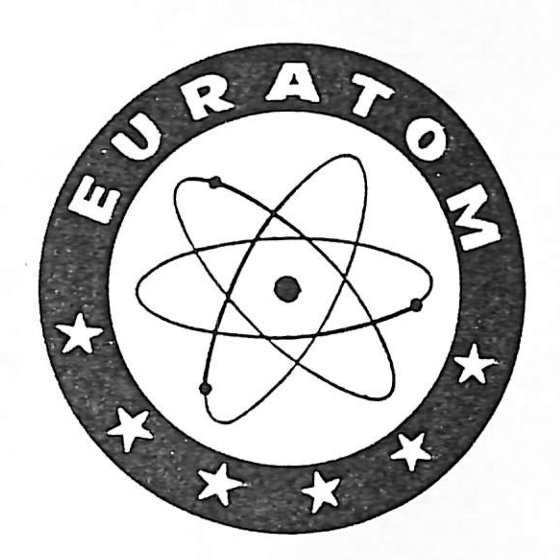
ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES - PARIS -

UNE TENTATIVE D'INTEGRATION NUCLEAIRE EUROPEENNE:

EURATOM

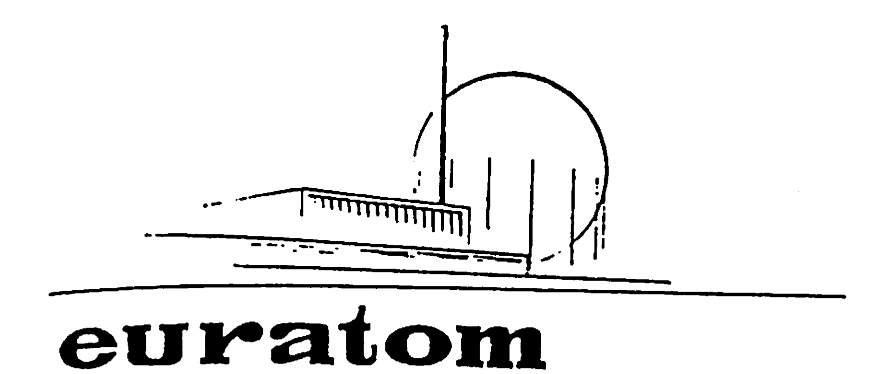
A L'EPOQUE DU PROGRAMME INITIAL DE RECHERCHES ET D'ENSEIGNEMENT

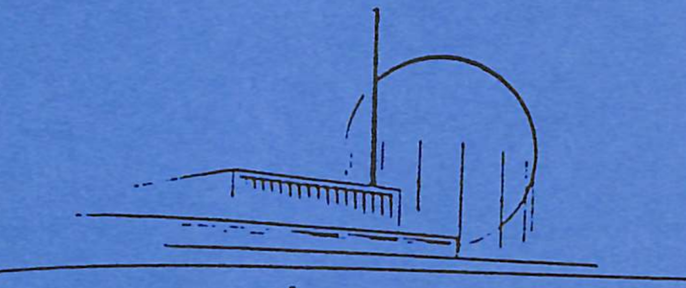
(1958-1962)



Mémoire présenté en vue de l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies d'Histoire et Civilisations
par Jean-Marc WOLFF en septembre 1989

Directeur de Recherches: Patrick FRIDENSON


euratom



euratom

Rapport sur le mémoire de DEA de JM Wolff, 28/9/89

Dominique Pestre

je suis favorable a l'attribution du DEA a JM Wolff sur la base de ce memoire -- si bien sûr il a satisfait aux autres exigences (il a par ailleurs suivi regulierement mon seminaire sur le CERN et la science americaine depuis la guerre).

Mes remarques sur ce travail sont celles-ci (dans un ordre quelconque)

Il n est pas sans interet d'avoir une bibliographie assez exhaustive: cela ne dispense pas d'avoir une bibliographie de travail traitable humainement dans le cadre d'une these J aurais aime en fait connaitre comment JM Wolff hiérarchise cette liste et ce qu'il pense des ouvrages les plus importants. A ce niveau une bibliographie commentee est essentielle Il y a d'ailleurs des doublons --même livre dans des endroits différents, par exemple sous forme de traduction. Mon conseil est donc de créer une bibliographie de travail selective, a plusieurs niveaux. Elle seule constitura un outil de travail réel.

J'ai été un peu surpris de l'approche très 'juridique' de l'introduction (pp. 4-14) -- tendance qu on peut aussi pressentir quelque peu dans la suite du texte. Je préfèrerais très nettement une approche de la CEEA par son processus de création. Le point est general et important· une organisation de cette nature, répondant à une démarche d'emblée politique et portant sur un domaine non central politiquement (à la différence de la CEE elle-même), ne peut vraiment se comprendre que comme la résultante d'un processus temporel complexe, comme la résultante d'une suite de micro-décisions réduisant toujours plus les possibles: l'itinéraire du projet est donc à mettre au coeur de l'analyse -- et lui seul permet de comprendre, par exemple, la complexité des règles administratives qui président 'finalement' à la vie de l'organisation. Il faudrait conseiller à JM Wolff de regarder la littérature sur la décision (sans pretendre qu'il est supérieur aux autres, j'ai dû en faire un rapide état dans un article recent de la Revue de Synthèse) et d'analyser la création de la CEEA sous cet angle (affaire dynamique dans un réseau d'acteurs dont une première liste est donnee a la fin du memoire) Cela est applicable aussi à la phase post-1957.

JM Wolff a raison d'insister sur la dimension comparative, seul bon moyen de percevoir la spécificité très réelle de son cas. Je crois qu'il a identifié les histoires parallèles déjà ecrites (pp. 15-25), il ne doit pas oublier de les garder à l'esprit pour rendre son texte futur le plus pertinent possible. Il devrait probablement se fabriquer des modeles de ces histoires, des grilles de comprehension qui lui permettrait de traiter sa nouvelle information de façon plus rapide et efficace.

Même si les cas allemand et français sont mis, à titre fort compréhensible, au coeur de l'analyse, il serait intéressant de ne pas oublier les cas italiens et néerlandais, non négligeables. Les Néerlandais ont en effet un savoir-faire sérieux dès 1951 grâce à leur collaboration avec les Norvegiens à Kjeller. De même, il faudrait regarder de près l'industrie italienne de la région de Milan. Je connais mal ces cas, mais je pense que l'analyse du processus d'ensemble y gagnerait.

Felicitations sans ombres, par contre, pour l'identification du fond Gueron qui devrait permettre de contourner le CEA. JM Wolff a là une source probablement centrale.

Les autres remarques sont plus ponctuelles. Je crois ce mémoire satisfaisant même s'il serait peut-être bon de conseiller maintenant une entree directe dans les sources primaires

Pour M. Patrick Fridenson.
Paris le 28 septembre 1989

Dominique Pestre

le mouvement social

Lundi 9 octobre 1989

Rapport sur le mémoire de Jacques Wolff

M. ~~Jean-Marc~~ Wolff, ancien élève de l'École Normale Supérieure de Saint-Cloud, professeur en classe préparatoire aux Grandes Écoles, a dû étaler sur deux ans la préparation de son D.E.A. en raison de ses charges de travail.

Mon avis est favorable à ce qu'il obtienne le D.E.A. En effet son travail qui est consacré à la place de la recherche-développement dans les débuts d'Euratom :

- comporte une très copieuse bibliographie sur Euratom. Même si elle pourrait être plus sélective, c'est un instrument de référence sans précédent dans le secteur ;
- inventorie une source inédite, le fonds Jules Guéron, déposé à l'~~Institut~~ Universitaire Européen de Florence ;
- met en oeuvre cette source, la bibliographie, ainsi qu'une première enquête orale pour quatre études connexes : la place d'Euratom dans l'histoire atomique à la fin des années 1950 ; les relations entre les différents acteurs (gouvernements, hauts fonctionnaires, scientifiques) ayant contribué à la politique de recherche-développement d'Euratom ; les débuts de la Commission Européenne d'Euratom (avec de fortes tensions) ; une biographie d'Étienne Hirsch, se concluant sur son éviction par le général de Gaulle.

Même si le début du mémoire est un peu lent à s'échauffer, on a là une recherche très cohérente en matière d'histoire de la décision, et une des plus novatrices contributions à l'histoire des institutions européennes, qui doit déboucher sur une thèse de doctorat dont l'originalité est décrite pages 81-86.

Patrick Fridenson

Administration :
12, avenue Sœur-Rosalie - 75621 Paris Cedex 13 - Tél. : (1) 43.37.93.85